

#50

prix 2,50 euro | 54e année | novembre-décembre 2010

BELGIE-BELGIQUE

P.B. 1/9352

BUREAU DE DÉPÔT

BRUXELLES 7

NOV-DÉC 2010

la gauche

comprendre le monde pour le changer



BAS LES PATTES DE NOTRE SECU!

- 3 **Edito** *par Thierry Pierret*
- 4 **Que veut la N-VA?** *par Jean Peltier*
- 5 **Scinder l'impôt et la Sécu?** *par Thierry Pierret*
- 6 **Le mouvement ouvrier entre tout doucement en résistance** *par Paul Van Pelt*
- 8 **SETCa: des méthodes indignes** *par Guy Van Sinoy*
- 10 **Intérim: l'exploitation "à la mode"** *par Mauro Gasparini*
- 11 **Le CADTM fête ses 20 ans!**
- 12 **SNCB: privatisation, bureaucratie et travailleurs**
par Sylvia Nerina
- 13 **SNCB: quelle voie pour empêcher le démantèlement du service public?** *par Guy Van Sinoy*
- 14 **Répression: police partout, justice nulle part**
par David Maertens
- 15 **Quelle politique de mobilité dans les grandes villes?**
par Thierry Pierret
- 16 **Les femmes et la crise capitaliste** *par Lidia Cirillo*
- 17 **Assemblée européenne pour la justice climatique**
par Sylvia Nerina
- 18 **L'impossible capitalisme vert** *par Daniel Tanuro*
- 20 **Catastrophe écologique en Hongrie** *par Dominique Angelini et Jean Peltier*
- 21 **ONU: Oui, il est possible d'éradiquer la pauvreté.**
par Eric Toussaint
- 22 **France: un mouvement historique** *par Sandra Demarcq*
- 23 **En Belgique, solidarité avec la lutte des salariés en France** *par la rédaction*
- 24 **Etat espagnol: Une grève générale dilapidée?**
par Lluís Rabell et Nacho Alvarez Peralta
- 25 **Portugal: Grève générale le 24 novembre**
- 26 **Lettre de lecteur** *de Philip Polk*
- 26 **Les nôtres: Valeer Vanthygem**
- 27 **Livres et DVD**



Ont collaboré à ce numéro: Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Maertens, Dominique Angelini, Eric Toussaint, Filip De Bodt, Francine Dekoninck, Freddy De Pauw, Guy Van Sinoy, Jean Peltier, Lidia Cirillo, Little Shiva, Lluís Rabell, Marijke Colle, Mauro Gasparini, Michèle Marteaux, Nacho Alvarez Peralta, Özlem Barin, Paul Van Pelt, Sandra Demarcq, Stéphanie Staïesses, Sylvia Nerina, Thierry Pierret, Thomas Weys.

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

*Adresse et contact: 20, rue Plantin
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements:
1,5 € par numéro; 8 € pour un an
Etranger: 18 € pour un an*

*A verser sur le n° de compte
de la Formation Léon Lesoil
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles
n° 001-0728451-57
IBAN BE09 0010 7284 5157
BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée
par la Formation Léon Lesoil
e.r. A.Riera**



cover

photo: Jean Peltier

Pour une nouvelle Opération Vérité

✦ par Thierry Pierret

La FGTB a lancé fin octobre un appel à la constitution d'un front social face aux velléités, qui transpirent des négociations en cours, de régionalisation partielle ou totale de la Sécurité sociale et des impôts directs. L'appel cible clairement la N-VA, le parti nationaliste de Bart De Wever. Il faut dire qu'elle a capté les voix de nombreux travailleurs et allocataires sociaux en Flandre lors des élections de juin. Parmi eux, il y a évidemment bon nombre d'affiliés des syndicats et donc de la FGTB. Pire encore, des délégués syndicaux commencent à relayer le discours de la N-VA dans les assemblées syndicales ou sur leur lieu de travail. Il y a donc péril en la demeure.

La LCR salue cette initiative qui, pour être tardive, n'en est pas moins salutaire. Elle est tardive, car les partis actuellement à la manœuvre sont convenus très tôt de transférer certains pans de la Sécurité sociale (allocations familiales, soins de santé) aux entités fédérées sans susciter de réactions très fermes de la part des syndicats. Elle est salutaire, car Bart De Wever, s'est clairement positionné sur le terrain de la lutte des classes, mais du côté du patronat. Ses propositions ne feront que mettre en concurrence les salariés et les allocataires sociaux de tout le pays pour mieux les appauvrir.

La FGTB a publié un document où elle démonte point par point le programme de la N-VA. Celle-ci n'y a vu qu'une manœuvre du PS pour la mettre sous pression afin qu'elle fasse davantage de concessions. La N-VA souligne à l'appui de sa thèse que l'initiative de la FGTB a été lancée juste après le rejet par le PS de la note que Bart De Wever avait formulée en tant que "clarificateur". Mais dès le lendemain, le ministre PS Paul Magnette tempérait ce rejet en admettant que les notes di Rupo et De Wever convergeaient à 90%. Les dénégations confuses de Magnette n'y changeront rien : la note di Rupo prévoyait bel et bien le

transfert des allocations familiales et d'une partie des soins de santé ; elle prévoyait également 25 milliards d'économies et/ou de recettes nouvelles pour équilibrer les comptes de l'Etat et rembourser la dette aux banques si généreusement renflouées avec l'argent de la collectivité.

l'impôt pour financer les besoins collectifs tels que les services publics.

Une telle opération vérité, menée en front commun syndical, serait un



La productivité croît plus vite que le vieillissement

Voilà pourquoi le front social que la FGTB appelle de ses vœux ne doit pas se contenter de cibler la N-VA. L'appel de la FGTB doit déboucher sur une nouvelle Opération Vérité comparable à celle qui fut le prélude à la grande grève de 1960-61. Une campagne qui rétablit la vérité sur nos cotisations sociales qui font partie de nos salaires indirects. La vérité sur le coût soi-disant exorbitant des pensions alors que la productivité du travail croît plus vite que le vieillissement, la vérité sur la nécessité de

formidable instrument de mobilisation pour s'opposer à la politique d'austérité. Elle ouvrirait aussi un espace de discussion sur les relais politiques du mouvement syndical. Nous avons des partis qui défendent l'autonomie des entités fédérées ; il y en a d'autres qui défendent l'intégrité de l'Etat fédéral. Mais quels sont ceux qui défendent l'autonomie et l'intégrité de l'entité Sécurité sociale ? Les salariés et les allocataires sociaux ont besoin d'un parti qui la défende avec le même acharnement que d'autres mettent à la détruire. ■

Que veut la N-VA ?

Le confédéralisme pour faire passer l'ultra-libéralisme

✦ par Jean Peltier

La note que le "clarificateur" Bart De Wever a concocté à la fin de sa mission le 16 octobre est tombée comme un pavé dans la mare des "négociations" politiques. Les partis francophones l'ont immédiatement descendue en flammes parce qu'elle signifiait une perte de revenus de 498 millions d'euros pour la Wallonie (qui pourraient être ramenés à 92 par un possible "mécanisme de solidarité").

Mais, dans un deuxième temps, elle a aussi poussé les deux syndicats à descendre dans l'arène et à expliquer que cette note ne représentait pas seulement une machine de guerre contre ces deux régions mais aussi contre l'ensemble des travailleurs et des allocataires du Nord comme du Sud. En ce sens, cette note a aidé – involontairement – à attirer l'attention sur le programme socio-économique de la N-VA qui était un peu resté au second plan des commentaires alors que la N-VA avait construit sa campagne électorale beaucoup plus sur ce programme que sur l'exaltation nationaliste. De Wever n'avait d'ailleurs pas caché ses intentions lorsqu'en pleine campagne électorale, il a déclaré que "Mon patron, c'est le VOKA" (la fédération patronale flamande des Petites et Moyennes Entreprises).

Partout une même logique

En fait, pour la N-VA, la confédéralisation maximum de l'Etat et la répartition de ses compétences entre les Communautés et les Régions ne sont pas un but en soi. C'est avant tout le moyen de pouvoir appliquer dans une Flandre aux pouvoirs fortement accrus une politique beaucoup plus libérale que ce qu'elle peut espérer obtenir au niveau fédéral belge où le poids des syndicats nationaux et du PS francophone la limite dans ses ambitions. Vérification

de tout cela par un petit tour d'horizon du programme socio-économique de la N-VA.

1. Budget

La N-VA veut un retour à l'équilibre budgétaire pour 2015 mais ne veut pas entendre parler de hausse de la fiscalité, car "les classes moyennes gémissent déjà sous les charges fiscales les plus élevées au monde"! Elle met en avant des coupes dans les subsides pour les soins de santé et la sécurité sociale, via la régionalisation de ces budgets.

2. Compétitivité

Pour "restaurer la compétitivité", la N-VA veut baisser les charges salariales en modifiant le mécanisme des cotisations sociales, particulièrement celles qui financent les soins de santé et les allocations familiales. Elle veut aussi régionaliser les conventions collectives, "pour mieux coller à la productivité du travail" des différentes Régions. Affaiblir les syndicats et diviser les travailleurs pour mieux imposer de nouveaux cadeaux au patronat donc.

3. Fiscalité

La N-VA veut une baisse des impôts, en particulier celui de l'impôt sur les sociétés (Isoc) afin de mieux attirer les investisseurs étrangers... et wallons, puisque l'imposition devrait être régionalisée. Par contre, elle ne prévoit rien de concret pour lutter contre la fraude fiscale (entre 15 à 20 milliards par an pourtant) et encore moins pour imposer un impôt sur les grandes fortunes.

4. Sécurité sociale

La N-VA veut réformer le système des pensions mais n'est pas intéressée par sa régionalisation parce que la Flandre compte plus de pensionnés et de travailleurs âgés que les deux autres régions. Par contre, elle veut imposer une limitation des allocations de chômage dans le temps (2



ans maximum) et pour cela, régionaliser le secteur du chômage.

5. Services publics

Le credo de la N-VA, c'est l' "Etat simplifié", c'est-à-dire un Etat fournissant moins de services à la population avec beaucoup moins de fonctionnaires. Elle a évoqué la possibilité de ne plus remplacer dans le secteur public qu'un travailleur prenant sa pension sur deux.

Machine infernale

On le voit, les premiers qui feraient les frais d'une victoire de De Wever, ce seraient les travailleurs et les allocataires sociaux flamands... dont une part non négligeable a voté pour la N-VA en juin ! Mais ces mesures provoqueraient sans aucun doute aussi délocalisations de sièges de société vers la Flandre, pression à la baisse sur les salaires, concurrence accrue entre travailleurs peu qualifiés et chômeurs pour les petits boulots... de quoi doper la compétitivité de l'économie flamande par rapport à celle de ses voisins. On entendrait alors le patronat wallon hurler à la mort et faire pression pour que les mêmes mesures soient appliquées en Wallonie. Et on peut être certain qu'au nom de "l'intérêt supérieur de la Région", ils finiraient par obtenir gain de cause. Le patronat flamand et ses politiciens se serviraient évidemment à leur tour de cet argument de concurrence pour légitimer les nouveaux "sacrifices nécessaires" qu'ils exigeraient alors de la population flamande... En quelques années, seul les capitalistes sortiraient gagnants de la "spirale vers le bas" enclenchée par ce "confédéralisme de concurrence". Mieux vaut donc refuser de se laisser embarquer dans cet engrenage infernal. ■

Scinder l'impôt et la Sécu?

Une bombe pour la solidarité!

✦ par Thierry Pierret

La mission du "clarificateur" Bart De Wever a pris fin avec le rejet de sa note par les partis francophones. Le "conciliateur" Johan Vande Lanotte va tenter de recoller les morceaux entre la N-VA et le PS. Mais de quoi parle-t-on au juste ?

Faire le même boulot dans la même boîte pour des salaires différents?

Bart De Wever propose de transférer aux Régions pas moins de 45% de l'impôt

des personnes physiques (IPP). Les Régions auraient donc le pouvoir de modifier les taux et la base imposable pour la part de l'IPP qui leur revient. En effet, l'IPP est progressif, c'est-à-dire que le taux d'imposition augmente avec les tranches de revenu jusqu'à un certain plafond. Une Région plus riche pourrait décider d'abaisser ce plafond (en supprimant les tranches d'imposition supérieures) et/ou de relever le plancher en deçà duquel on n'est pas ou peu imposé. Une autre Région, moins avantagée, pourrait au contraire relever ce plafond ou abaisser ce plancher. Le différentiel d'impôt d'une Région à l'autre serait tel qu'un même salaire brut pourrait donner lieu à des salaires nets très différents selon qu'on habite à tel ou tel endroit.

Des caissières de Carrefour avec la même ancienneté et la même situation familiale gagneraient des salaires nets différents selon qu'elles habitent en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles. Elles pourraient même travailler côte à côte dans le même magasin! Une telle situation rendrait impossible à terme le maintien des conventions collectives de travail (CCT) nationales. En effet, les CCT fixent notamment les conditions salariales en vigueur dans un secteur.

Avec de telles distorsions de salaires, les CCT auront tôt fait d'être régionalisées, ce qui augmentera encore plus les différences de



Ensemble pour la sécurité sociale

salaire d'une Région à l'autre. Les salariés d'un même secteur, voire d'une même entreprise, risquent de se dresser les uns contre les autres lors des négociations salariales ou lors d'un plan de restructuration. La tendance à la scission communautaire des organisations syndicales s'accroîtra.

Faire de la chasse aux chômeurs un sport de compétition?

Bart De Wever propose également de régionaliser la politique d'accompagnement des chômeurs, y compris les sanctions et les conditions d'octroi des allocations. Cette idée vient du SP.a et trouve des partisans dans d'autres partis. Une Région pourrait décider de limiter l'octroi des allocations dans le temps. Une autre – ou la même – pourrait décider d'allonger le stage d'attente pendant lequel les jeunes qui sortent des études n'ont pas droit aux allocations. Si le financement des allocations de chômage resterait fédéral, la régionalisation de l'IPP pousserait les Régions à mettre les chômeurs au travail à tout prix pour percevoir des impôts sur leurs maigres salaires. D'autant plus que l'IPP deviendrait le seul critère pour répartir les moyens entre Régions. On peut alors s'attendre à une compétition entre Régions pour augmenter le taux d'emploi. Et à une accélération des sanctions contre les

chômeurs. Tous les partis autour de la table sont d'accord pour instaurer un mécanisme de responsabilisation financière des Régions. Ils ne divergent que sur la méthode.

Régionaliser les groupes cibles?

Tous les partis sont d'accord de régionaliser les politiques de remise à l'emploi des chômeurs. Cela implique de régionaliser les groupes cibles dont on prétend favoriser l'embauche en accordant

des réductions de cotisations sociales aux patrons (plans Activa, ...). Les Régions pourraient déterminer des groupes cibles différents en fonction des spécificités de leur marché de l'emploi. La Flandre pourrait baisser les cotis sur les salaires des aînés, la Wallonie et Bruxelles sur les salaires des jeunes. Ce qui donnerait lieu à des différences de salaires bruts qui s'ajouteraient aux différences de salaires nets. Le financement de la Sécurité sociale en serait affecté, ce qui ouvrirait la voie à sa régionalisation par pans entiers dans une phase ultérieure...

Si la note de Bart De Wever a clarifié une chose, c'est bien la nature profondément antisociale des réformes en discussion. Pour la première fois, des propositions détaillées étaient couchées sur papier. Les partis francophones, le PS en tête, ont poussé des cris d'orfraie. "Pas d'appauvrissement collectif!" jurent-ils la main sur le cœur. Il est vrai que les mesures du clarificateur privaient le budget wallon de centaines de millions d'euros par an. Mais le dauphin présumé d'Elio di Rupo, Paul Magnette, admettait dès le lendemain que la note de De Wever se retrouvait à 90% dans la note de di Rupo. L'appauvrissement collectif des salariés et des allocataires sociaux serait-il plus acceptable dès lors qu'il se répartit "équitablement" dans tout le pays? ■

Le mouvement ouvrier entre tout doucement en résistance

✦ par Paul Van Pelt

L'interminable formation du gouvernement, mais surtout le fait que les médias voient ce processus avec des lunettes de plus en plus communautaires, crée un mécontentement croissant dans les rangs du mouvement ouvrier. De plus en plus de syndicalistes commencent à voir que les frictions entre les partenaires potentiels d'une coalition ne portent pas tant sur la réforme de l'Etat que sur la remise en cause de "l'Etat providence", donc des acquis sociaux des soixante dernières années.

Au comité national de la FGTB, le 8 octobre, on a entendu plusieurs plaidoyers en faveur d'une intervention syndicale proactive dans le débat. Le fait que les mystificateurs du VOKA (patronat flamand des PME) et de l'UNIZO (classes moyennes flamandes) disposent dans les médias d'un porte-voix toujours plus fidèle en la personne de Bart De Wever, tandis que le mouvement ouvrier semble subir les événements passivement, heurte de plus en plus les cadres syndicaux. Cette demande d'une intervention syndicale proactive a été formulée surtout par les régionales flamandes. C'est compréhensible, dans la mesure où c'est surtout en Flandre que la gauche en général, et le mouvement ouvrier en particulier, sont confrontés à des rapports de forces défavorables.

Un refus intenable

Une partie de la direction de la FGTB (incarnée par le président Rudy De Leeuw) était assez opposée à une intervention syndicale trop explicite sur le terrain politique. Pour ce courant, "le politique n'a qu'à faire son boulot" et la FGTB devrait "laisser aux politiciens le temps d'arriver à un résultat". Le fait que le président de la FGTB est membre du bureau du SPA, donc parfaitement au courant du déroulement des négociations gouvernementales, n'est évidemment pas étranger à cette attitude.

Cette partie de l'appareil syndical tient à ne pas mettre en difficultés les "amis politiques" du PS et du SPA. Mais maintenant que les résultats attendus ne se concrétisent pas, et que le discours médiatique glisse toujours plus à droite, cette attitude est devenue intenable.

Une autre partie de l'appareil syndical FGTB commence tout doucement à se rendre compte que la stratégie qui consiste à s'appuyer sur les "amis politiques" est en train d'atteindre ses limites. C'est ainsi qu'Erwin De Deyn, du SETCa, a déclaré, lors du récent congrès de cette centrale, que "le mouvement ouvrier aujourd'hui n'a plus de prolongement politique".

Pris entre l'enclume de la partie de l'appareil favorable à une attitude plus militante et le marteau d'une opinion publique flamande qui va de plus en plus à droite, l'appareil de la FGTB a choisi de glisser sensiblement vers la gauche. Cela s'exprime dans deux documents récents.

Glissement à gauche

D'une part il y a le programme de revendications que la FGTB met en avant pour la revendication d'un Accord Interprofessionnel. Conformément aux décisions du congrès de la FGTB de juin dernier, ce programme de revendications exige, pour la première fois depuis longtemps, qu'il "soit mis fin aux réductions de cotisations sociales et aux cadeaux fiscaux vu qu'ils ne vont pas de pair avec la garantie d'une modernisation de l'appareil productif ou avec la création d'emplois de qualité".

De plus, le syndicat demande des marges, notamment pour "une hausse des salaires bruts (et non des salaires nets, comme lors du précédent AIP)". Il rejette résolument toute attaque contre le système d'indexation ainsi que les "formules interprofessionnelles tout compris". Enfin, selon la FGTB, "il ne peut être question de modération salariale et d'assainissement pour les tra-

vailleurs et les allocataires sociaux". Au lieu de cela, la FGTB exige "des salaires décents, des emplois de qualité, de meilleures allocations sociales (notamment des pensions plus élevées) et des impôts plus justes".

D'autre part il y a la campagne 'pour la solidarité et contre le nationalisme'. Cette campagne se concrétise à travers une affiche qui dit : "On vous trompe : la régionalisation des impôts = plus de misère et plus d'inégalités". En quatre paragraphes sont présentés les arguments "contre le nationalisme et la pensée unique de la NVA et des nationalistes". Plus concrètement, un avertissement sévère est lancé contre la régionalisation de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt des sociétés et du marché du travail. Le texte se prononce par contre pour imposer "l'élite financière et riche" afin de "financer les services publics et la sécurité sociale".

La FGTB sur le terrain politique

C'est la première fois depuis très longtemps que la FGTB intervient aussi explicitement sur le terrain politique. Une bonne chose, car il va de soi que la FGTB aurait bien de la peine à traduire le programme du PS et du SPA vers sa propre base... La question doit plutôt être retournée: pourquoi ces partis ne traduisent-ils pas le programme de la FGTB sur le terrain politique ?

Cette question est d'autant plus cruciale que la FGTB appelle aussi la gauche progressiste à former un front contre la pensée unique de la droite. Un appel qui est dirigé explicitement non seulement à la social-démocratie mais aussi à l'aile gauche démocrate-chrétienne (l'ACW, MOC flamand) et à Groen !

Helas, nous ne vivons pas comme le héros de Voltaire, le Dr. Pangloss, "dans le meilleur des mondes possibles". Le tournant de la FGTB vers la gauche et vers une politique plus proactive reste ambivalent, en dépit de tous ses aspects positifs. Pourquoi la

campagne est-elle dirigée seulement contre la NVA? Pourquoi les 'amis politiques' ne sont-ils pas chapitrés sur leur volonté bien affirmée de trouver un compromis avec la "pensée unique" nationaliste?

Et la CSC ?

L'attitude de la CSC est évidemment un élément important. Le syndicat chrétien tenait le week-end dernier son congrès d'orientation. Le but de ce congrès n'était pas de se prononcer explicitement sur la situation politique. Il s'agissait plutôt de tracer les grandes lignes de forces de l'action syndicale pour les dix à vingt années devant nous, voire davantage. Un exercice intellectuel intéressant, mais qui n'a pas pu empêcher l'actualité de s'inviter au menu des discussions. Le président Luc Cortebecq a exprimé clairement une idée qui est largement partagée par la FGTB : "Devons-nous accepter sans rien dire les plans visant à construire en Flandre un

paradis pour employeurs sur un cimetière social, sur base des plans tracés par le VOKA et l'UNIZO?". Cependant, là où la FGTB s'engage explicitement sur le terrain politique, la CSC se contente de lancer un appel au conciliateur royal afin qu'il "ramène l'équilibre".

Cortebecq justifie cette réserve en disant que "ce message est difficile à délivrer en tant que mouvement syndical. Parce qu'il faut se heurter à ces faiseurs d'opinion qui nous prétendent depuis des années que le démantèlement de l'Etat fédéral nous donnera accès au paradis. Et que les gens ne ressentent pas encore dans leur chair les dégâts que cela peut occasionner". Pourtant, si Cortebecq et son syndicat sont sérieux dans leur opposition à ceux qui veulent "utiliser la réforme de l'Etat comme un levier pour dessiner une politique qui fera plaisir essentiellement aux entreprises et à ceux qui gagnent gros",

alors la CSC elle aussi devra tôt ou tard chercher des alliés. Et où ceux-ci pourrait-elle les trouver, si ce n'est à la ... FGTB?

Un long chemin

C'est clair: un long chemin reste à parcourir, tant pour la FGTB que pour la CSC. Pourtant, il est permis d'espérer que les premiers pas sont franchis en direction d'une différenciation nette par rapport à la pensée unique de droite. Il s'agit maintenant de faire en sorte que cette résistance s'enracine dans la base syndicale au sens large ainsi que dans l'opinion publique.

Pour ce faire, le mouvement ouvrier doit lancer une grande "Opération Vérité", afin que les gens entendent enfin autre chose que le bombardement médiatique. L'idéal serait évidemment que cette campagne soit menée en front commun. C'est dans ce sens que les syndicalistes de gauche dans les deux organisations devraient agir. ■



SETCa: des méthodes indignes d'un syndicat démocratique

✦ par Guy Van Sinooy

Vendredi 3 septembre, quelques semaines avant le congrès fédéral du SETCa qui devait se tenir à Blankenberge les 21 et 22 octobre, les 5 secrétaires permanents du secteur Industrie du SETCa Bruxelles Hal Vilvorde (Eric Van Der Smissen, Bernadette Mussche, Hendrik Vermeersch, Ria Cerulis et Martin Willems) sont convoqués au siège du SETCa fédéral, rue Haute. A peine arrivés, le secrétariat fédéral (Erwin De Deyn, président fédéral, Myriam Delmée, vice-présidente fédérale et Jean-Michel Cappoen, Secrétaire général) leur annonce leur licenciement collectif sur le champ pour prétendue faute grave.

En moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, les Cinq (qui ont pourtant été élus démocratiquement par un congrès régional !) sont éjectés de leurs fonctions

syndicales: GSM et ligne Internet immédiatement neutralisés, badges d'accès aux bureaux désactivés. Leurs bureaux de Hal sont saccagés et les archives sont jetées dans un container. Pour peu qu'ils se fussent trouvés quelques siècles en arrière, les Cinq se seraient sans doute balancés au bout d'une corde, comme de vulgaires manants condamnés par le seigneur, au Mont des potences (Galgenberg) situé à l'emplacement actuel du Palais de Justice, à deux pas de la rue Haute.

Le SETCa BHV sous tutelle

Tout délégué syndical qui connaît un peu les bidouillages patronaux pour se débarrasser d'un militant syndical qui gêne comprend immédiatement que la prétendue faute grave invoquée dans le cas présent sonne faux. On reproche aux Cinq d'avoir adressé aux membres du Comité fédéral du SETCa un mail exposant leur

point de vue sur le coût des travaux de rénovation de bâtiments du SETCa BHV ... sans en avoir fait copie au Secrétariat fédéral. Diabole! Tous les secrétaires syndicaux du pays n'ont désormais plus qu'à bien se tenir. Si on commence à licencier pour faute grave tous les permanents qui oublient d'envoyer copie de leurs mails à leur secrétariat fédéral, on pourra bientôt difficilement circuler en rue sans marcher sur les cadavres des permanents licenciés pour "faute grave".

Le secrétariat fédéral semble oublier une chose : un syndicat doit fonctionner du bas vers le haut et non l'inverse. Il doit, ou plutôt il devrait, fonctionner de manière démocratique, en veillant à s'informer des avis des camarades directement concernés (dans le cas présent, concernés par la rénovation de leurs propres locaux) et non s'inspirer de structures tyranniques telles



que l'Histoire en a tant connues dans le passé, de Néron à Al Capone en passant par Louis XIV.

Le mobile du méfait commis par le Secrétariat fédéral semble ici être tout simplement l'argent. Le SETCa BHV représente 25% des cotisations de l'ensemble du SETCa. Le SETCa fédéral a d'ailleurs l'intention de quitter la rue Haute et de venir s'installer dans les locaux de la Place Rouppe, sans doute de façon à pouvoir y contrôler de plus près la situation. Car n'oublions pas que depuis juillet 2002, depuis l'époque où Albert Faust (Secrétaire général du SETCa BHV et Président de la FGTB de Bruxelles) a été brutalement éjecté de son poste et illégalement licencié par le SETCa fédéral de l'époque, le SETCa BHV a été mis sous tutelle par la structure fédérale.

Où est passée la démocratie syndicale?

Comme il était évident que les Cinq secrétaires licenciés allaient se défendre, le secrétariat fédéral a purement annulé toutes les assemblées de secteurs et le congrès régional du SETCa BHV préparatoires au Congrès fédéral. Pis, il a informé les organisations patronales que les Cinq ne représentaient plus le SETCa et beaucoup de délégués ont appris par leur patron que leur secrétaire syndical avait été déboulonné. C'est évidemment le genre de méthodes qui donne confiance aux militants en leur organisation syndicale! "Parce que si 5 secrétaires qui représentaient tout un secteur (14.000 travailleurs) et qui cumulaient une centaine d'années d'expérience syndicale se font dézinguer en un clin d'œil, toi, petit délégué dans ton entreprise, t'as pas trop intérêt à la ramener!"

Bien entendu, dès que la nouvelle du licenciement des Cinq est tombée, beaucoup de militants et de délégués du secteur Industrie du SETCa BHV ont commencé à manifester leur soutien aux Cinq. Afin qu'ils ne puissent pas participer au rassemblement de protestation à la rue Haute le jour prévu, le secrétariat fédéral a demandé à toutes les entreprises du secteur d'annuler les congés syndicaux, jours de récupération et congés annuels.

A la manifestation syndicale européenne du 29 septembre, les délégués SETCa qui soutiennent les Cinq ont animé un piquet dynamique (calicot, tracts, mégaphones) pendant des heures sur le parcours de la manifestation. Seuls les aveugles ne les ont pas vus.

Lors du congrès fédéral du SETCa, le 21 et 22 octobre à Blankenberge, des militants SETCa qui soutiennent les Cinq avaient pris congé pour venir aux portes du congrès distribuer un tract expliquant leur position. Ils n'ont cependant pas pu s'adresser librement aux congressistes car les organisateurs avaient fait appel à la police et à un service d'ordre privé (avec un chien !) pour isoler les protestataires des congressistes.

La loi du silence

Chez les responsables régionaux du SETCa de Flandre et de Wallonie, qui sont membres du Comité exécutif fédéral, on n'entend pas une mouche voler. Il semblerait que leur salaire est payé par le secrétariat fédéral...

A l'interprofessionnelle FGTB fédérale et Bruxelloise, les responsables se retranchent derrière le principe de l'indépendance des centrales par rapport à l'interprofessionnelle. Il semble pourtant que ce principe de non-ingérence ne fonctionne qu'à sens unique car De Deyn s'est déjà opposé à tout réengagement des Cinq par la FGTB. Evidemment, beaucoup se disent que si jamais on allait chercher des poux dans la tignasse de De Deyn et consorts, il se pourrait que par représailles, il ne renvoie l'ascenseur vers d'autres structures syndicales.

Les seuls à avoir courageusement soutenu, à ce jour, les Cinq secrétaires licenciés, sont les Métallos FGTB de Bruxelles (MWB).

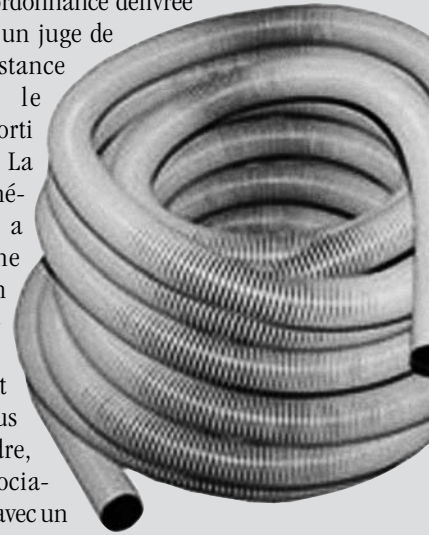
Les limites de l'action judiciaire

Comme les Cinq ne sont pas des travailleurs protégés (ils ne sont pas délégués dans une entreprise), le procès devant le tribunal du Travail relatif à leur licenciement pour faute grave n'est pas soumis à la procédure accélérée. Il se déroulera au plutôt vers 2012! Une bonne quarantaine de militants du SETCa Industrie BHV ont toutefois introduit une requête en référé devant le tribunal de Première Instance afin que leurs secrétaires syndicaux soient rétablis dans leur fonction (actuellement les délégués du secteur sont laissés à leur sort car les secrétaires des autres secteurs n'ont pas de temps de s'occuper d'eux). Aux dernières nouvelles, les demandeurs (les militants) ont été déboutés et doivent payer 5.000 euros de dépens!

L'affaire n'en restera sans doute pas là, mais nous lançons un appel à la solidarité avec les camarades arbitrairement licenciés. Versez un soutien financier au compte n° 979-7886992-24 au nom de Reintegration now. ■

Plastiflex

Le 12 août dernier la direction a annoncé la fermeture du site de Plastiflex (65 travailleurs), à Beringen, où sont produits des tuyaux flexibles. La direction a immédiatement fait changer toutes les serrures. Suite à l'annonce de 4 semaines de chômage économique, les travailleurs partent en grève le 9 septembre et occupent l'entreprise tout en permettant à la direction d'avoir accès à certains documents. La direction propose alors un mini-plan social qui ne permettrait même pas de payer les prépensions. Les travailleurs refusent et les syndicats demandent un conciliateur social. Immédiatement après, la police débarque accompagné d'un huissier muni d'une ordonnance délivrée en référé par un juge de Première Instance interdisant le piquet et assorti d'astreintes. La Centrale Générale FGTB a organisé une manifestation de protestation le 21 octobre devant Plastiflex sous le mot d'ordre, "Pas de négociations sociales avec un huissier"! ■



300.000 malades du travail

Selon Freddy Palez, professeur à l'ULB et président de l'ASMA, qui fédère les médecins conseils des mutuelles, le nombre de travailleurs en incapacité de longue durée a augmenté de 30% en 10 ans. Et ils sont exposés à une paupérisation croissante. Les causes en sont connues: stress social engendré par le fait d'être sans emploi, conditions de travail plus pénibles étant donné la pression des employeurs en termes de flexibilité et de productivité. L'indemnité moyenne d'une ouvrière en incapacité de longue durée est de 856€ par mois, montant inférieur au seuil de pauvreté (860€ mensuels). ■

Intérim

L'exploitation "à la mode"

❖ par Mauro Gasparini

Le travail intérimaire gangrène de plus en plus le marché du travail. Les jeunes sont la cible numéro un de ce secteur "en pleine croissance". Le 6 octobre, la FGTB a organisé la sixième Journée du droit des intérimaires. L'occasion de faire le point sur ce phénomène symptomatique de la crise du monde du travail.

Dans la presse, rubrique "Economie", on peut lire régulièrement que le secteur des agences d'intérim constitue un indicateur fiable d'une reprise ou d'une récession économique. De même, dans beaucoup de journaux, les opinions des experts issus de grandes firmes d'intérim (comme Randstad) font autorité en matière d'analyse de la situation du chômage et surtout des pistes de réformes du marché du travail. Et partout, les publicités nous vantent l'intérim comme voie royale et moderne vers le bonheur. C'est le signe que lentement mais sûrement, le travail intérimaire s'installe comme référence ultime pour la classe dirigeante, qui souhaite que l'intérim continue à étendre son champ d'action dans l'avenir. Mais, en fait, pourquoi l'intérim est-il devenu si courant ?

La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?

Laurence Parisot, patronne des patrons français (MEDEF), exprime dans cette phrase la volonté assumée des capitalistes de revenir sur les conquêtes sociales de l'après-guerre et notamment sur un point essentiel : le contrat à durée indéterminée. Le chômage de masse apparu dans les pays occidentaux à la fin des années 1970 a profondément modifié le rapport de forces entre la classe des travailleurs et les détenteurs du capital ainsi que l'organisation du travail. De nouvelles méthodes de gestion des coûts, du personnel, des stocks et des flux sont apparues, comme le "just-in-time" ou système Toyota, qui vise à limiter les stocks et le nombre de salariés fixes au minimum. La conséquence en a été un sous-effectif chronique dans les entreprises, le non-remplacement des travailleurs en

cas de vacances ou de maladies, et donc une surcharge de travail et un stress permanent. Les entreprises tirent alors profit de la situation pour faire appel à des intérimaires qui servent d'amortisseur bien pratique en cas de restructuration.

Les jeunes, proies faciles de l'intérim

Ces travailleurs, puisqu'ils sont précaires, vont donc accélérer leur travail et indirectement celui de tous les autres travailleurs fixes de l'entreprise. Pendant longtemps, les organisations syndicales ont laissé le phénomène prendre de l'ampleur sans réagir et en justifiant la nécessité de l'intérim pour un bon fonctionnement du marché du travail. Résultat : le nombre d'ETP (équivalents temps-plein) intérimaires explose



en 20 ans, passant de 13.460 intérimaires par jour en 1985 à 71.759 en 2009. Et ce, sans compter les étudiants intérimaires ! En 2009, le chiffre d'affaires du secteur s'élevait à 3.281 milliards d'euros pour un nombre total d'intérimaires mis au travail par an de 32.6103 auxquels il faut également ajouter 161.411 étudiants. Une vraie contamination. Les étudiants et la jeunesse (la moitié des intérimaires ont moins de 30 ans) font donc leur entrée sur le marché

du travail par l'emploi précaire, ce qui les "discipline" à avoir peur et à tout accepter sans réagir. Le travail intérimaire contribue en plus à fragmenter encore la classe des travailleurs en sous-groupes qui communiquent peu, et se voient comme concurrents. Une aubaine pour la bourgeoisie, un vrai défi pour les anticapitalistes.

Le terrorisme de la précarité

La forme la plus extrême de travail intérimaire est celle des contrats journaliers : les travailleurs intérimaires sous contrats journaliers peuvent être littéralement mis à la porte du jour au lendemain, sans aucune indemnité et sans préavis ! Ceux-ci représentent déjà entre un tiers (selon Federgon, fédération patronale du secteur) et

la moitié (selon la FGTB) des contrats intérimaires. Un grand bond en arrière pour la classe salariée qui se voit de nouveau à la merci du moindre coup de sang patronal, comme au 19^e siècle, sans indemnités de maladie ni jours fériés rémunérés. Les agences d'intérim font d'ailleurs tout pour ne pas déclarer les accidents de travail si le contrat n'est pas encore signé. Il faut dire que les travailleurs intérimaires, comme tous les précaires, ont peur. Ils ont peur du lendemain, ils n'osent ni faire grève, ni



défendre leurs droits, ni même s'exprimer en public sur leur situation.

Arrogance patronale et ambiguïtés syndicales

Et ce n'est pas tout : l'appétit patronal pousse à toujours revendiquer plus dans ce domaine. Federgon, la fédération patronale du secteur, réclame maintenant, outre les trois motifs légaux - remplacement, surcroît "temporaire" de travail (qui connaît déjà de très nombreux abus), travail exceptionnel - un 4e motif, l'insertion sur le marché de l'emploi, qui justifierait donc le recours à l'intérim, partout et tout le temps, et légaliserait ainsi des pratiques déjà courantes. Enfin, cerise sur le gâteau capitaliste, Federgon propose aussi l'intérim à durée indéterminée !

La FGTB organise depuis 2005 la Journée des droits des intérimaires où elle sensibilise les travailleurs à la question via des actions symboliques (comme les cacahuètes distribuées cette année, symbolisant les contrats intérimaires). Pourtant son positionnement recèle plusieurs ambiguïtés. La FGTB se contente par exemple de demander l'interdiction des contrats journaliers (avec des exceptions pour le secteur événementiel) et un meilleur contrôle syndical du recours à l'intérim. Elle appelle ça le "juste intérim", oxymore de la même famille que la flexi-sécurité. Elle considère aussi que l'intérim sert d'accélérateur entre offre et demande d'emploi, alors que ce sont les organismes publics régionaux (Forem, Actiris, VDAB) qui devraient avoir ce rôle. Ce positionnement de la FGTB laisse la porte ouverte à la privatisation grandissante des tâches de ces organismes, privatisation qui favorise l'augmentation des discriminations racistes ou autres qui sont monnaie

public - sans doute plus pour longtemps puisque la Commission européenne projette une directive Intérim qui risque de servir de cheval de Troie pour casser cette interdiction et autoriser l'intérim en CDI. La régionalisation à la sauce NV-A de la législation sur l'emploi pourrait aussi conduire à aggraver la situation en favorisant l'explosion de l'intérim au Nord du pays à cause du rapport de forces politique plus défavorable, et au Sud aussi via les mécanismes pervers de la prétendue "responsabilisation" des entités fédérées, liée à des objectifs en matière d'emploi.

Que faire ?

Les militants anticapitalistes se retrouvent face à cette question: comment réagir face à cette situation? Comment organiser des luttes des travailleurs précaires, qui dépassent la survie organisée et solidaire des squats et de la récup, bien que celle-ci soit déjà bien utile? Nous pouvons d'ores et déjà essayer de faire parler les précaires entre eux, d'arriver à recréer cette conscience collective et non plus individuelle. Nous devons aussi casser l'image "cool" du secteur dans la jeunesse. Dans les entreprises et les organisations syndicales, les intérimaires doivent être traités comme les égaux des autres travailleurs. Et pour finir, il est important de se battre pour de vraies revendications radicalement opposées à la précarisation du salariat: l'interdiction de l'intérim, un CDI pour tous (ce qui implique la fin des CDD, contrats d'apprentis et autres contrats précaires), une allocation d'autonomie pour les jeunes afin qu'ils puissent choisir librement leur avenir et l'interdiction des discriminations à l'embauche. Le capitalisme est précaire, il est temps de le lui rappeler! ■

courante dans le secteur. La FGTB réclame d'ailleurs que ces organismes retirent l'agrément aux agences qui acceptent de suivre les directives discriminatoires de leurs clients.

Quant à la CGSP, elle a laissé La Poste devenir le plus grand utilisateur d'intérimaires en Belgique bien que ce soit interdit pour un service

du 24/11 au 1/12:

Le CADTM vous invite à fêter ses 20 ans!

1990 marque la création en Belgique du CADTM. Ancré, dès ses premiers pas, dans la construction du mouvement altermondialiste, cela fait 20 ans que le CADTM milite sur tous les continents au côté d'hommes et de femmes qui se battent pour l'émancipation des peuples contre l'impérialisme, le néocolonialisme, le capitalisme et le patriarcat, en prenant comme angle d'attaque la dette. Pour fêter cette formidable aventure, le CADTM vous invite du 24 novembre 2010 au 1er décembre 2010 à une série d'activités publiques où vous découvrirez l'histoire du CADTM, ses analyses sur la dette au Sud et au Nord, les liens entre la dette et droits humains, les victoires remportées ces vingt dernières années, les combats qu'ils restent à mener et les possibilités de vous y associer!

Programme complet et informations sur www.cadtm.org

24/11/2010: Soirée conviviale, 19h, Aquilone, 25 Bd Sauscy, Liège

26/11/2010: 9ème Séminaire international sur la dette et droits humains, 9h30, Maison des Parlementaires de Bruxelles

27/11/2010: Conférence: Deux décennies de lutte au cœur du mouvement altermondialiste, 13h, rue Pletinckx 19, 1000 Bruxelles

29-30/11/2010: Formation : Dette publique dans les pays du Nord: Et si on demandait des comptes? 9h, rue du Vertbois 11, 4000 Liège

1/12/2010: Visite anticoloniale, 11h devant l'entrée principale du Musée de Tervuren

Inscription par téléphone au +32.4.226.62.85 ou par mail :

virginie@cadtm.org

ou pauline@cadtm.org

SNCB: privatisation, bureaucratie et travailleurs

✦ par Sylvia Nerina

Les travailleurs de la SNCB sont dans une situation qui devient chaque mois un peu plus critique. Ceux-ci se retrouvent face à un groupe dont la privatisation programmée semble inexorable. Depuis la directive européenne de 1991 qui a ouvert le réseau ferroviaire à la concurrence, le groupe est démantelé en morceaux qui permettent de faciliter la mise en concurrence des travailleurs: fret international, transport de voyageurs, transport de marchandises, gestion de l'infrastructure... Le but final est bien celui d'un rail ouvert à la concurrence dans lequel le plus influent achètera ce qui lui permettra de faire le plus de profits: tronçon horaire, ligne entre les capitales, heures de pointes... seuls le non-rentable restera abandonné au public qui, privé des rentrées, sera condamné à faire disparaître petit à petit ce qu'il ne pourra plus financer.

Les travailleurs sentent qu'ils devront s'adapter aux nouvelles règles qui se préparent déjà depuis quelques années. Le personnel du roulant, en particulier, est de plus en plus inquiet face à ce qui se prépare: une accentuation de l'augmentation des cadences qu'ils connaissent depuis 10 ans; des prestations calculées au plus juste par rapport à la réglementation du travail. Cette réglementation, instaurée de concert par direction et syndicats, est vécue sur le terrain comme inhumaine et dangereuse. Le sentiment des conducteurs et accompagnateurs de la SNCB est que leurs conditions de travail vont devenir aussi douteuses et précaires que tout ce qu'on trouve dans le privé.

Le corporatisme

Et pourtant lorsque la CGSP cheminot appelle à la grève, une grande partie des travailleurs du roulant prennent leur service. Situation d'autant plus interpellante qu'on constate aujourd'hui en France l'importance de la mobilisation, ou de l'immobilisation, du rail dans un conflit social qui prend de l'importance. Il est alors nécessaire de se demander pourquoi

parmi les conducteurs et accompagnateurs, on rencontre cet état d'esprit. Les conducteurs et accompagnateurs belges ne sont ni moins combattifs, ni moins sensibilisés que les autres travailleurs. Par contre, ils sont divisés et fragmentés en milles morceaux, avec, croient-ils, milles enjeux différents. Les grands syndicats ont joué un rôle important dans cette dégradation de l'esprit militant des conducteurs et accompagnateurs. Membre du conseil d'administration de la SNCB, les structures syndicales sont de plus en plus perçues par le roulant comme une superstructure indépendante qui appuie sur un bouton

pour déclencher un arrêt de travail et prouve ainsi son pouvoir à la direction. Mais les travailleurs ne sauraient pas dire à quoi sert ce pouvoir syndical. A force d'entendre le mot "solidarité" utilisé comme une arme contre le personnel roulant dès que celui-ci ose demander pourquoi ce sont

toujours eux qui font grève et jamais leurs revendications qui passent, on se trouve aujourd'hui dans une situation où le corporatisme apparaît malheureusement à ces travailleurs comme la seule voie de solidarité et de combat. Les syndicats ne réclament jamais de grosses améliorations générales pour le personnel roulant: meilleur salaire, meilleure prime, allègement généralisé des cadences: tout ce que les travailleurs d'un dépôt peuvent obtenir le sera au dépend des travailleurs d'un autre dépôt. Et pendant que les grandes bureaucraties entretiennent cette guerre des dépôts, encourageant les permanents à défendre les petits privilèges (une meilleur service, une ligne plus agréable, des jours de congés...) d'autres mini organisations se construisent.

Et pourtant la solidarité entre les travailleurs existe dans les dépôts et les travailleurs s'organisent malgré leurs faibles forces et leurs cadences infernales. Privés de relais dans les grandes organisations, les travailleurs tournent leur volonté de militer vers de plus petites structures: le mardi 19 octobre 2010, 240 conducteurs venus de partout en Belgique rassemblés par le SACT (Syndicat Autonome des Conducteurs de Train) ont bloqué la gare de Bruxelles-midi en occupant les voies. Presque autant de policiers se tenaient prêt à les arrêter au moindre faux mouvement. Mais ils sont restés. Ces structures ne sont



pas porteuses de revendications plus à gauche que leurs grandes sœurs. Mais la question centrale est celle de la volonté des travailleurs de donner un sens à leur lutte. L'existence des petites organisations syndicales rivales aux grandes centrales est le fruit de l'incapacité de ces dernières à prendre en compte ces dimensions.

FGTB et CSC auraient tout intérêt, à la SNCB comme ailleurs, à recommencer à écouter une base qui gronde et à recommencer à composer réellement avec elle. Surtout dans un contexte de crise qui nous mène à une bataille dans laquelle la capacité de résistance d'un secteur aussi important que le rail pourra peut-être faire la différence entre des victoires et des défaites. ■

SNCB: quelle voie pour empêcher le démantèlement du service public?

✦ par Guy Van Simoy

Ce qui est en train d'arriver à la SNCB, est arrivé hier à La Poste et avant-hier à Belgacom. Sous pression de l'Union européenne et des lobbys capitalistes, un certain nombre de services publics sont devenus des entreprises publiques, puis des entreprises mixtes, avant de venir des entreprises tout court selon un scénario qui se répète: désignation de managers venus



du privé, scission de l'entreprise publique en plusieurs filiales autonomes avec obligation pour chacune d'elles de répondre aux lois du marché capitaliste, précarisation du statut des travailleurs, fermeture des services jugés non rentables (bureaux de poste, gares, guichets, etc.). Finalement la seule chose qui reste publique, c'est la centrale syndicale!

Les organisations syndicales des services publics ont bien souvent organisé une résistance passive contre la privatisation rampante. Mais sans stratégie offensive et sans alternative politique au démantèlement et à la privatisation, les syndicats sont condamnés à céder du terrain et à reculer sans cesse. La grève de 24 heures du 18 octobre dernier avait de nombreux motifs valables: restructuration du transport de

marchandises et pression sur le personnel, fermeture annoncée de gares et de guichets, surtaxe de 7 euros sur les billets internationaux vendus au guichet. Mais rien ne peut être résolu par une grève presse bouton de 24 heures, dans la désunion syndicale, sans lendemain et sans la moindre tentative de mettre les usagers de son côté. Ce ne sont pourtant pas les occasions qui manquent pour gagner l'oreille des voyageurs: nombreux retards, trains supprimés à la dernière minute, nettoyage insuffisant des trains, accidents, etc. Mais il faudrait pour cela sortir du train-train syndical.

Contre le corporatisme, pour un syndicalisme de combat, démocratique et unitaire

A la LCR, nous ne sommes pas partisans des syndicats corporatistes. Pour trois raisons fondamentales. En premier lieu parce que ces "syndicats" qui regroupent les travailleurs par métier, ne rassemblent en général que des professions mieux rémunérées que la masse des salariés. Le syndicat par métier est une forme ancienne d'organisation, issue des corporations, et qui est apparue au début du capitalisme, à l'époque où le mouvement ouvrier n'était pas encore en mesure de rassembler sur une base de classe (et non de métier) les travailleurs. Aux Etats-Unis, ce n'est que dans les années 30 que le syndicalisme de métier (AFL) a été supplanté par le syndicalisme d'industrie (CIO) groupant tous les travailleurs d'une même entreprise, quelle que soit leur métier ou leur qualification.

En deuxième lieu, parce que les syndicats

corporatistes se proclament volontiers "apolitiques", c'est-à-dire qu'ils ne se reconnaissent pas comme faisant partie du mouvement ouvrier. Pour eux, la lutte doit se limiter aux revendications immédiates et ne pas remettre en cause la société dans son ensemble.

Enfin, même si les "petits" syndicats étaient à la fois interprofessionnels et de gauche, nous ne serions pas pour leur création car ils contribuent à diviser et à affaiblir la force syndicale déjà bien entamée par l'orientation des sommets bureaucratiques. Il arrive cependant que d'importants secteurs syndicaux de gauche estiment ne pas avoir d'autre choix, ce qui fut le cas avec la création du syndicat SUD en France, né après l'exclusion de l'aile combative du syndicat CFDT.

La combativité des cheminots de France contre la réforme des retraites est importante, mais il faut aussi constater que la division affaiblit leur résistance. Malgré les grèves reconductibles par dépôts, bon nombre de trains roulent en France alors qu'en Belgique la grève des cheminots paralyse chaque fois le réseau. La grève du rail belge le 18 octobre a d'ailleurs été une réussite et il est dommage que le SACT ne s'y soit pas associé.

La LCR défend la nécessité d'un syndicalisme à la fois combatif et démocratique. Ce n'est pas une tâche facile à réaliser, la dernière affaire du SETCa BHV en témoigne. Mais il n'y a pas d'autre voie. De leur côté, les syndicats traditionnels doivent d'une part, prendre des mesures urgentes pour renforcer la démocratie syndicale (assemblées générales régulières sur le lieu de travail ouvertes à tous), et d'autre part rompre avec la pratique de cogestion (postes au conseil d'administration) et avec les privilèges bureaucratiques. ■

Droit de manifester

Police partout, justice nulle part

✦ par David Maertens

L'histoire récente bégaie et se répète: l'histoire des interventions policières aux manifestations. Actions contre les centres fermés, rassemblements du No Border, manifestations syndicales, il n'y a pas jusqu'à la grande euro-manifestation du 29 septembre qui n'ait vu la police développer des pratiques inacceptables.

La privation de liberté à la tête du client, littéralement, puisque la psychologie policière semble capable de lire dans la tête des (futurs) manifestants leurs motivations et leurs intentions !

Le droit de manifester est une liberté démocratique

Les forces de l'ordre se permettent donc de décider d'autorité qui a accès à l'espace

les témoignages ne manquent pas sur la façon dont la police a procédé à certaines arrestations. Interventions dures et musclées, coups de poing et coups de matraque, placages au sol par des policiers en civil, brutalités et arrogance verbale, humiliations et intimidations, mains serrées dans le dos à en faire saigner les poignets, mise en cellule ou au cachot avec abandon dans l'incertitude et détention pendant des heures, parfois jusque tard dans la nuit. Tout cela, par définition, sans jugement ni inculpation.

Bavures policières ? Non, car le terme "bavure" indique un dérapage, une dérive "accidentelle" ou occasionnelle. Or ces faits se répètent, ils font partie de l'ordinaire des activités policières lors de manifestations. Ce sont bien là les pratiques policières généralisées et délibérées. Dès lors il faut se rendre à l'évidence: ces interventions illégales et violentes ne témoignent pas

d'un dysfonctionnement de la police, mais du fonctionnement de la police. Elles nécessitent une riposte vive et ferme, une vigilance permanente et une mobilisation militante. C'est pourquoi plusieurs dizaines d'organisations progressistes ont appelé à un rassemblement de protestation le 16 octobre à Bruxelles, qui a rassemblé 500 personnes.

Crise capitaliste et état sécuritaire

L'augmentation des violations des droits fondamentaux par la police traduit dans la rue l'évolution de

plus en plus prononcée vers l'Etat répressif et sécuritaire. Dans le contexte de la crise du système capitaliste, de l'offensive d'austérité, de l'attaque massive contre les droits sociaux, la répression contre toute voix discordante, contre toute tentative de résistance voire toute marque de solidarité au sein du mouvement ouvrier ou d'autres mouvements sociaux progressistes s'accroît sans plus se soucier du respect des formes ni du légalisme devenu obstacle aux exigences répressives. L'Etat de droit montre son vrai visage quand il s'agit de sauver l'ordre établi et le système en place. A cet égard, quelle image forte lors de l'euro-manifestation syndicale du 29 septembre: un arsenal de policiers en tenue de combat défendant la façade de la Loterie Nationale couverte de slogans en lettres et chiffres géants affichant des millions d'euros. Tout un symbole! ■



Arrestations administratives (à la seule initiative de la police, sans l'intervention judiciaire d'un magistrat) en masse (244 arrestations selon la police elle-même lors de la manifestation du 29, combien en réalité ?), arrestations administratives donc, effectuées "préventivement", c'est-à-dire sans qu'aucun incident ne justifie l'intervention. La prévention policière, c'est la répression avant la faute ! Et qu'est-ce qu'une faute, dans l'esprit policier? Le trouble potentiel de l'ordre public? Ou même la participation à une manifestation, considérée en elle-même comme portant atteinte à la paix publique ? Car la plupart des personnes arrêtées le furent avant même le début de la manifestation, alors qu'elles se rendaient vers les points de ralliement. Leur seul tort : se trouver à proximité du "No Border camp" ? Etre jeune ? Porter des vêtements de clown? Le délit de sale gueule remis à l'ordre du jour.

public, qui a le droit de descendre dans la rue, qui a le droit de manifester et de rejoindre un cortège par ailleurs tout à fait pacifique. Elles décident ainsi unilatéralement et arbitrairement qui ne possède pas ce droit, ou plutôt, qui doit en être privé. Il s'agit là d'un abus de pouvoir caractérisé et d'une discrimination parfaitement illégale puisque le droit de manifester est une liberté constitutionnelle, ce que la Ligue des Droits de l'Homme a rappelé avec fermeté. Si toute manifestation est une expression libre de contestation et de revendication, toute arrestation administrative est un déni de cette liberté d'expression et par là une atteinte à un droit fondamental. Priver quelqu'un de mode d'expression, de parole, le rendre muet est une violence policière en elle-même.

Sérvices policiers systématiques

A cette violence s'en ajoutent d'autres :

60-61

LA GRÈVE DU SIÈCLE

SUPPLÉMENT À LA GAUCHE N° 50, NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2010 – VENDU SÉPARÉMENT: 1,50€



Chronologie de la Grève du Siècle 1960-1961

14 décembre: Immense manifestation des travailleurs liégeois, Place Saint Lambert, pour protester contre la loi unique et réclamer des réformes de structure.

16 décembre: Le Comité national élargi de la FGTB rejette à une faible majorité une proposition d'André Renard d'organiser au 1er janvier 1961 une grève générale de 24H. Il y substitue simplement l'idée d'une journée nationale d'action. Cette décision déçoit profondément les travailleurs.

20 décembre: Les travailleurs du secteur CGSP-Communaux entrent en grève, avec grand succès, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Aux ACEC de Charleroi, aux Tôleries d'Espérance-Longdoz et à l'Acierie d'Ougrée se produisent des débrayages spontanés de solidarité qui s'étendent rapidement.

21 décembre: Les grèves des Communaux s'étendent tandis que la grève se généralise dans la métallurgie liégeoise et parmi les dockers d'Anvers. Le secteur cheminot de la CGSP proclame la grève générale.

22 décembre: Les régionales FGTB de Liège et du Borinage proclament la grève générale interprofessionnelle pour le lendemain. La CGSP nationale proclame la grève générale pour le lendemain.

23 décembre: La grève est générale à Liège, dans le Borinage, dans le Centre, dans le Pays Noir et elle se généralise dans le Tournais et le Brabant wallon. Les régionales FGTB de Wallonie constituent un comité de coordination.

24-25 décembre: La trêve de Noël n'entame en rien la combativité des travailleurs. Le journal *La Wallonie* est saisi pour avoir publié un appel aux soldats pour qu'ils fraternisent avec les grévistes.

26 décembre: Les journaux *Le Peuple* et *Volksgazet* sont à leur tour saisis. Des parachutistes sont rappelés, occupent les gares et surveillent les lignes de chemins de fer. De nombreux grévistes sont arrêtés.

27 décembre: La grève est maintenant générale dans toute la Wallonie. Une manifestation de 10.000 personnes parcourt les rues de la capitale. Manifestation survoltée de 25.000 travailleurs à La Louvière. Grande manifestation à Gand suivie de violents incidents.

29 décembre: La grève continue de s'étendre en Flandre, notamment à Bruges, à Alost et à Renaix.

30 décembre: La grève atteint son extension la plus large. Formidable manifestation de 45.000 grévistes à Charleroi. Violents incidents à Verviers et à Bruxelles où un manifestant est tué au cours de la bataille de rues entre gendarmes et manifestants.

30 décembre – 1er janvier: Le nouveau long week-end n'entame toujours pas la combativité des travailleurs. Le gouvernement accentue la répression et les provocations. De nombreux grévistes sont arrêtés.

3 janvier: La journée de "deuil" proclamée par le comité de coordination des régionales wallonnes FGTB est partout marquée par de puissantes manifestations.

6 janvier: Formidable manifestation à Liège de 45.000 grévistes. Après la fin du meeting, de violents incidents éclatent qui tournent aux combats de rues et à l'émeute (Gare des Guillemins), pendant plus de 6 heures. Deux manifestants grièvement blessés par les gendarmes succomberont des suites de leurs blessures.

7-8 janvier: Troisième week-end de grève. La grève commence à se résorber dans certains centres flamands.

La fin de la grève: La dernière semaine de grève fut marquée par la volonté farouche des travailleurs wallons de tenir dans la grève d'usure que leur imposa le gouvernement et le grand capital. Cependant, les secteurs les plus faibles commencèrent petit à petit à fléchir. En Flandre et à Bruxelles, la grève se résorba lentement, non sans qu'une dernière et violente poussée de fièvre ne se produise à Hoboken et dans le bassin du Rupel. Le 13 janvier, la Chambre adopte la loi unique.

Le 15 janvier, la plupart des secteurs reprennent le travail, sauf la métallurgie liégeoise et hennuyère, Gazelco et quelques autres corporations qui resteront en grève jusqu'au 21 janvier.

Très souvent les travailleurs rentrent la tête haute et le moral excellent, souvent en cortège et en chantant L'Internationale. Partout ils défendent avec acharnement les camarades sanctionnés.

Commentaire d'un bourgeois du Pays Noir : "Rentrés, ils sont encore pire qu'en grève!" ...

S3 Edito

par Ataulfo Riera

S4 Quelques faits importants

par Georges Dobbeleer

S5 Nous avons créé rapidement un comité de grève...

interview de Gilbert Leclercq

S7 Heures décisives / Au finish!

par Ernest Mandel

S8 La grève du siècle au jour le jour

par Georges Dobbeleer

S11 La grève en Flandres

par Marcel Deneckere

S12 Grève au Pays Noir

par André Henry

S14 Rencontre avec Robert Dussart, ACEC

S15 La grève dans le Centre

par Emile Van Ceulen

S16 La Grève: bilan et perspectives

par Ernest Mandel

*Adresse et contact: 20, rue Plantin
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

Abonnements:

*1,5 € par numéro; 8 € pour un an
Etranger: 18 € pour un an*

*A verser sur le n° de compte
de la Formation Léon Lesoil
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles
n° 001-0728451-57*

*IBAN BE09 0010 7284 5157
BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB
mention "La Gauche"*

**Ce supplément est édité
par la Formation Léon Lesoil**

e.r. A. Riera

www.lcr-lagauche.be

60-61: Hommage et leçons pour aujourd'hui

✦ par Ataulfo Riera

La Grève de 1960-1961 offre l'un des exemples les plus élevés de combativité et de radicalité dans l'histoire du mouvement ouvrier dans ce pays. C'est là le sens premier de notre hommage à cet événement décisif et à nos camarades qui y ont joué un rôle actif, tant au niveau syndical qu'au travers de notre journal "La Gauche", à l'époque l'organe de l'opposition de gauche au sein du PSB. Mais le sens de notre hommage n'est pas purement commémoratif, il est également porté par la nécessité de tirer pour aujourd'hui les leçons des "forces et faiblesses d'un grand combat ouvrier".

Cinquante ans plus tard, les choses ont évidemment changé. Le monde, la Belgique et le mouvement ouvrier ne sont plus tout à fait les mêmes. En 1960, la bourgeoisie belge devait moderniser son appareil productif, la Loi Unique avait pour but de mener à bien cet objectif en reportant les charges sur le dos de la classe ouvrière par des mesures d'austérité. En 2010-2011, le mouvement ouvrier en Europe s'affronte à une vague d'austérité sans précédent mais, qui cette fois-ci, vise précisément à détruire l'Etat-Providence qui s'est construit au cours des années 1950-1960.

La Grève du siècle s'est déroulée dans le cadre d'un Etat unitaire belge, mais elle a mis en lumière les contradictions du développement inégal et combiné du capitalisme en Belgique. La Wallonie commençait à subir de plein fouet la crise de ses secteurs industriels traditionnels, favorisant l'émergence d'une "conscience wallonne" de gauche parmi les travailleurs. La Flandre entamait par contre son développement économique et industriel et luttait pour résoudre les derniers vestiges de l'oppression nationale du peuple flamand. Aujourd'hui, la Belgique est un Etat fédéral, mais un fédéralisme bancal et complexe qui, s'il a résolu l'oppression historique du peuple flamand, n'a pas pour autant résolu la "question nationale belge", en premier lieu cette inégalité du développement entre une Wallonie toujours en crise et une Flan-

dre "plus riche", mais aussi plus inquiète de son avenir. Le fédéralisme de gauche n'existe plus à une échelle de masse dans la conscience des travailleurs en Wallonie, tandis qu'en Flandre, l'inquiétude nourrit un nationalisme droitier et ultra-libéral.



La Grève de 60-61 intervient après plus de 10 années d'une montée des luttes et d'une radicalisation continue d'un mouvement ouvrier dont la combativité s'était forgée dans le feu de la Résistance à l'occupation nazie et dans la lutte contre le retour du "Roi-Collabo" Léopold III. En 2010-2011, la lutte contre l'austérité s'inscrit au contraire après plus de 25 années de

néolibéralisme, marquées par des défaites importantes, un recul de la conscience de classe et une détérioration des rapports de forces pour des salariés confrontés à la précarité et au chômage de masse permanent.

En 60-61, l'un des défis majeurs fut celui de l'unité du mouvement ouvrier: unité entre la FGTB et la CSC, d'une part, et - étroitement lié à ce front commun syndical - ; unité entre les travailleurs flamands, wallons et bruxellois. Aujourd'hui comme hier, ce défi majeur est au coeur de toute riposte d'ensemble du mouvement ouvrier face à la crise et à l'offensive capitaliste.

L'autre grand défi qui ne trouva pas de solution, ce fut la question du prolongement et de l'alternative politique à la grève. L'avant-garde syndicale, essentiellement regroupée autour du courant renardiste, avait la légitimité pour prendre une initiative politique, mais elle choisira la voie sans issue du "repli wallon" en faveur d'un fédéralisme qui, de "moyen" pour atteindre le socialisme, deviendra un "but" en soi de moins en moins connecté à la nécessité de réformes de structure anticapitalistes. Aujourd'hui, la nécessité d'une alternative politique anticapitaliste pour les travailleurs se posera de plus en plus à mesure que la lutte contre l'austérité s'affrontera au pouvoir politique.

En définitive, s'il y a bien une chose qui n'a pas changé en cinquante ans, c'est la nécessité pour les travailleurs-euses de résister par l'action directe de masses contre toute attaque visant à remettre en question leurs droits conquis de haute lutte. Tout en tirant les leçons de ses faiblesses, le mouvement ouvrier a aujourd'hui un intérêt premier à se "ressourcer" dans l'exemple vivifiant de cette grande lutte, qui fut un véritable "mouvement d'ensemble", à la fois interprofessionnel, intersectoriel et intergénérationnel.

Question nationale, unité des travailleurs, nécessité d'un mouvement d'ensemble, rôle de l'avant-garde, prolongement politique... Si les données du problème ne sont plus les mêmes, les mêmes questions essentielles demeurent! ■

De la mayonnaise aux crevettes sans crevettes à la grève générale: quelques faits importants

qui ont précédé la grève du siècle



✦ par Georges Dobbeleer, nov. 2010

André Renard apparaissait à l'opinion publique comme le leader efficace de la grève de juin 1946 qui paralysa le bassin industriel liégeois et fit reculer le premier ministre socialiste Van Acker qui traita déjà Renard de "trotskyste"! Renard s'entoura de colla-borateurs et créa des Commissions d'études de la FGTB. Jacques Yerna, René Evalenko, Jacques Defay et Ernest Mandel contribuèrent à préparer le Congrès extraordinaire de la FGTB nationale de 1954 et surtout celui de 1956.

1954 et 1956, deux congrès de la FGTB

L'idée d'une planification économique y apparaît. Le Congrès de la FGTB réclame le démantèlement des holdings et la nationalisation de l'énergie. Inspiré par la loi du leader travailliste anglais Aneurin Bevan, le projet d'une médecine gratuite s'ajoutait à un Programme de réformes de structure. Réformes auxquelles notre tendance politique ajoutera, avec succès, l'adjectif "anticapitaliste". A travers ces deux congrès nationaux de la FGTB, les vues de Renard se concrétisèrent et ce programme fut adopté avec des précisions apportées discrètement par Ernest Mandel qui le conseillait.

Ces Congrès furent suivis d'une vaste campagne d'information des syndiqués de la FGTB. Toute une masse de travailleurs, surtout métallurgistes, sera ainsi gagnée à l'idée d'une bataille nécessaire pour réaliser les Réformes de structure. Le parti socialiste (PSB), qui participera souvent à des gouvernements de coalition, resta sourd

à ce programme. Mais au début de 1960 il commencera, sans enthousiasme, une Opération Vérité qui expliquera ce programme.

La grève de 1957

Mais c'est en juin 1957 que la grande grève des métallurgistes va amener les travailleurs à réclamer la réalisation des réformes de structure. Cette grève cependant, qui éclate peu après la naissance de notre journal *La Gauche*, largement soutenue par Renard, se limitera à revendiquer le double pécule de vacances. 200.000 métallurgistes en grève ont paralysé le bassin liégeois et celui du Centre principalement.

FGTB et PSB

Le PSB perdit les élections de 1958. Au congrès du parti, André Genot, leader renardiste de Namur, se tailla un vif succès en comparant le programme du PSB à une mayonnaise de crevettes où on ne trouvait guère de crevettes! Le Congrès désavoua Van Acker. En 1958, Renard écrivit – avec l'aide de Yerna et Mandel – la brochure *Vers le socialisme par l'action* qui rappelle le programme adopté par la FGTB en 1956. Les travailleurs à Liège surtout restaient mobilisés et revendiquaient la nationalisation du secteur de l'énergie, que la France a réalisée avec succès en 1945.

Le Borinage en lutte

Malgré d'énormes subsides de l'Etat versés aux patrons charbonniers, les charbonnages n'ont pas été modernisés alors que tantièmes et dividendes continuaient à être distribués aux actionnaires. Or, le Borinage vivait tout entier de l'industrie charbonnière et de ses annexes. En 1959, le gouvernement du PSC Gaston Eyskens voulait fermer tous les puits, ce que le Conseil national des charbonnages décida de faire le 9 février.

Dans *La Gauche* du 19 février 1959 titrait "Grève Générale dans tout le pays", Renard

signa un article titré "A l'action !" mais sans déclencher de grève. Les relations entre Yerna, Mandel et Renard se tendirent aussitôt. Renard venait d'être contacté par le premier ministre Gaston Eyskens qui lui proposait une législation inspirée de la cogestion économique à l'allemande, une concertation régulière entre patronat et syndicats, sous la houlette du gouvernement. Cela allait donner les conventions sociales interprofessionnelles biennales que nous connaissons.

Congo, Algérie

L'année 1960 est marquée par d'autres événements. En janvier, la conférence sur l'avenir du Congo aboutit à annoncer l'indépendance de ce pays le 30 juin 1960, dans l'improvisation. Nous réclamions bien sûr cette indépendance. Par ailleurs, des socialistes de gauche, impulsés par le Comité pour la paix en Algérie créé et dirigé par notre camarade Pierre Legrève menaient depuis plusieurs années une campagne de solidarité efficace à l'égard des révolutionnaires algériens en lutte depuis 1954 pour l'indépendance de l'Algérie sous la direction du Front de Libération Nationale (FLN).

Les JGS et l'armée

Les JGS, dirigées par des militants trotskystes qui pratiquaient l'entrisme dans le PSB organisèrent le 10 avril 1960, comme en Angleterre, une première Marche Anti-atomique qui se répétera et mobilisera des foules de jeunes, année après année. A Liège les JGS, qui étaient 250, obtinrent ensuite de présenter un contre-rapport à celui que le PSB a élaboré pour le congrès national des 17 et 18 décembre sur les problèmes militaires. Notre rapport, présenté devant plusieurs sections du parti, obtiendra même 70% des voix au congrès régional de Liège du 6 décembre et 24% des voix au congrès national. Nous réclamions la sortie de l'OTAN et le désarmement unilatéral de la Belgique. ■

" Nous avons créé rapidement un comité de grève... "

Interview de Gilbert Leclercq

Gilbert Leclercq, ouvrier maçon retraité, est le membre de la LCR qui a le plus d'ancienneté dans nos rangs car il a adhéré à la section belge de la Quatrième Internationale pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il a toujours habité la région du Centre et nous livre quelques souvenirs de la période d'après-guerre et de la grève 60-61.

Gilbert Leclercq: "A la fin de la guerre, il y avait dans la région du Centre pas mal de militants conscients et un certain nombre avaient rejoint la Quatrième Internationale. A un moment donné, nous avons même eu deux camarades trotskystes, anciens mineurs, qui étaient permanents syndicaux à la FGTB: Théo Danis et Adolphe Legrand. Nous avons aussi deux délégués syndicaux porte-parole de leur secteur dans la région: le mineur Victor Bougard et le métallo Emile Van Beneden qui travaillait chez Goldschmidt, un atelier de fabrication métallique à Haine-Saint-Pierre. Rien qu'à Leval il y avait une section de militants trotskystes d'une douzaine de membres. Et c'était comme cela dans la plupart des communes de la région.

La Gauche: Comment s'est reconstruite la Jeune Garde Socialiste après la guerre?

G.L.: "A la fin de la guerre, nous faisons de la formation politique chez les jeunes et, à quinze ans, j'ai mis sur pied une section des Jeunes Gardes Socialistes à Mont-Sainte-Aldegonde. La JGS a été l'endroit où nous étions comme des poissons dans l'eau. Et c'était une organisation nombreuse. Dans mon petit village de moins de deux mille habitants, où j'étais un garçon connu, lors de la création de la section JGS tous les jeunes voulaient adhérer. Il ne fallait pas battre le rappel, les jeunes arrivaient d'eux-mêmes car les idées socialistes prévalaient dans nos villages.

Evidemment, à quinze ans, même si on a de l'initiative, on n'a pas l'air sérieux. C'est pourquoi je suis allé trouver Max Michotte, un instituteur sympathisant, qui a accepté de devenir le président de la section locale des JGS. Plus tard je suis devenue président du comité régional des JGS, dont les réunions se tenaient à la maison du Peuple de La Louvière.

La Gauche: As-tu rencontré des obstacles pour entrer au Parti socialiste ?

G.L.: "Pas du tout. Pour plusieurs raisons. D'abord parce que j'étais, pour eux, un JGS de longue date. Ensuite parce que mon père m'avait inscrit d'office au PSB en 1945 quand on avait reformé les sections. J'étais

donc membre malgré moi. Cela m'a servi par après car je n'ai pas dû mener bataille pour entrer dans le Parti socialiste. Quand je me suis mis à fréquenter les réunions du PSB on m'a dit "Ah bon ! Tu te décides quand même !". Si les responsables avaient su à ce moment-là de quoi il retournait ils auraient eu une toute autre attitude."

La Gauche: Le Programme de Réformes de structure a-t-il été un outil de politisation de la classe ouvrière?

G.L.: "Nous organisons la grève sans le savoir depuis plusieurs années car nous avons défendu le Programme de Réformes de structure à de nombreuses reprises dans toutes les assemblées et il a été repris largement par les membres du parti dans la région. Le Centre était à l'époque un bastion d'ouvriers de la métallurgie: Goldschmidt, l'Acierie d'Art, Gilson, Boël, Baume & Merpent. Cela représentait des dizaines de milliers d'ouvriers, sans compter les mineurs. Le Programme de Réformes de structure a été discuté en assemblées non seulement au sein de la FGTB et du PSB, mais lors des assemblées de travailleurs dans les usines, pendant les heures de travail, c'est-à-dire payées par l'employeur. Ce programme était donc largement connu. Les travailleurs savaient pourquoi ils faisaient grève.

La Gauche: Comment se sont formés les comités de grève dans la région?

G.L.: D'abord, il faut rappeler que la grève a commencé spontanément et qu'elle n'a pas été dirigée, surtout pas par Renard. En décembre 1960, personne dans la FGTB ne s'attendait à une grève de cette ampleur et n'était prêt à en prendre la tête. Mais quand la grève s'est étendue comme une traînée de poudre, les travailleurs ont tout de suite compris qu'il s'agissait d'imposer les réformes de structure plutôt que de subir la loi unique. L'extension de la grève a contraint les responsables régionaux de la FGTB wallonne à prendre le train en marche.

A Charleroi, toutes les usines de la région ont suivi les ACEC, Robert Dussart (Parti com-



muniste) était délégué principal. Et en un demi-jour tout était à l'arrêt. Je me souviens que je travaillais sur un chantier à Leernes, près de Charleroi, où nous faisons les trottoirs d'une cité. Tout à coup, on entend des voix et les bruits d'un cortège. J'ai tout de suite deviné ce qui se passait car l'idée de la grève était dans l'air. On a vite ramassé nos outils et on a quitté le chantier. J'ai couru directement à la Maison du Peuple car c'est là qu'il fallait être. Pour nous, militants révolutionnaires, c'était le moment de monter ce qu'on valait.

La première chose que nous avons faite en arrivant à la Maison du Peuple de Leval a été de mettre sur pied un comité de grève élu en assemblée. A Leval, le PSB avait une parlementaire, Simone Prince. Je me suis dit: "Si je laisse les dirigeants locaux du PSB prendre les affaires en mains, c'est foutu." Quand je suis arrivé à Leval, Yvonne n'était pas là ; en tant que secrétaire fédérale elle était à Thuin, au siège de la fédération.

A peine à la Maison du Peuple, je tombe sur des camarades qui étaient allés faire débrayer des usines. La plupart étaient d'anciens JGS. Nous avons immédiatement initié un comité provisoire qui a lancé un appel à tenir une assemblée pour la formation d'un comité de grève. Dans l'après-midi, nous avons constaté que la grande salle de la Maison du Peuple était trop petite pour accueillir tous les travailleurs. Notre comité provisoire de grève composé d'une poignée de militants est monté sur la scène et j'ai dit: "Nous n'avons pas la prétention de vous donner des ordres, mais si vous voulez organiser de manière sérieuse la grève il faut un comité qui réponde à votre attente."

Notre comité provisoire a été confirmé par l'assemblée et on y a joint tous ceux qui étaient d'accord d'y participer. Nous avons fait appel à l'assemblée pour élargir le comité car nous sentions bien que nous ne serions pas de trop pour assumer toutes les tâches. On s'est donc retrouvé avec un comité composé d'une trentaine de travailleurs dont j'ai été le porte-parole pendant toute la durée de la grève.

Les piquets étaient organisés par les comités de grève qui se réunissaient pratiquement tous les jours. Il y avait des comités de grèves par lieu de travail et d'autres par Maison du Peuple. Les cheminots d'Haine-Saint-Pierre, par exemple, avaient leur propre comité de grève qui contrôlait toute la gare de formation. Un des militants les plus actifs de ce comité était Jean Dessart, qui a été par la suite membre du Parti Wallon des Travailleurs (PWT). ■

Heures décisives

✦ par Ernest Mandel
La Gauche, 24 décembre 1960

Le mouvement ouvrier belge vit aujourd'hui des heures décisives. C'est un nouveau 1936, un nouveau 1950. Mais depuis ces dates glorieuses, les esprits ont mûri, des expériences en partie décevantes, en partie positives, ont été assimilées. Les travailleurs engagent ce nouveau combat avec une conscience et une force jamais égalées dans le passé.

L'idéologie dominante de toute époque, c'est l'idéologie de la classe dominante, a dit Marx. Et en fait, dans la vie quotidienne, exposés presque sans défense aux infiltrations constantes de cette idéologie par la grande presse, l'enseignement, la radio, la TV, la publicité et le mode de vie bourgeois présenté comme un idéal, les travailleurs semblent embourbés dans le marasme des idées petite-bourgeoises.

Mais la classe ouvrière organisée et consciente de sa force, même dans la vie de tous les jours, c'est un géant qui sommeille. En-dessous de la surface, les idées cheminent, la réalité capitaliste est critiquée d'instinct, les grandes aspirations radicales subsistent. Périodiquement, des événements comme des coups de clairon réveillent le géant. Alors il montre brusquement toute sa force, balayant sur son passage les mille et un liens avec lesquels on a voulu l'attacher au régime capitaliste décadent.

Aujourd'hui, nous assistons à l'un de ces réveils brutaux. Ces moments sont trop rares pour qu'on ait le droit de les gaspiller. C'est à ces instants-là que la classe ouvrière arrache ses conquêtes décisives. Des années de propagande inlassable lui ont appris quelle doit être la prochaine tranche: **les réformes de structure**, le démantèlement du contrôle que les holdings et les groupes financiers exercent sur l'économie.

Dans sa brochure *Vers le Socialisme par l'Action*, André Renard écrit ce qui suit en septembre 1958: "Savoir diriger les lames de fond de l'opinion vers des objectifs de structure qui sont hors de portée dans les moments tranquilles, tel doit être le sens de la tactique socialiste du XXe siècle. Il est clair que la période 1932-1936, que la période 1944-1947 et que l'année 1950

représentent autant d'occasions manquées pour la réalisation des vraies réformes de structure. Les militants syndicalistes et socialistes doivent se préparer à tout prix que la prochaine explosion de colère populaire ne s'apaise encore une fois par la promesse de quelques avantages matériels dans le cadre du capitalisme social".

La "prochaine explosion de colère populaire" est en train de se produire. A tous les militants socialistes et syndicalistes, conscients de leurs responsabilités, d'agir de sorte qu'elle n'aboutisse pas à une nouvelle occasion manquée!

La question gouvernementale

La grève se dirige davantage contre le gouvernement en tant que représentant collectif de la classe capitaliste que contre tel secteur du patronat. Incontestablement, le mouvement vise ainsi le renversement du gouvernement. Mais la question se pose: par quoi le remplacer?

Nous avons, dans *La Gauche*, prôné une formule claire: **gouvernement des travailleurs appuyé sur les syndicats!** La situation est-elle mûre pour la constitution de pareil gouvernement? Si elle ne l'est pas encore, elle peut le devenir dans quelques jours. Plutôt que nous perdre en vaines spéculations à ce propos, précisons franchement ce qui est permis et ce qui ne l'est pas.

Les travailleurs craignent que si le gouvernement tombe à l'occasion de la crise sociale actuelle, le PSB entrerait dans une nouvelle coalition "pour que le pays ne devienne pas ingouvernable". L'immense majorité des grévistes réclame que pareil renversement des alliances ne se produise que si deux conditions sont remplies:

1) Que le nouveau gouvernement abandonna la loi unique, c'est-à-dire non seulement les mesures d'austérité dans le domaine social, mais encore l'augmentation de la fiscalité indirecte.

2) Que l'essentiel des réformes de structure soit retenu en tant que plate-forme ministérielle.

Si ces deux conditions ne sont pas remplies, il faut résolument être opposé à toute participation socialiste pour mettre fin à la

Les travailleurs refusent de payer à la place des fraudeurs du fisc

TOUS DANS LA GREVE

dans TOUS les SECTEURS, TOUTES les REGIONS

**jusqu'au retrait pur et simple
du projet capitaliste de «LOI UNIQUE»**

À sa place, les travailleurs imposeront des solutions socialistes :

- 10 MILLIARDS DE RÉDUCTION DES DÉPENSES MILITAIRES.
- LE CONTRÔLE DES HOLDINGS.
- PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE POUR GARANTIR LE PAIN SÉRIEL.
- SERVICE NATIONAL DE LA SANTÉ
- GRATUITE DES SOINS MÉDICAUX ET DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES.
- CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENTS PUREMENT PUBLICS, AVEC UNE DOTATION IMMÉDIATE DE 3 MILLIARDS.
- RÉCUPÉRATION DE 10 MILLIARDS D'IMPÔTS TRAVAILLÉS PAR UNE RÉFORME FISCALE IMMÉDIATE ET RADICALE.
- NATIONALISATION DE L'ÉNERGIE.



L'insubmersible 14 décembre, place Saint-Lambert à Liège, a été le signal du départ. LIRE NOTRE ÉDITORIAL EN PAGE 4

Pour diriger l'action, pour réaliser l'unité à la base avec les chrétiens, pour faire triompher nos justes revendications, pour neutraliser les freins et les «pompiers»

**Constituons partout des COMITES DE GREVE
et coordonnons-les régionalement**

**SEUL UN CONGRES EXTRAORDINAIRE de la F.G.T.B.
PEUT DECIDER de la REPRISE EVENTUELLE DU TRAVAIL**

grève! Sinon, une immense déception s'emparerait de la classe ouvrière et ouvrirait la porte à toute aventure autoritaire d'extrême-droite.

Quelle est l'issue intermédiaire?

Est-ce à dire que la grève est sans issue, et qu'elle peut se prolonger indéfiniment, sans aboutir à des résultats décisifs? **Pas du tout!**

Il n'est nullement indispensable de participer au gouvernement pour obtenir satisfaction sur l'essentiel. Sous la pression de la grève, le Parlement peut être amené à refuser la loi unique, et à prendre en considération d'autres projets de loi.

C'est ainsi qu'a été réalisée la réforme électorale de 1893, instaurant le suffrage universel plural, sans que pour cela le jeune POB n'entre au gouvernement.

Il suffirait que les députés démocrates chrétiens écoutent la voix de leurs propres électeurs, qu'ils s'alignent sous la pression de la grève, sur les aspirations de leurs propres mandants, pour qu'une nouvelle majorité parlementaire se dégage au moins sur ces deux questions: retrait de la loi unique, vote d'une loi-cadre sur la réforme fiscale et les réformes de structure.

Pourquoi des députés socialistes ne déposeraient-ils pas d'urgence pareille loi-cadre? Pourquoi ne reprendraient-ils pas à cette fin l'essentiel du projet de réforme fiscale élaboré en commun par la

FGTB et la CSC? Ils pourraient exiger la discussion d'urgence de ces projets. La grève acquerrait ainsi son but positif, à côté de son but oppositionnel: l'adoption des projets socialistes à la place de la "loi de malheur".

A la croisée des chemins

En retardant d'une dizaine de jours la suite du débat sur la loi unique, le gouvernement poursuit deux buts: user le mouvement (notamment celui des communaux); gagner du temps pour déterminer sa ligne de conduite.

Sans doute M. Eyskens attendra-t-il mardi 27 ou même mercredi 28 décembre pour se décider. Ce sera l'ultime délai que lui laissent les événements. A ce moment-là, il faudra choisir:

- **ou bien la négociation**, et dans ce cas, tous les militants, tous les grévistes doivent exercer la pression la plus grande sur les dirigeants de l'Action Commune, pour que ceux-ci n'acceptent rien de moins que le minimum susmentionné;

- **ou bien la répression**, et dans ce cas, il faut avertir solennellement le gouvernement et les capitalistes que le climat deviendra très vite insurrectionnel, avec des conséquences incalculables pour l'un et pour les autres.

Sans perdre la tête, sans énerver, sans excitations inutiles, mais en faisant confiance à l'immense potentiel de combativité de notre classe laborieuse, **en avant vers le triomphe de la grève générale.** ■

Au finish!

par Ernest Mandel
La Gauche, 1er janvier 1961

La tentative d'intimidation de Monsieur Eyskens a échoué. Elle s'est même retournée contre lui. La saisie des journaux socialistes est parfaitement illégale. La presse est libre en Belgique. On peut imprimer tout ce qu'on veut, à condition qu'il y ait un éditeur responsable. On peut poursuivre les responsables et les auteurs d'un appel jugé incendiaire. On peut saisir quelques exemplaires d'un journal come pièce à conviction. On ne peut pas saisir un journal!

Prenons garde que les mœurs de dégradation de la démocratie, qui ont abouti à de si tristes résultats en France, ne s'implantent chez nous. Après les saisies de journaux, la perquisition chez le Camarade Parrotte à Verviers, l'arrestation du secrétaire des Etudiants socialistes à Gand, ce sont les provocations, les charges de gendarmerie, une dizaine d'ouvrières blessées à Gand par une soldatesque déchaînée, la vénérable Maison du Peuple envahie dans la cité de Van Artevelde.

Ces informations se sont répandues comme une traînée de poudre. Dans tout le pays. Elles ont considérablement durci la grève en Wallonie. Elles ont généralisé la grève à Gand et à Anvers. C'est dans un sursaut magnifique que les métallos d'Anvers sont sortis le mercredi après-midi, chez Bell Téléphone, aux chantiers navals à Hoboken, et ailleurs, jeudi matin chez les réparateurs de navires.

Chez Bell Téléphone et à Hoboken, des milliers de travailleurs chrétiens ont débrayé avec leurs frères socialistes. L'extension de la grève exerce maintenant le maximum de pression sur la CSC. C'est dans ses deux bastions de Gand et d'Anvers que ses troupes désertent.

Le gouvernement a peur. Il crâne, mais il est sur le point de céder. L'essentiel est de tenir et de ne pas accepter de compromis pourri. Il faut le retrait pur et simple de la loi unique. Il faut arracher des réformes de structure économiques et sociales socialistes substantielles!

Pour arracher ces nouvelles conquêtes, il faut rester unis, Wallons, Flamands et Bruxellois. Il faut comprendre que la puissance des capitalistes ne sera brisée que par la force unie de TOUS les travailleurs. Le moment est à la lutte unie, sans hésitations, jusqu'à la victoire totale de la grève au finish! ■

La grève du siècle au jour le jour

Liège, 5 janvier 1961, bataille
à la gare des Guillemins

Laisser-passez délivré par
la FGTB à notre camarade
Georges Dobbeleer

✦ par Georges Dobbeleer

C'est sans aucun doute la puissante mobilisation des travailleurs liégeois le mercredi 14 décembre qui représente le début de la riposte de tout le prolétariat à la "loi unique" du gouvernement de droite de Gaston Eyskens. Cet après-midi là, des colonnes massives de manifestants partirent des principales entreprises métallurgiques pour converger vers la Place Saint-Lambert. 50 à 60.000 personnes écoutèrent d'abord le discours de Simon Paque, député et bourgmestre socialiste de Grâce-Berleur. André Renard, au nom de la FTGB, appela les travailleurs des entreprises privées à se solidariser avec ceux des services publics que la loi unique allait pénaliser. Il ne proposait pas une grève générale tout de suite. Il l'envisageait pour le début du mois de janvier.

L'atmosphère était cependant déjà électrique et notre hebdomadaire *La Gauche* du 10 décembre qui appelait à manifester "contre la loi unique, pour les réformes de structure" fut vendue à plusieurs centaines d'exemplaires à Liège. D'autres villes ouvrières virent aussi des concentrations de travailleurs le même jour, dont 10.000 à La Louvière.

La loi unique

La loi unique était une réponse du gouvernement Eyskens à la montée en force de la classe ouvrière depuis la grève des métallurgistes de 1957. Elle traduisait la volonté de l'Etat bourgeois de réduire les avantages sociaux appréciables gagnés par les travailleurs des services publics au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Elle n'était donc que très marginalement une conséquence de l'indépendance du Congo survenue le 30 juin 1960. Cette indépendance et la tentative de sécession de la riche province du Katanga n'allèrent pas réduire sensiblement ni si rapidement les bénéfices des compagnies minières et autres qui exploitaient les ouvriers congolais.

Le PSB n'avait pas déplacé la date de son congrès national sur l'armée qui se tint les



F.G.T.B.

Liège le

AVIS

Prière de laisser passer la voiture **RENARD**.....
N° d'immatriculation **3 AD 29**.....
Celle-ci étant au service de la FGTB.

Fédération Générale du Travail de Belgique
SECTION LIÈGE-HUY-WAREMME
9, Place St-Paul, 9 — LIÈGE

Pour la FGTB

Georges Dobbeleer

17 et 18 décembre. C'est le mardi 20 que les fonctionnaires et les agents des villes et des communes commencèrent leur action, y compris au port d'Anvers, suivis le soir par les travailleurs des chemins de fer et le 21 par les enseignants. Aussitôt, l'arrêt de travail fut général dans ces secteurs, mais c'est dès le 20 que les ACEC à Charleroi et Cockerill à Seraing entrèrent en lutte.

Les militants trotskystes dans la grève

A Seraing, notre jeune camarade Edmond Guidé, ouvrier sidérurgiste et militant trotskyste au sein de la JGS, accompagné d'une poignée d'autres ouvriers de l'aciérie d'Ougrée, alla d'atelier en atelier "mettre

en grève l'usine toute entière". Cette action lui valut d'ailleurs d'être sanctionné par l'appareil renardiste de la Centrale des Métallurgistes. Renard ne tolérait pas d'être dépassé par sa base ouvrière et dirigeait d'ailleurs de façon autoritaire le secteur syndical de la métallurgie en particulier.

Les 3 et 4 décembre le Comité central de la section belge de la Quatrième Internationale — clandestine pendant la période entriste — s'était réuni et avait orienté clairement le ton de *La Gauche* et de Links dont nous étions les principaux rédacteurs et diffuseurs. *La Gauche* du 17 décembre titrait "Préparons la grève générale au finish!".

Fin décembre

Si la direction de la FGTB approuva la grève dès le 21 à Liège, dans le Centre et à Namur, les dirigeants plus modérés de Charleroi, dirigés par Arthur Gailly, cherchaient encore à freiner le mouvement, comme ceux du Borinage d'ailleurs. Mais les cheminots et les travailleurs de Gazelco proclamèrent la grève générale dans tout le pays et l'action fit tache d'huile, appuyée spontanément par les travailleurs chrétiens à Anvers alors que la CSC ne bougeait pas. Le cardinal Van Roey, primat de Belgique, écrivit le 22 et fit lire dans toutes les églises un message de Noël condamnant la grève en termes violents. Cela paralysa beaucoup de monde en Flandre et à Bruxelles. Mais à Liège en tous cas la plupart des travailleurs affiliés à la CSC se joignirent spontanément à la lutte, sans obéir au cardinal ni à leur syndicat.

Le vendredi 23 décembre je me suis joint à l'un des piquets volants composé de militants syndicaux circulant – à pied mais aussi avec quelques voitures – dans tout le centre de la ville, invitant – avec succès – de rares petits ateliers encore actifs à arrêter le travail. Les commerçants s'étaient joints à l'action et n'ouvraient, pour les produits alimentaires notamment, que quelques heures par jour. Une sorte d'esquisse du double pouvoir s'installait. Un document rédigé par la FGTB fut remis aux médecins et aussi aux militants les plus actifs, les autorisant à circuler en voiture.

Liège était toute entière paralysée et la circulation se limitait à de multiples rassemblements de secteurs syndicaux ou des piquets volants. Nous diffusions d'innombrables tracts JGS appelant à soutenir la grève. *La Gauche* datée du 24 décembre qui proclamait "Tous dans la grève jusqu'au retrait pur et simple de ce projet capitaliste de loi unique" fut vendue à 3.500 exemplaires!

André Renard

A Liège nous n'avons pas mis en avant le mot d'ordre, pourtant conforme à notre doctrine, d'élections généralisée de comités de grève élus dans chaque entreprise par tous, syndiqués et non syndiqués. A Charleroi, ce mot d'ordre fut diffusé. A Liège, cela serait apparu aux yeux des grévistes comme une distance – sinon un désaveu – envers l'autorité des délégations syndicales et de Renard lui-même. Nous aurions alors perdu toute l'influence que nous avions gagnée et allions amplifier – à Cockerill, à la FN et dans les autres

grandes entreprises. C'était cependant difficile pour nous d'être forcés de "suivre" Renard sans chercher à créer une relative indépendance des grévistes à son égard. Nous en avons discuté au cours des réunions de notre Bureau politique des 4, 11 et 18 janvier. Ce soir-là un vieux camarade de Charleroi vint reprocher, à Mandel et à nous tous, de n'avoir pas agi selon la doctrine et la tradition trotskystes. En réalité nous avons cherché non à nous opposer à Renard mais à le pousser vers une action efficace: la marche sur Bruxelles comme en 1950 contre le retour au pouvoir du roi Léopold III.

Renard n'avait pas hésité le 24 décembre à publier dans le quotidien syndical *La Wallonie* un "appel aux soldats" les enjoignant

de ne pas s'opposer à leurs frères de classe en lutte. Cela fut largement diffusé comme tract et le journal fut saisi. Mais Renard n'obtint pas la majorité au comité national de la FGTB, dont le secrétaire général était Louis Major, député socialiste, en faveur de la proclamation d'une grève générale dans tout le pays. Il dut se contenter d'un appel en ce sens des régionales wallonnes.

Nous avons alors, dans *La Gauche* du 1er janvier, appelé à organiser la marche sur Bruxelles pour faire céder le gouvernement. Mais dès cette date, la grève cessa d'être générale et en Flandre comme à Bruxelles, un début de reprise s'amorça. C'est à partir de ce moment que Renard refusa que *La Gauche* soit encore imprimée sur les presses de *La Wallonie*. Il lança à cette

SOLDATS !

La classe ouvrière belge est engagée dans une lutte décisive pour son droit à l'existence.

Le gouvernement veut utiliser la troupe, aux côtés de la gendarmerie, pour tenter de briser les grèves et de réprimer le mouvement social en cours.

Nous vous demandons de comprendre et de faire votre devoir.

Si l'on vous commande de travailler à la place des ouvriers dans des entreprises ou des services immobilisés par la grève, CROISEZ-VOUS LES BRAS !

Si l'on vous met en face de grévistes et de manifestants, souvenez-vous qu'ils sont vos parents, vos frères, vos amis, FRATERNISEZ AVEC EUX.

Vous êtes mobilisés pour défendre le pays et non pour l'étrangler. Ne craignez rien, tout le mouvement ouvrier socialiste est là pour vous défendre.

S O L D A T S ,

Ne soyez pas traîtres à votre classe. Nous comptons sur vous.

L'ACTION COMMUNE.

LA GAUCHE

ORGANE DE COMBAT SOCIALISTE

1^{re} ANNÉE — BIERMONDARIÈRE — PRIX : 4 FR. (abonnement aux grévistes : 5 FR.)
 7 JANVIER 1961

Au gouvernement des gendarmes
 opposons
 la démocratie des travailleurs

MARCHE SUR BRUXELLES



Pour arracher

- LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DE LA LOI UNIQUE
- LES REFORMES DE STRUCTURE

Nationalisation de l'Énergie - Plein emploi par la Planification
 Médecine gratuite - Contrôle des Holdings
 Réforme fiscale pour arracher 10 milliards aux fraudeurs

WALLONS, FLAMANDS : Envoyez dès maintenant de grosses délégations dans la capitale !!!

BRUXELLOIS : Préparez des Comités d'Accueil !!!

date le journal *Combat* qui apparut un peu comme un rival de *La Gauche* et il ajouta aux réformes de structure la revendication du fédéralisme. Ce mot d'ordre était justifié mais n'apparut pas prioritaire à cette date aux travailleurs de Wallonie.

La répression à Liège

La répression commença début janvier. Au piquet devant le lycée Léonie de Waha, les gendarmes nous dispersèrent et emmenèrent une demi-douzaine de militants à la gendarmerie de Vottem pour une nuit. Le père de ma femme, mineur, délégué syndical au charbonnage, fut arrêté dans un piquet volant et passera quatre semaines à la prison Saint-Léonard à Liège aux côtés d'un nombre croissant de militants actifs.

Nous allions sans cesse d'une assemblée à l'autre, à Verviers, à Huy, chez les carriers de l'Amblève, nous joindre à des meetings et y diffuser *La Gauche*, comme à la grande manifestation de la CGSP à Liège le 5 janvier. Mais le 6 janvier Renard tint un meeting à la FGTB, place Saint-Paul, et face à une place noire de monde il dit que la lutte continuait et qu'il n'y avait qu'une poignée de jaunes qui travaillaient à la Poste et à la gare des Guillemins. Il n'en fallut pas plus pour que plus de 10.000 manifestants s'élancent vers la gare à la fin du meeting. La poignée de non-grévistes s'enfuit avant leur arrivée et quelques soldats présents essayèrent de se faire oublier. Mais des gendarmes, au premier

Le 9 à La Louvière il y eut 40.000 manifestants. Le 16 janvier Renard tint un meeting à Grivegnée-Chênée. Nous brandissons un grand calicot réclamant la marche sur Bruxelles mais Renard déclara que cette solution n'est pas la sienne et que si le gouvernement ne reculait pas, le syndicat déciderait "l'abandon de l'outil", c'est-à-dire l'arrêt complet des hauts-fourneaux et des autres installations industrielles laissées en veilleuse. La foule n'était pas consultée dans ce meeting et Renard menaçait donc d'adopter une mesure coûteuse pour le patronat mais aussi pour beaucoup d'ouvriers dont les outils ne reprendraient pas leur activité si facilement. A l'issue du meeting les gendarmes tirèrent à partir d'une jeep bâchée, tuant un troisième ouvrier liégeois. Une foule énorme assista le 20 janvier à ses funérailles. Mais nous n'avions pas encore mesuré que c'était aussi, en quelque sorte, les funérailles de la grève. Elle allait s'achever. Le 24 janvier *La Wallonie* titrera "Les travailleurs sont rentrés la tête haute". Nous ne nous sentions pas battus.

Les lendemains de la grève

La loi unique fut adoptée malgré les discours et rodontades des parlementaires socialistes. Nous avions — avec un nombre limité de militants trotskystes — essayé d'animer la lutte et de l'orienter vers une action décisive: la marche sur Bruxelles. Le Parti communiste ne s'associa pas à ce projet et ne se coupa pas du Parti socialiste.

heurts, tirèrent sur un gréviste qui mourut le lendemain. Un peu plus tard devant la Grand poste ils en abattirent un autre qui mourra le 23 janvier.

Le samedi 7 janvier, *La Gazette de Liège*, quotidien clérical de la droite la plus réactionnaire, dénonça "la terreur communiste à Liège" et attribua les coups de feu à des grévistes et non aux gendarmes. Le jour-même nos camarades trotskystes Henri Vaume, Arlette Dupont et moi-même vendîmes 900 exemplaires de *La Gauche* dans un meeting à Verviers où la violence des gendarmes suscitait la colère des grévistes.

Renard créa le Mouvement Populaire Wallon. Ce fut aux yeux de beaucoup une diversion comme l'apparition de la revendication du fédéralisme aux côtés des "réformes de structure" qui ne furent plus mises en avant. Le MPW, que nous avons appuyé, connut un succès considérable. Il faut admettre que malgré son ambiguïté en face du capitalisme, il fut une organisation qui pendant trois ans au moins empêcha la classe ouvrière de se démoraliser face à l'insuccès de la grève et au début du déclin de l'industrie lourde traditionnelle en Wallonie.

Nous n'avons pas envisagé de quitter le PSB un peu plus tard face aux lois antigrevés que ce parti, entré au gouvernement, accepta de voter. C'est en décembre



manifestation à Mons

1964 seulement que le PSB décida dans son congrès de se débarrasser des trotskystes et des renardistes les plus radicaux, comme Jacques Yerna.

La "grève du siècle" montra que la classe ouvrière était capable de mener une lutte longue et coûteuse pour les grévistes. Mais elle montra aussi que le prolétariat belge, même s'il n'a pas perdu ses capacités de lutte malgré un sensible recul de la conscience de classe, n'a pas réussi jusqu'à ce jour à prendre ses distances avec un grand parti réformiste pourtant de plus en plus éloigné de toute doctrine socialiste.

Les leçons de l'histoire mettent parfois longtemps à être comprises par les masses! ■

Des dizaines de milliers de grévistes à Gand, à Anvers, dans les Flandres

✦ par Marcel Deneckere
La Gauche, 21 janvier 1961

Si l'on veut expliquer l'échec relatif de la grève en Flandre, il faut tenir compte d'une série de facteurs propres qui ont exercé une influence défavorable sur le cours des événements.

En Wallonie, la réaction contre la loi unique est venue se greffer sur un profond malaise provoqué par la détérioration de la situation économique: c'est en quelque sorte l'avenir économique de la Wallonie qui était en jeu dans cette grève. La Flandre n'est pas une région industrialisée menacée par un déclin subit: elle a toujours été un pays industriellement sous-développé, où le chômage structurel, la mobilité, les bas salaires, sont des maux endémiques et chroniques.

D'autre part, le déclin industriel de la Flandre ne remonte pas aux dernières années: la crise de l'industrie textile, qui provoqua la disparition de 600 établissements et de 20.000 emplois remonte à la période 1948-1958. Le prolétariat du textile constituait l'épine dorsale de la classe ouvrière flamande, il avait une tradition de lutte et de combativité. Malheureusement, la Centrale du Textile ne fut pas à la hauteur de sa tâche dans sa lutte contre le déclin de cette industrie et le prolétariat textile sortit vaincu et démoralisé de ce combat.

Enfin, le mouvement socialiste (mis à part la revue *Links*) n'a pratiquement rien fait pour populariser les réformes de structure. Les esprits n'étaient pas préparés...

La CSC au service de la réaction

Deuxième facteur négatif: l'attitude de la CSC, majoritaire en Flandre. Au début de la grève, il paraissait possible et probable que la CSC, qui proclamait son hostilité à la loi unique, suive le mouvement. Durant la première semaine de grève, de nombreuses sections de la CSC, sur le plan local,

se jetèrent dans la lutte avec les camarades de la FGFB: les cheminots de la gare de Bruges, les postiers d'Alost, les communaux d'Anvers. Malheureusement, la direction de la FGFB tarda trop à généraliser le mouvement, laissant ainsi à la CSC l'occasion de faire volte-face et de reprendre ses troupes en main après le coup de crosse de Malines.

Du jour au lendemain, les permanents syndicaux de la CSC se transformèrent en briseurs de grèves, épaulés par la gendarmerie. Des milliers de travailleurs chrétiens reprirent le travail, souvent la mort dans l'âme. Mais dans les régions où la FGFB luttait sérieusement, de nombreux travailleurs chrétiens passèrent à la FGFB: rien qu'à Gand, 1.000 syndiqués chrétiens dans le secteur privé et 1.200 dans les secteurs publics.

La direction flamande de la FGFB, hostile à la grève

Les communaux, les enseignants, les cheminots qui partirent en grève dès le début luttèrent trop longtemps seuls, contrairement à ce qui se passait en Wallonie. Les dirigeants firent tout pour freiner une extension du mouvement, ne donnèrent jamais un mot d'ordre de grève générale, laissant la décision aux différentes régionales. Si malgré cela, la grève prit une certaine ampleur, c'est grâce à quelques directions régionales comme celle de Gand qui s'était d'ailleurs prononcée le 16 décembre pour la grève générale, après avoir consulté démocratiquement ses militants.

La CGSP d'Anvers à la pointe du combat

Il faut mentionner tout spécialement le secteur communal de la CGSP d'Anvers qui fut sur la brèche dès le premier jour et entraîna immédiatement les dockers dans la lutte. Les communaux formèrent le noyau du comité de grève qui organisa en fait la lutte dans la métropole, entraînant dans la lutte les ouvriers de la métal-

LINKS Eyskens buiten!
Voor een strijdend socialisme

SPECIAAL NUMMER - 2 F

Eyskens wil de krachtproef met de arbeidersklasse aangaan
BUIGEN OF BARSTEN! Er is geen andere keuze meer
Daarom is het ordedoed:

**Onmiddellijke
Algemene Staking
in gans Vlaanderen**

**Alle gewesten, alle sectoren,
alle arbeiders in de strijd!**

Tot de ongelukswet ingetrokken wordt - Tot de
socialistische structuurhervormingen afgedwongen zijn!

Het Nationaal Comité van het A.B.V.V. gaf de gewesten opdracht en volmacht om de
staking tot het maximum uit te breiden - Slechts een Nationaal A.B.V.V.-Congres
zal over een eventuele werkhervatting beslissen!

Gemeenschappelijke Actie te Antwerpen:
**Groen licht voor oprichting van
stakerscomité's in vakbondsverband!**

lurgie, Cockerill-Hoboken, Bell Téléphone, qui furent immédiatement suivis par les réparateurs de navires, les tramwaymen, les ouvriers du pétrole, etc.

La lutte fut souvent dure et caractérisée par la même brutalité des forces de l'ordre que dans les autres régions du pays. A Gand, la gendarmerie fut à deux reprises refoulée de la Maison Syndicale où elle avait pénétré. A Anvers, il y eut des dizaines de blessés et d'arrestations. Dans la région du Rupel, les briquetiers se battirent avec un acharnement particulier. A Gand, de nombreux de travailleurs de la Centrale électrique qui refusèrent d'obtempérer à l'ordre de réquisition, furent emprisonnés et forcés à reprendre le travail. Ils portaient fièrement l'inscription: Zivilarbeiter, qui rappelait les pratiques du temps de guerre.

Actuellement, la grève est provisoirement terminée. L'Action commune de la région d'Alost a déjà envoyé un camion de vivres pour une valeur de plus de 100.000 francs au Borinage. Le comité de grève d'Anvers se charge de collecter des vivres et de les faire parvenir aux camarades qui poursuivent la lutte à Charleroi. Ce sont les leaders de droite, et non la classe ouvrière flamande, qui sont les responsables des faiblesses de la lutte en Flandre. ■

Grève au Pays Noir

❖ *Témoignage d'André Henry
(Ouvrier verrier, ex- délégué
principal à Glaverbel-Gilly)*

D'octobre à novembre 1960, il y avait des conférences sur la loi unique toutes les semaines. On sentait partout la tension monter. A l'usine, on s'est arrêté plus d'une fois pour écouter tel ou tel orateur. Dans le secteur verrier l'action était freinée, mais il y a eu des débordements. Il y avait eu des assemblées pour essayer d'arrêter le travail, mais les camarades en verrerie avaient une peur bleue des grèves. D'abord parce qu'on ne peut pas arrêter les fours sans risque d'incendie pouvant entraîner des mois de chômage technique. Ensuite parce qu'on était encore dans le syndicat corporatiste des magasiniers ⁽¹⁾. Nous avions une certaine autonomie par rapport à la FGTB, mais cela avait un côté néfaste car dans les luttes nous n'étions pas reliés aux ouvriers verriers des autres divisions (Zeebrugge, Mol, Houdeng) ni même à ceux de la région (Roux, Splintex).

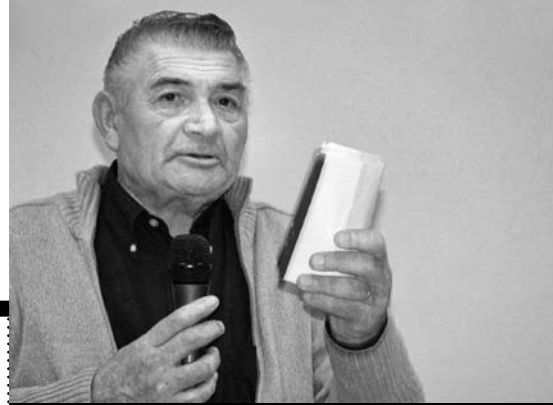
La grève dans les verreries et l'action des piquets

Les agents communaux sont partis les premiers en grève, le mardi 20 décembre.

Ils avaient décidé d'aller au finish. Les travailleurs ACEC sont partis en grève le 21, y compris la CSC, et ils ont fait une grande manifestation à Charleroi qui a sensibilisé toutes les usines de la région. La verrerie Gobbe, juste en face de Glaverbel-Gilly a démarré le 23. Ils sont venus chez nous pour faire arrêter tout le monde et on est entré dans la lutte.

Le jour même du démarrage de la grève, les travailleurs de toutes les entreprises allèrent en cortège pour se réunir à la Ruche Verrière de Lodelinsart. La salle étant trop petite pour contenir les grévistes. Une décision fut prise,, celle de réunir tous les jours les piquets de grève et d'organiser au minimum une fois par semaine une assemblée générale des grévistes. Ainsi, les piquets de grève faisaient quotidiennement le point sur la situation.

Comme il fallait maintenir les fours en activité, la FGTB délivrait des laissez-passer. Il y avait des pauses et on faisait des tournantes. S'il y avait 200 travailleurs par pause, on n'en laissait entrer qu'une cinquantaine, le strict minimum. On stoppait ainsi l'autorité patronale. Mais sur la question des laissez-passer, je suis intervenu plusieurs fois car des camarades exa-



André Henry

géraient. Mes interventions provoquaient la fureur des permanents syndicaux, et aussi d'autres délégations syndicales, qui n'étaient pas pour la grève et qui distribuait des laissez-passer en veux-tu en voilà. C'étaient mes premiers pas d'un véritable militantisme lié à l'action syndicale de combat.

Les piquets de grève avaient une grande autorité: ils entraient dans les usines pour vérifier si on y travaillait. Il y a parfois des incidents avec les trams. Aux Quatre Bras de Gilly, on bloquait les trams à coups de pavés. Certains ouvriers se couchaient sur les rails pour que les trams ne sortent pas du dépôt. Ou bien ils bloquaient l'aiguillage avec une brique. Chez les cheminots, le syndicat était plus fort qu'au tram. Les camarades cheminots connaissaient bien leur affaire et sabotaient proprement, sans mettre en danger la sécurité des travailleurs.

A la Maison du peuple de Gilly

La Maison du peuple de Gilly était un lieu particulièrement important de la lutte et ce pour plusieurs raisons. Gilly était une



*Matraques, fusils:
la gendarmerie à
l'oeuvre contre les
grévistes.*

Les jeunes à l'action

✦ par Gilbert Clajot, Secrétaire national JGS, *La Gauche*, 14 janvier 1961

L'apparition des jeunes sur le champ de bataille social a effrayé la bourgeoisie et le clergé. Ils croyaient fermement au mythe de la jeunesse à tout jamais apolitique. Il leur semblait impossible de la voir s'engager. Ils ne peuvent donc pas comprendre la nature de cet engagement des jeunes. Alors, ils simplifient. Tout ce qui est jeune, est nécessairement blouson noir ou troupe de choc. Blouson noir ou blouson rouge!

Quand un patron embauche un jeune de 14 ou 16 ans, pour un salaire dérisoire, il ne l'appelle pas blouson noir! Il est trop content d'avoir de la main-d'œuvre à bon marché. . .

Quand le gang des généraux, des ministres, des financiers, des marchands de canon et des hommes de l'OTAN exalte la beauté de la lutte militaire pour la "défense des libertés et de la démocratie" (on voit ce que c'est!), et recrute des paras et des techniciens, il ne s'adresse pas aux jeunes en les appelant blousons noirs ou voyous!

Mais quand ces mêmes jeunes brisent les entraves du conformisme bourgeois, quand ces jeunes se battent pour leur classe, alors la mauvaise foi se déchaîne.

La bourgeoisie, les patrons, le gouvernement ont un arsenal de moyens de combat. Les gendarmes, les half-track, le non-paiement des salaires, l'emprisonnement.

La classe ouvrière n'a plus de milice armée. Elle n'a que ses bras et ses mains. Il arrive que le plus combatifs décroisent leurs bras et utilisent tous les arguments possibles, boulons et pavés y compris. On ne peut pas toujours répondre par le calme. Quand on arrête des grévistes qui n'ont rien fait, il est logique que ceux qui restent cherchent à "faire quelque chose".

La Jeune Garde Socialiste n'a jamais donné de consigne de destruction aveugle. La Gauche non plus. A la destruction inutile, nous préférons l'occupation des usines et des bâtiments publics.

Mais nous nous refusons d'appeler "provocateurs" ou "gamins irresponsables" les centaines de jeunes grévistes qui passèrent un peu partout à l'action directe. Même si celle-ci semble, à certains moments, gratuite. ■

commune fort industrielle qui comportait tous les secteurs d'industrie. De ce fait, la Maison du peuple de Gilly fut toujours le théâtre des luttes d'avant et d'après-guerre. Mais c'était sa gestion qui lui donnait un caractère social tout à fait particulier. Elle était en effet gérée par les travailleurs eux-mêmes qui étaient actionnaires de l'établissement. Pendant toutes les années '30, la Maison du Peuple fut gérée par Léon Lesoil ⁽²⁾ et ses camarades. Elle fut gérée jusqu'à la fin des années '50 par ses anciens compagnons, mineurs et autres.

Chaque jour pendant toute la durée de la grève de 60-61, il y avait une assemblée de grévistes dans cette Maison du peuple de Gilly pour organiser, entre autres, les différents piquets de grève dans les entreprises. Dès 5 heures du matin, les piquets quittaient la Maison du peuple. Ils avaient préparé, la veille, une équipe de volontaires, hommes et femmes, qui faisaient du café, de la soupe ou autre nourriture chaude afin de réchauffer les grévistes. Une grande et belle solidarité et un grand dévouement se partageaient quotidiennement.

La jeunesse dans la grève

La grève de 60-61 a été pour les jeunes militants ouvriers de l'époque et leur avant-garde d'une grande richesse en matière de combat et d'expérience. Deux générations différentes allaient se solidifier dans cette grève: celle d'avant-guerre, qui s'était forgée dans les grèves des années '30, dans la Résistance et dans la grève lors de la Question royale, et la nouvelle génération.

A la verrerie de Gilly, il y avait un certain nombre de jeunes travailleurs qui, depuis 1955-1956, militaient dans les JGS et les Jeunes métallos (mouvement de jeunesse FGTBiste qui n'existe plus aujourd'hui). J'avais 22 ans, j'étais aux Jeunesses syndicales et à la JGS. Nous étions dans toutes les réunions des piquets de grève car c'est de là que partaient pour ainsi dire toutes les initiatives et décisions à prendre.

C'était, pour nous les jeunes, une joie que de combattre aux côtés de la génération expérimentée de nos aînés. Dans les diverses réunions et assemblées de grévistes, les interventions fusaient de toutes parts. Il y avait beaucoup de débats l'après-midi et le soir à la Maison du peuple de Gilly, surtout lorsque nous revenions d'une manifestation agitée. Nous, le groupe des jeunes militants que nous étions, prenions souvent la parole dans ces débats. Nous nous réjouissions lorsque les anciens mineurs

et compagnons de Léon Lesoil prenaient position avec nous ou nous défendaient dans les débats. C'était pour nous une école de grande formation politique et syndicale.

Les anciens résistants

A travers la grève, on sentait la force de la Résistance qui se manifestait dans les combats. Tous ceux qui avaient fait de la Résistance, et quelques anciens des Brigades internationales en Espagne, n'avaient pas peur face des gendarmes, même avec des chevaux. Ils avaient le truc pour éviter un coup de patte et faire tomber le cheval ou le cavalier. Certains fabriquaient des cocktails Molotov et venaient à 200 ou 300 faire le piquet à La Poste de Gilly pour empêcher les camions de prendre le courrier. Dans ces cas-là, les gendarmes n'osaient pas venir.

J'ai connu des anciens résistants qui déterraient leurs armes cachées en 1945. Avec la Résistance ils avaient voulu changer la société. Quand les socialistes et les communistes sont entrés au gouvernement, ils ont fait rendre les armes à la Résistance. Dans les piquets, on sentait la rancœur de ces camarades. Tous ces vieux militants avaient une force, une confiance en eux-mêmes, une fermeté incroyable.

Le rôle des femmes

Les femmes ont joué un grand rôle dans la grève. Beaucoup d'entre elles venaient aux piquets de grève, surtout celles qui avaient connu des combats, la Résistance. Mais les plus jeunes venaient aussi. Les institutrices s'occupaient des enfants des camarades qui tenaient les piquets. Les femmes s'organisaient aussi pour faire des soupes avec les légumes que les commerçants ou les gens qui avaient un jardin apportaient. Beaucoup de commerçants aidaient les grévistes en nous donnant des légumes ou du pain. C'était aussi une publicité pour leur commerce. A la Maison du Peuple, il y avait toujours du café à 5 heures du matin et de la soupe quand tu revenais à 11 heures. Et cette ambiance autour des tables. . . ■

Notes: (1) A l'origine, les syndicats des travailleurs du verre étaient organisés par métiers: l'Union Verrière (UV) pour les travailleurs du verre chaud, le Syndicat des Magasiniers (SMVB) pour les travailleurs du verre froid, du Syndicat des Caissiers pour le bois, l'Union Centrale des Verriers pour le verre creux, etc.

(2) Léon Lesoil fut l'un des principaux fondateurs du Parti communiste en Belgique. Il fut exclu de ce dernier pour trotskysme en 1927. Il sera un dirigeant de la section belge de la IVe Internationale (PSR). Arrêté par les nazis en 1941, il meurt en déportation dans le camp de Neuengamme en 1944

Rencontre-éclair avec Robert Dussart, des ACEC

❖ paru dans *La Gauche*
le 7 janvier 1961

Au Café des ACEC, entre deux estafettes, nous tombons sur Robert Dussart, délégué principal FGTB aux ACEC. Nous avons juste le temps de lui poser deux questions avant qu'il ne reparte.

Comment les ACEC ont-ils débrayé ?

Les travailleurs des ACEC voulaient démontrer, le 20 décembre, leur opposition à la loi unique. Le 19, en accord total avec la délégation syndicale et après une franche discussion, leur assemblée générale décida que les travailleurs se présenteraient le lendemain sans se déshabiller et se rendraient dans les autres entreprises pour inviter les ouvriers à débrayer au moment de la discussion de la loi unique au parlement. Les communaux et les enseignants ne pouvaient rester seuls.

Nous avons alerté le secrétaire responsable des métallurgistes FGTB au Palais du Peuple, le camarade Davister. Ce dernier, invoquant la discipline, nous a dit de ne pas pouvoir nous couvrir en l'absence d'un mot d'ordre officiel. Nous ne nous sommes pas rendus à ses raisons, que les militants de base n'auraient de toute façon pas acceptées, mais nous avons promis de mener une lutte, empreinte jusqu'au bout de dignité.

Nous avons manifesté et rencontré, dans de nombreuses entreprises, un climat de combat vraiment tempéré par certains délégués. De très nombreux travailleurs craignaient en effet un vote précipité de la loi unique, avant les vacances. D'autant plus que le Sénat est bloqué par la majorité PSC, et la seule parade était une action spectaculaire de la masse ouvrière. Rapidement, c'est-à-dire après 30 heures environ, l'appareil nous a rejoints et approuvés. Nous sommes donc convaincus d'avoir bien servi le mouvement syndical. L'action a été populaire dès le début et ce n'est pas explicable par un jeu de "trouble-fête".

Quels sont les éléments de succès les plus importants, selon vous ?

1) L'affermissement de la démocratie syndicale : les dirigeants syndicaux du "sommet" ont de très grandes responsabilités, mais ils ne peuvent croire qu'ils ont le monopole de la vérité et un sens infaillible de l'opportunité. La participation la plus large de la base est indispensable. Il est impératif que l'on discute, pour développer et approfondir le mouvement et éviter ainsi toute discordance désagréable, preuve d'un mauvais fonctionnement de la démocratie syndicale.

2) André Renard, à la radio, a eu raison de dire qu'il est impossible d'amender la loi unique et qu'il faut la rejeter en bloc. Car faire le contraire prouverait, entre autres, que la CSC était fondée à jouer sur les amendements. Les conditions actuelles nous permettent, à travers l'abrogation de la loi unique, de faire réussir un programme de réformes économiques, sociales, fiscales, de fondement socialiste dans le sens de la FGTB. Le rejet de la loi est, pour nous, une condition de reprise. La base ne pourrait accepter d'être mise devant un fait accompli, comme ce fut le cas pour le pacte social. Les travailleurs de la base ont pris la responsabilité de lancer le mouvement. C'est à nous qu'il appartient de le finir.

3) Il faut lancer le mot d'ordre de grève générale nationale. On a attendu trop longtemps, en Flandre, pour le faire. Les travailleurs flamands, à la base, sont plus conscients qu'on ne dit.

4) Il faut être très fraternel envers les affiliés de la CSC qui continuent à lutter

avec nous. Notez, à ce propos, qu'aux ACEC, notre tâche a été facilitée par le fait que, le 15 décembre, la CSC a lancé dans l'entreprise le mot d'ordre d'une grève générale de vingt-quatre heures contre la loi unique.

5) Il faut préparer sérieusement une marche sur Bruxelles pour la reprise de la discussion parlementaire. L'expérience de 1950 a prouvé qu'un tel mot d'ordre est efficace.

6) Il faut se garder des restes de corporatisme. Les centrales syndicales doivent être totalement solidaires et des amendements à la loi unique ne peuvent être acceptés parce qu'il plaisent, par exemple, à une centrale particulière.



40.000 grévistes pour entendre André Renard à La Louvière

7) Il faut garder, pendant et après le conflit, l'esprit de fraternité qui doit régner entre les travailleurs et promouvoir notre unité de classe. Ne nous repoussons pas d'après nos appartenances politiques ou religieuses ou d'après notre position de majoritaires ou de minoritaires. ■

Dans le Centre, la grève fut vraiment générale

❖ par Emile Van Ceulen
La Gauche, 28 janvier 1961

La grève a commencé dans la région du Centre chez les communaux le 20 décembre. Mais déjà la veille, une réprobation générale se manifestait dans les délégations syndicales suite à la décision du Comité national élargi de la FGTB, du vendredi 16, de ne pas appeler à la grève. La pression augmenta et le mercredi, la Centrale des Métallurgistes convoquait les présidents des délégations syndicales qui décidèrent la grève pour le jeudi 22 décembre au matin.



De leur côté, les cheminots, encouragés par la grève des communaux commencèrent à débrayer mercredi 21 matin. Jeudi, l'arrêt était général dans la région. Seuls les tramwaymen refusèrent de cesser le travail. Mais au dépôt de La Louvière, un imposant piquet bloqua la sortie des trams de 4 heures 30 jusqu'à 8 heures. Plus tard, les piquets s'opposèrent tellement aux trams que ceux-ci durent rentrer au dépôt après avoir parcouru moins de trois kilomètres.

Dès le vendredi 23, des caravanes motorisées allèrent débaucher ceux qui étaient encore au travail (blanchisseries, etc.). La grève a été totale dans le Centre du samedi 24 décembre au mardi 17 janvier. Le samedi 24, les comités locaux de l'Action commune appelèrent les grévistes

à créer localement des comités de grève et invitèrent les commerçants à se joindre au mouvement en n'ouvrant les magasins que l'après-midi, entre 14 heures et 18 heures. Dès le 27 décembre, des piquets routiers étaient organisés pour empêcher les jaunes de se rendre au travail, surtout vers la capitale. Les clous, les crampons et de nombreux barrages firent leur apparition à maints endroits.

De très grands rassemblements étaient organisés: 40.000 participants à La Louvière pour écouter André Renard! Un nombre incalculable de jeunes se mêlant aux manifestations et chantant, accompagné par les fanfares locales, le chant des Jeunes Gardes. A la Maison du Peuple de la Louvière, les piles d'exemplaires de *La Gauche*, simplement posées sur le billard à queue, diminuaient à vue d'œil car les grévistes viennent se servir en laissant la monnaie sur le tapis vert.

En janvier, la ligne de chemin de fer de Braine-le-Comte à Mons fut occupée par l'armée, puis la ligne de Braine-le-Comte à Manage connut le même sort. Le dimanche 15 janvier, la gare d'Haine-St-Pierre fut occupée militairement et la gendarmerie fit son apparition en force. Le lundi matin, la réponse ne tarda pas: plus de 2.000 grévistes du privé vinrent se joindre au piquet des cheminots. Mais les autres dépôts entamaient la reprise progressive du travail. Et Haine-St-Pierre décida alors, la rage au cœur, de reprendre le travail le mercredi 18, en manifestation et entre une haie d'honneur chantant L'Internationale!

Jeudi 19, la FGTB du Centre réunit un congrès extraordinaire qui décida la reprise du travail, sauf pour les métallos qui reprendront si Liège et Charleroi en font autant. Et lorsque Andries, dirigeant régional de la FGTB, donna l'ordre de la reprise du travail, il fut chahuté. ■

Ce que fut la grève à Bruxelles

❖ par Pierre Struyven
La Gauche, 21 janvier 1961

A Bruxelles comme ailleurs, c'est la CGSP qui peut s'enorgueillir d'avoir lancé l'action. Le 20 décembre les communaux ont répondu en masse à l'ordre de grève de leur centrale. Et pas seulement dans les communes socialistes. A Forest, où les socialistes sont dans l'opposition, 95% du personnel communal a suivi l'ordre de grève; tout comme à Schaerbeek, où il y avait cinq fois plus de grévistes que de syndiqués. Les cheminots suivirent aussitôt et l'on vit à Bruxelles l'ensemble des services de la SNCB complètement paralysé.

Le 22 décembre, ce fut au tour des postiers de débrayer. Les sceptiques considéraient le succès de la grève à Bruxelles X, le centre de tri postal situé avenue Fonsny, comme une inconnue, car le personnel y est composé en grosse majorité de jeunes issus pour la plupart de la région rurale du pays. Ces jeunes eurent à faire aux pressions des chefs, aidés en cela par les délégués de la CSC. Malgré l'occupation des locaux du tri postal par d'importantes forces de gendarmerie, dès le début de la matinée, le mouvement fut un succès: 80% du personnel en grève! Ce succès à Bruxelles X fut confirmé par la suite: c'est par milliers que les postiers bruxellois répondirent à l'ordre de grève générale.

Gazelco, où le mouvement fut également un succès, les ministères, les enseignants, les parastataux, tout ce que la capitale comptait comme service public, se lança dans la bagarre. L'action avait magnifiquement débuté à Bruxelles et les métallos rejoignirent le mouvement.

Mais après quelques jours de lutte, il fallait bien se rendre à l'évidence: la CGSP et les métallos luttèrent pratiquement seuls, les autres secteurs ne se joignaient pas à l'action. Après trois semaines de ce régime, il était normal d'assister à une certaine lassitude et à un effritement des forces engagées dans la lutte. Ce n'est que le vingt-huitième jour de lutte que nos derniers camarades ont repris le travail. ■

La Grève: bilan et perspectives

✦ par Ernest Mandel
le 28 janvier 1961

Après la guerre d'Espagne, les états-majors de tous les pays se sont penchés avec soin sur les enseignements à tirer de cette réputation générale de la Deuxième Guerre mondiale. Ceux qui ont le mieux étudié les effets ont pu inscrire à leur crédit des victoires importantes: les généraux allemands en 1940, les généraux russes en 1942-43, les généraux américains en 1944. Nous venons d'assister dans notre pays à la plus



Ernest
Mandel

formidable grève que l'Europe ait connue depuis la Deuxième Guerre mondiale. Des aspects nouveaux et imprévus de la guerre de classe sont ainsi apparus à tous ceux qui cherchent à préparer des batailles d'avenir.

La bourgeoisie a tiré ses conclusions, en Belgique et ailleurs. Il suffit de parcourir la presse de droite et les feuilles patronales pour constater la portée de ses plans: limitation sinon suppression du droit de grève, interdiction radicale des piquets, renforcement de la gendarmerie, mise en place d'une législation antisyndicale, obligation, pour les partis d'opposition à respecter une "certaine mesure d'unanimité" avec les gouvernements, responsabilité personnelle des dirigeants syndicaux pour les faits de grève des membres de leur organisation,

préparatifs de répression massive, etc., etc.

Certes, ces plans ne seront pas tous réalisés. D'abord parce que les rapports de forces ne s'y prêtent guère. Ensuite parce qu'au sein de la bourgeoisie, ceux qui désirent "aller jusqu'au bout" – ("collez-moi dix agitateurs au mur, et le calme reviendra tout de suite") se heurtent à ceux qui craignent les conséquences – terribles pour le régime capitaliste – du durcissement et de la radicalisation de la classe ouvrière qui résulteraient de pareille politique.

Mais si l'adversaire étudie avec soin les leçons de cette grande grève, nous manquerions à notre devoir en omettant de nous préparer, comme eux, aux grandes batailles à venir. C'est froidement, sans passion, sans visées personnelles, mais aussi sans fausses pudeurs et sans vouloir cacher les faiblesses apparues, que nous devons tirer les leçons de cette expérience si riche en enseignements divers.

La guerre de classe implacable du Capital contre le Travail

Pendant trente jours, nous avons assisté dans notre pays à une guerre de classe implacable, sans merci et sans scrupules du Capital contre le Travail. Dans cette guerre, les chevaliers de la Morale, les suppôts du Trône, de la Propriété et de la Famille, ont mobilisé sans hésiter tous les mensonges, toutes les infamies et toutes les violences pour la défense de leur cause injuste.

Pour la première fois depuis très longtemps, le gouvernement qui ne fut que tout au long de cette grève que le conseil d'administration des holdings et du Grand Capital, a cherché délibérément et par tous les moyens à briser la grève. Voilà la seule explication fondamentale de tous les incidents violents qui ont marqué ce conflit.

Devant la puissance économique concentrée que détient une poignée de grands capitalistes, la classe ouvrière ne possède qu'une seule arme efficace pour établir temporairement l'équilibre: la grève. C'est une arme pacifique par excellence. Mais pour qu'elle soit efficace, il faut qu'elle soit totale. La logique de la grève implique

les piquets, comme la logique de la propriété capitaliste implique, de nos jours, les sociétés par actions. Admettre le droit de grève mais interdire les piquets, c'est exactement comme si on voulait, au siècle de l'automation, tolérer la libre entreprise mais interdire toute société par actions.

Le gouvernement, dès le troisième ou le quatrième jour de grève, a cherché délibérément à détruire les piquets. Il ne put le faire partout à la fois. Imitant la tactique du maréchal Foch, il a d'abord tâté le terrain pour trouver les points faibles. Il les découvrit bientôt à Bruxelles, dans les deux Flandres et dans le Namurois. C'est sur ces points qu'il concentra l'effort de son appareil de répression. Au fur et à mesure que cet effort y fut couronné de succès, ses forces de répression se rabattirent sur Gand et sur Anvers, sur le Hainaut et sur Liège.

La presse adverse et les syndicats chrétiens affirment qu'il avait le devoir d'assurer "la liberté de travail". Rien n'est moins vrai. En général, il ne s'agissait nullement de défendre les travailleurs désireux de poursuivre le travail dans les entreprises-clé. Il s'est agi plutôt d'un effort d'introduire dans les entreprises, sous couvert de la gendarmerie, et en provoquant des bagarres avec les grévistes, des travailleurs qui avaient librement quitté le travail, qui avaient été mobilisés délibérément par la police, la gendarmerie, le patron ou... les délégués chrétiens, et même souvent des travailleurs étrangers à l'entreprise en question.

Ne pas résister à de telles tentatives, c'eût été pour les grévistes s'avouer tout de suite battus.

S'il n'y a plus de grèves possibles en Belgique aussi longtemps que la gendarmerie peut racoler dix pour cent de jaunes sur l'ensemble de la main-d'œuvre, alors le droit de grève n'existe plus en pratique.

D'aucuns ont affirmé que cette riposte du gouvernement découlait du caractère "politique" de la grève. Argument hypocrite s'il en est! Toute grève générale est inévitablement "politique", puisqu'elle

visé l'ensemble de la bourgeoisie et son pouvoir. Pourtant, les travailleurs s'étaient mis en grève pour défendre leur niveau de vie contre un attentat délibéré du gouvernement, attentat qui réduisait leur pouvoir d'achat global de 3 à 4%. Cette grève voulait-elle faire pression sur un vote du Parlement? A la bonne heure! Nos étranges "démocrates", à la conscience si sensible, ne sont pourtant jamais offusqués quand les holdings, les banquiers, les groupes financiers, les industriels pesaient, et pèsent tous les jours, de tout leurs poids, sur les mêmes décisions parlementaires!

Imaginons qu'un gouvernement de gauche esquisse une politique économique, commerciale et financière que les holdings considèrent contraire à leurs intérêts. Imaginons — mais n'est-ce pas déjà arrivé? — que pour réagir et défendre les "intérêts partisans", ils réduisent la souscription de certificats de trésorerie, qu'ils organisent l'évasion des capitaux, qu'ils réduisent leurs investissements en Belgique. Puisqu'il s'agit d'une "pression intolérable de la haute finance sur le parlement" et qu'il s'agit de limiter le droit de propriété de manière à défendre "nos institutions démocratiques", de même que d'aucuns ont cru devoir limiter le droit de grève dans ce même but, ce gouvernement de gauche serait alors parfaitement habilité à s'assurer de force l'accès des banques et des coffres-forts, à mettre en prison tout industriel ou tout banquier pris en flagrant délit de transfert de ses fonds à l'étranger, à saisir des comptes en banques, à confisquer des entreprises que leurs propriétaires auraient fermées pour "bafouer la volonté clairement exprimée de la majorité de la nation".

Excellente leçon donnée au mouvement ouvrier Monsieur Eyskens! Espérons qu'on s'en souviendra, et qu'on saura l'appliquer à la première occasion. Mais gageons que les hypocrites qui ont versé tant de larmes sur ce pauvre Parlement soumis à la "pression de la rue", gémiront à ce moment-là non pas sur la démocratie violée par les banquiers... mais sur le "droit sacré de propriété", violé par les méchants parlementaires.

Les ouvriers ne peuvent pas peser sur le pouvoir politique par la grève; mais le pouvoir politique n'a pas le droit de limiter la puissance de la propriété pour l'empêcher, elle, de soumettre en permanence le parlement et le gouvernement. Ces deux poids et deux mesures, cette toute-puissance de la propriété et cette limite sévère imposée au droit de grève du Travail, c'est la nature même du régime capitaliste et de l'Etat bourgeois

LA GAUCHE

ORGANE DE COMBAT SOCIALISTE

N° 8.

5^{ème} ANNÉE — HEBDOMADAIRE — PRIX : 4 FB. (directement aux grévistes : 1 fr.)

14 JANVIER 1961

Prix d'abonnement en Belgique : 3 mois, 45 fr.; 6 mois, 85 fr.; 1 an, 170 fr.; Stranger, 220 fr. — C. C. P. 33870
Rédaction-administration : 84, rue Molenstraat, Bruxelles. — Téléphone : 42.21.64

**Des morts, des blessés, des centaines d'arrestations
Où s'arrêtera la sauvagerie des gendarmes du Capital ?**

**La répression ne brisera pas le
magnifique élan des travailleurs**



Ils écartent 35 ou 40.000, lundi, à La Louvière...

PAS DE COMPROMIS DANS le CADRE de la LOI UNIQUE

réclament les grévistes

**LA LUTTE SE POURSUIT JUSQU'AU RETRAIT
PUR ET SIMPLE DE CETTE LOI DE MALHEUR**

Pour «tenir» plus longtemps que le gouvernement aux abois, il faut :

- Durcir, renforcer les piquets de grève ;
- Coordonner les comités de grève et tenir des assemblées régulières de grévistes ;
- Eclairer les travailleurs chrétiens sur l'enjeu de la bataille et l'attentat contre les libertés syndicales ;
- Renforcer le généreux effort de solidarité à l'égard des grévistes.

qui s'y exprime clairement. C'est tout le fond de la guerre de classe implacable que le Capital mène constamment contre le Travail. Il suffit que la classe ouvrière, pendant quelques jours, n'accepte plus de se soumettre à ce joug infâmant pour que les masques des "conciliateurs" des "amis des travailleurs", des "admirateurs du bon syndicalisme", des bons apôtres qui assurent que "la lutte de classes appartient au passé", tombent comme par enchantement, et que ces messieurs apparaissent sous leur vrai visage hideux: celui des excitateurs à la répression qui applaudissent aux charges de gendarmerie, aux grenades lacrymogènes, aux coups de crosse assénés aux femmes, aux gardiens de "l'ordre" assassinant lâchement des grévistes désarmés.

Une classe ouvrière magnifique d'élan et de combativité

La grande grève de 1960-61 a fait table rase de toutes les théories pseudo scienti-

fiques selon lesquelles la classe ouvrière "n'existe plus", selon lesquelles elle ne serait plus capable "de se battre comme au siècle dernier", sous l'influence de salaires relativement élevés et d'un niveau de consommation "se rapprochant de celui des classes moyennes". Elle a, au contraire, complètement confirmé la thèse que nous ne cessons de défendre dans La Gauche depuis quatre ans, à savoir que la classe ouvrière d'aujourd'hui est capable de se battre plus fortement, avec plus d'acharnement et plus d'élan, que la classe ouvrière d'il y a trente ou cinquante ans, à condition qu'elle soit éduquée et préparée à combattre par ses organisations.

La grève a confirmé que partout où les organisations ouvrières avaient tant soit peu fait leur devoir, avaient informé les travailleurs sur la teneur exacte de la "loi unique", avaient lancé depuis des années la campagne pour les réformes de structure,

la classe ouvrière a répondu maagnifiquement et au-delà de tout espoir à la poussée de lutte partie spontanément de ses couches sociales les plus avancées.

Faut-il rappeler que les cheminots ont réussi leur première grève depuis 1923, et qu'ils l'ont réussie en Flandre comme en Wallonie, même en Flandre occidentale, beaucoup mieux qu'en 1923.

Que les couches les plus ardentes au combat, à Liège, à Charleroi, dans le Centre, à Anvers, à Gand, étaient des couches comme les sidérurgistes et les dockers, qui auraient dû être les plus "corrompues" par les "hauts salaires", selon les tenants de la thèse mécaniste appelée plus haut?

Que si la grève a donné moins bien dans certains secteurs industriels en Flandre et dans le Brabant, ce fut essentiellement dans des secteurs moins bien payés, où le poids des chrétiens, du niveau de vie misérable, du manque d'éducation, d'organisation et de culture, ainsi que – il faut le dire – l'insuffisance criante de propagande et de direction de nos propres organisations, contrebalançaient le puissant appel à la solidarité de classe lancé par la grève?

Car même dans les régions où la grève a moins bien réussi, on trouve dix, cent indices de combativité ouvrière étonnante. On y découvre surtout une direction syndicale qui ne fut pas à la hauteur de ses tâches. Il n'est pas démontré que si les Régionales flamandes de la FGTB avaient proclamé la grève générale le 21 ou le 22 décembre, avant que le mandement du cardinal, la répression du gouvernement et les concessions faites en derrière minute à la CSC ne purent avoir leurs pleins effets, il n'est point démontré que, dans ces conditions, la grève n'aurait pas été générale dans tout le pays dès son troisième ou quatrième jour, balayant toute velléité de résistance du Napoléon en carton-pâte que le hasard avait investi du pouvoir exécutif dans notre pays.

La combativité et l'élan de la classe laborieuse se sont également révélées dans le fait que dans de nombreux bassins, les couches jeunes ont répondu spontanément avec des formes suprêmes d'organisation de combat du passé – les comités de grève interprofessionnels, réunissant tous les jours des assemblées de grévistes – qu'on n'avait plus connues dans notre pays depuis 1936. Dans les régions où la direction syndicale s'était identifiée avec le mouvement, à Liège, dans le Centre et ailleurs, ces

comités furent essentiellement constitués par des délégations syndicales FGTB elles-mêmes. Ailleurs, notamment en partie à Charleroi et à Anvers, ils surgirent de la base, incluant également des non-syndiqués. L'organisation et la centralisation des piquets, l'organisation de la solidarité, la mobilisation de toute la population au secours des grévistes, la défense de la grève contre la répression et la provocation: tel parut l'objectif de ces comités.

Toute grève générale est par la force des choses une grève politique, avons-nous dit. Elle est, en effet, dirigée contre la classe bourgeoise en tant que telle, c'est-à-dire la classe bourgeoise constituée en classe dominante, c'est-à-dire son gouvernement. Voilà pourquoi, inévitablement, à travers toute grève générale réussie, se profila la trame d'un pouvoir nouveau, de la démocratie directe des travailleurs. Dans les bassins industriels wallons, la grève fut générale au-delà de tout espoir. Le pouvoir nouveau y est nettement apparu en puissance, plus nettement encore qu'en 1936 ou en 1950. Bien plus que toute "violence", que tout bris de vitres, que toute "émeute", c'est ce pouvoir nouveau embryonnaire qui a fait trembler de rage la bourgeoisie, qui l'a frappée de frayeur, qui l'a incitée à s'accrocher et à résister désespérément, sacrifiant, la mort dans l'âme, des milliards de revenus et de commandes.

Une direction largement défaillante

Tout cela s'est produit par la force des choses bien plus que par la volonté "insurrectionnelle" – totalement absente – des dirigeants. Tout cela fut inscrit dès le début dans la logique d'un mouvement d'une telle ampleur. Il faut bien le dire: dans sa majeure partie, et toujours à l'exception de quelques bassins wallons susmentionnés, la direction syndicale et socialiste fut totalement prise au dépourvu et effrayée par cette logique implacable d'une bataille aussi colossale.

Des citoyens à l'âme d'épicier peuvent aujourd'hui peser le pour et le contre dans la balance. Ils peuvent craindre que nous ne perdions, par-ci par-là, quelques mandats parlementaires, par suite de l'irritation ou de la peur des électeurs des "classes moyennes". Nous n'examinerons pas, pour le moment, si ces craintes sont fondées ou non. Mais il faut que la question soit bien posée. Croit-on sérieusement que les risques

courus en cas d'abandon de la grève par la FGTB et le PSB n'auraient pas été mille fois plus graves? Croit-on sérieusement qu'un mouvement comme le nôtre aurait pu impunément abandonner à leur sort des centaines de milliers de travailleurs qui, rappelons-le, ont spontanément déclenché cette grève?

Parce que la grève générale est une bataille colossale avec laquelle on ne peut pas jouer, qu'on ne peut pas improviser, une grève générale capable de vaincre rapidement doit être une grève générale bien préparée. Un mouvement spontané, quelque puissant qu'il soit, ne peut réussir cette tâche, surtout dans un pays comme le nôtre, avec des divisions profondes entre travailleurs flamands et wallons, chrétiens et socialistes, arrière-garde et avant-garde, qui subsistent comme héritage de tout un passé. Pour triompher, il fallait triompher rapidement. Pour triompher rapidement, il fallait une stratégie adéquate, capable de mobiliser les couches d'avant-garde et d'entraîner très vite les couches arriérées dans le combat. Une stratégie adéquate exige une direction adéquate. Celle-ci fut absente à l'échelle nationale.

La principale responsabilité en incombe à la majorité du Comité National Elargi du 16 décembre qui, méconnaissant totalement la volonté de lutte de centaines de milliers de travailleurs, avait refusé d'adopter le plan soumis par André Renard, à savoir la préparation d'une grève générale, au moyen d'un mouvement de vingt-quatre heures et d'un référendum dans toutes les entreprises. Toute l'avant-garde de notre classe laborieuse a ressenti ce vote comme un brutal camouflet. Pour manifester ses réels sentiments, elle s'est mise spontanément en grève, le 20 et le 21 décembre. Cela ne laissa à la minorité du Comité National que le choix entre l'abandon des grévistes ou la reconnaissance et la généralisation du mouvement, dans les régions – essentiellement wallonnes – où elle était majoritaire. Il faut inscrire à son honneur le fait qu'elle ait choisi la seconde solution.

Entre une grève générale organisée et bien préparée, et une grève générale spontanée et partiellement sans direction, dans une partie du pays, c'est la première qu'il faut préférer. Mais entre une grève générale spontanée et partiellement sans direction d'un côté, et pas de grève générale du tout, malgré le début d'agression contre le standing de vie des travailleurs, c'est la première éventualité qui est de loin préférable.

Incapable de prévoir la grève et de s'y préparer à temps, la direction a été également incapable de l'organiser adéquatement et de la mener à bonne fin, dans une partie du pays. L'exemple de Bruxelles, est à ce propos, particulièrement édifiant; il est examiné plus loin dans ce journal. L'exemple d'Anvers, où pourtant des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs se sont battus comme des lions, ne l'est pas moins.

Lorsque l'extension de la grève ne fut pas assez rapide et totale pour faire plier genou au gouvernement, il n'y eut plus qu'une seule chance de réussite complète du mouvement: la concentration active de toutes les énergies grévistes sur un point central. La Gauche, les JGS, d'importantes organisations syndicales, comme les "communaux" d'Anvers et de Liège, les cheminots de Liège, les comités de grève du nord de Charleroi et d'Haine-Saint-Pierre, ont suggéré la marche sur Bruxelles, pacifique et non violente.

Elle avait l'énorme avantage de "fixer" autour de la capitale l'essentiel des forces de répression, de dégager ainsi des bassins industriels, d'interrompre pratiquement tout le trafic dans le pays avec "l'aide" de la gendarmerie, de peser d'un poids décisif sur la ville où, si on le veut ou non, se trouvaient les pouvoirs contre lesquels cette grève était déclenchée. L'absence d'une direction nationale de grève, capable de mobiliser les travailleurs de tout le pays, fit échouer ce projet. Nous le regrettons, parce que nous croyons sincèrement qu'il fut réaliste et responsable, la seule chance de réussite complète qui resta au mouvement.

S'ouvrit dès lors la phase finale du conflit, celle de la guerre d'usure, quand la question du "second front" politique fut soulevée. C'est avec un grand retard que fut soumis le mémorandum Collard fixant une "solution de rechange" à la "loi unique" comme objectif de la grève. N'eût-il pas mieux valu le faire dès les premiers jours? N'eût-il pas mieux valu déposer tout de suite — comme nous l'avions demandé — sur le bureau des Chambres, des propositions de loi-cadre visant la réalisation de réformes de structure, qui auraient donné à la grève un objectif politique clair à atteindre?

Toutes ces défaillances, il faudra maintenant les passer au crible de la critique, fraternelle mais juste. Il faudra en tirer toutes les conclusions qui s'imposent. Les travailleurs, les grévistes qui ont consenti d'énormes sacrifices, ont le droit

Contre le régime capitaliste, qui ne laisse maintenant aux travailleurs que le choix entre la ceinture et la trique

LA LUTTE CONTINUE !

- pour que sanctions, licenciements, arrestations soient levés;
- pour que la loi unique ne soit pas appliquée;



- pour que les réformes de structure soient arrachées;
- pour que le budget de la gendarmerie soit radicalement réduit.

Les délégués de «l'ordre» ont une troisième victime sur leur conscience : Jo Wouasse est mort de la blessure que les gendarmes lui ont causée à Chénée.

Les gardiens de «l'ordre» l'ont lâchement abattu dans le dos. « Ils visaient comme s'ils voulaient abattre un lapin » a déclaré Léo Collard à la Chambre.

Ils tiraient dans le dos à Chénée, comme ils avaient attaqué dans le dos un cortège de grévistes à Charleroi, comme ils avaient fracturé à coups de crosse le crâne du jeune ouvrier Coecke (membre des mutualités chrétiennes) à Hoboken, comme ils manifestaient partout une brutalité effrénée.

Les délégués de «l'ordre» se sont ainsi avérés les véritables auteurs de trouble et de désordre. Car partout où ils étaient absents, il n'y eut point d'incidents ni de violences.

Il faudra s'en souvenir, chaque année, lorsque le budget de la gendarmerie viendra en discussion au Parlement.

Il faudra s'en souvenir lorsque nos organisations se pencheront sur les enseignements de cette grève, et lorsque la création de groupes d'auto-défense apparaîtra comme une impérieuse nécessité, à la fois pour chasser de nos cortèges les provocateurs et les mouchards, et pour empêcher que des travailleurs ne doivent se battre les uns contre la violence déchaînée du Grand Capital.

Quels que soient cependant ces enseignements ultérieurs, un sentiment général domine pour le moment dans la classe laborieuse : LA LUTTE CONTINUE !

La lutte continue avant tout pour tous les secteurs qui poursuivent la grève, avec un acharnement jamais égalé, métallurgistes liégeois en tête. Tous les travailleurs doivent entourer ces bastions de notre mouvement ouvrier de leur affection émue, de leur sympathie épaisante !.

Les héros combattants qui ont dépassé le mois de grève se battent pour l'ensemble des travailleurs. Ils se battent pour que la régression sociale ne passe pas, pour qu'on ne s'attaque plus aux droits acquis, pour que le poids de la queue et de l'insouciance capitalistes ne soit plus relégué sur les gènes-petit, pour que des solutions véritablement socialistes soient enfin appliquées.

IL FAUT, DANS LES JOURS QUI VIENNENT, RASSEMBLER LE MAXIMUM DE SOUTIEN POUR AIDER LES GRÉVISTES, LEUR MANTENIR SOUS MILLE FORMES DIFFÉRENTES LA SOLIDARITÉ DE TOUTE LA CLASSE LABORIEUSE.

La lutte continue aussi pour tous ceux qui ont repris le travail, après un combat magnifique.

Nulle part, ces grévistes ne rentrent abattus, déçus ou démoralisés. Partout, ils rentrent la tête haute et avec une légitime fierté.

À Tournai, les cheminots ont repris le travail, fâchés en tête et en chantant l'Internationale ! Bien, ne caractérisent mieux l'indomptable esprit de lutte et de résistance de nos travailleurs.

La lutte continue — parce que les problèmes qui l'ont provoquée restent sans solutions, et que les travailleurs n'acceptent jamais les solutions capitalistes.

La lutte continue — parce que loin d'avoir pu briser la combativité et la prise de conscience des travailleurs, l'obstination du misérable sein qui nous gouverne a créé une formidable avant-garde, consciente de la nature du capitalisme et de son Etat, prête à adopter froidement les moyens adéquats pour unir tous les salariés et appointés dans un bloc invincible qui abattra le règne des banquiers et du gros capital.

M. Eyskens triomphe. La presse réactionnaire chante ses louanges. Les défenseurs de «l'ordre» s'acharnent sur leurs victimes sans défense.

Mais bientôt, on éteindra les lampions. Bientôt, le gouvernement Eyskens aura disparu. Bientôt, les Chambres qui ont voté sous la contrainte et la peur la « loi de malheur » seront dissoutes. Ces étranges « vainqueurs » seront couverts de mépris et d'opprobre.

Et la classe ouvrière, aguerrie, consciente de sa force, fière de son combat, soignera ses blessures, ressoudra son front, jugera et corrigera toutes les faiblesses de ses organisations, se préparera à la phase suivante du combat, certaine qu'elle défait tous les cotons de la victoire.

Voilà ce que vous avez provoqué, Monsieur Eyskens et Messieurs

(Voir suite page 4)

de l'exiger. Nous avons le devoir de satisfaire leurs exigences.

A ceux du camp adverse qui ricanent de nos "divisions", nous répondons par un simple rappel: Au lendemain du 1er juin 1958, vous avez aussi ricané des "divisions socialistes". Mais les débats de cette époque-là ont conduit tout droit à cette grande grève de 1960-61. Prenez garde que les débats d'aujourd'hui ne conduisent à une bataille bien plus formidable encore, qui vous infligera une défaite écrasante!

Il faut être complètement ignorant, ou avoir l'esprit déformé d'un mouchard, pour supposer un seul instant qu'une poignée d'"agitateurs" sont capables de déclencher un formidable mouvement de masse de sept ou huit cent mille travailleurs comme celui que nous

venons de vivre. Ce mouvement a démontré que notre classe laborieuse est prête à se battre, et se battre de toutes ses forces, pour le grand objectif que l'histoire lui a fixé: refouler résolument l'offensive capitaliste et imposer, à la place de "solution" capitalistes de régression sociale, les solutions socialistes des réformes de structure.

La première bataille pour ces réformes de structure vient de se terminer. La classe laborieuse est gonflée à bloc. Elle rentre, musique en tête en chantant l'Internationale, comme les cheminots de Tournai. Elle ressoudra l'unité de son front, corrigera les faiblesses de son dispositif de lutte, se préparera à la seconde phase. Elle continuera sa lutte, jusque la victoire finale.

Voilà votre "succès," M. Eyskens. ■

LA GRÈVE BELGE DE 60-61



FORCE ET FAIBLESSE D'UN GRAND COMBAT

par Jean DE VRIES, Fernand CHARLIER, Emile DECOUX

Supplément (février 1961) à QUATRIEME INTERNATIONALE

Réédité par la Formation Léon Lesoil à l'occasion du 50e anniversaire
de "La Grève du Siècle" 1960-1961 Décembre 2010

*Pour recevoir cette brochure, versez 3,00€ (frais de port compris)
sur le compte 001-0728451-57 de la Formation Léon Lesoil,
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles, avec la mention "Brochure 60-61"*



Quelle politique de mobilité dans les grandes villes?

✦ par Thierry Pierret

Le gouvernement flamand a finalement préféré un tunnel au "projet fou furieux" du Lange Wapper - un viaduc haut de 150 mètres qui devait surplomber un quartier densément peuplé sur près de 3 km. La population d'Anvers l'avait massivement rejeté dès octobre 2009 lors d'une consultation populaire.

Le débat sur le bouclage du tronçon nord du ring d'Anvers battait son plein depuis 1995. A l'époque, des études indiquaient que le ring serait totalement bloqué à politique inchangée. Et en effet, le trafic y a augmenté de 25% en 15 ans. Mais cette hausse est surtout due aux camions dont le trafic a crû de 41% dans la même période. Il faut dire qu'Anvers se trouve au cœur d'un nœud de voies de communications entre les Pays-Bas, la France et l'Allemagne. Le trafic routier de marchandises vers et depuis les ports d'Anvers et de Zeebrugge y passe jour et nuit. Il faut encore y ajouter le trafic généré par la proximité d'un aéroport régional en pleine croissance. La congestion croissante

du trafic faisait obstacle au développement des activités portuaires et aéroportuaires. L'accessibilité des entreprises du centre-ville devenait aussi de plus en plus précaire. Sous la pression des patrons, les autorités ont donc décidé de boucler le ring pour fluidifier le trafic en augmentant sa capacité. Un tronçon du ring sera aussi élargi à l'extrême limite de quartiers très peuplés qui seront pris comme dans un carcan. Le projet prévoit également le prolongement de lignes de tram vers la banlieue, l'aménagement du Singel - une succession de boulevards - en voie verte ainsi que la modernisation du canal Albert.

Cynisme patronal

Rien n'illustre mieux le peu de cas que le patronat et leurs valets politiques font du bien-être de la population que cette lettre, rendue publique par Ademloos (une association de défense des riverains), du président du VOKA (organisation patronale flamande) d'Anvers à ses membres. Il s'y félicite du fait que le lobbying du VOKA en faveur du bouclage du ring ait été payant et que l'accessibilité de l'aéroport soit garantie. Il assure qu'il veillera à ce que le surcoût engendré par l'option du tunnel ne soit pas à charge des entreprises. Il assure ses membres qu'ils n'auront pas à payer pour le projet d'aménagement du Singel en voie verte qui - se réjouit-il - ne verra jamais le jour à cause des contraintes budgétaires...

Les choix de mobilité ne sont pas neutres

Le bouclage du ring d'Anvers ne fera que différer son engorgement que l'explosion du trafic rend inévitable à terme. Le même problème se pose autour de Bruxelles où la Région flamande veut élargir le ring pour faciliter l'accès de Bruxelles à ses quelque 300.000 navetteurs (navette entrante).

Le gouvernement bruxellois s'y oppose, mais sa politique de mobilité vise à favoriser la navette sortante des travailleurs bruxellois vers la périphérie où se concentrent de plus en plus d'emplois précaires et mal payés qui ne trouvent pas preneurs. Il s'agit en fait de résorber le chômage à Bruxelles en transformant les chômeurs bruxellois sous-qualifiés en travailleurs pauvres. Mais cette politique antisociale a aussi des effets désastreux en termes de mobilité, de santé publique et de qualité de vie. Elle augmente le trafic automobile et contribue ainsi à l'engorgement du ring et à la pollution atmosphérique qui génère, comme à Anvers, une surmortalité due à l'accumulation de particules fines dans l'atmosphère.

Pour résoudre ce problème, le gouvernement met la STIB à contribution pour qu'elle améliore la desserte entre le centre et la périphérie. L'accessibilité des entreprises de Bruxelles et de sa périphérie prend ainsi le pas sur la qualité de vie des Bruxellois. La STIB a ainsi opposé une fin de non-recevoir à une proposition de son vice-président qui voulait créer 6 lignes de bus - avec du personnel éducatif qualifié à bord - affectées au transport des élèves bruxellois. Cette mesure aurait pu convaincre de nombreux parents de renoncer à utiliser leur voiture pour emmener leurs enfants à l'école. Mais la STIB avait d'autres priorités...

L'élargissement ou le bouclage du ring, à Anvers comme à Bruxelles, relève d'une optique capitaliste et productiviste. Cette frénésie de mobilité est la rançon d'un système où les consommateurs sont de plus en plus éloignés des centres de production. Leur localisation est en effet déterminée par la seule logique du moindre coût. Cela engendre une explosion de transports inutiles, nocifs et dangereux. En outre, le secteur des transports génère une grande quantité de gaz à effet de serre. Une politique de mobilité digne de ce nom doit aller de pair avec une réorganisation de la production qui tienne compte des besoins humains et des contraintes de l'environnement. ■



Les femmes et la crise capitaliste

✦ par Lidia Cirillo

Au vu des statistiques, l'emploi féminin semble - du moins en attendant les suppressions de postes prévus dans les secteurs publics, où les emplois occupés par des femmes sont nombreux! - avoir mieux résisté que l'emploi masculin aux effets d'une crise capitaliste qui n'a pas enravé le processus historique d'augmentation des taux d'emplois féminins. Si ce processus s'est accompagné d'une précarisation généralisée de l'emploi, tant pour les hommes que pour les femmes, ces dernières subissent par contre les conséquences de la crise à partir de positions plus précaires encore que celles des hommes.

En Europe, selon un rapport de la Commission Européenne, le taux de chômage a augmenté de 6,4 à 9,3% entre mai 2008 et septembre 2009 pour les hommes et de 7,4 à 9% pour les femmes. On peut expliquer cette meilleure résistance de la part des femmes par toutes sortes de raisons, certaines simples, d'autres plus complexes. Une des raisons évidentes est que, durant la période 2008-2009, ce sont surtout les secteurs essentiellement masculins qui ont subi les effets de la crise ; l'industrie, la construction, etc.

Mais cet effet va bientôt être contre-balançé par les attaques actuelles contre les secteurs publics, dans lesquels on retrouve surtout des travailleuses. L'éditorial du bulletin mensuel de la BCE indiquait dès le mois de décembre 2009 les priorités pour l'Union européenne : liquider ce qu'il reste des droits du travail, réduire les salaires et le nombre de salariés du secteur public, faire des coupes nettes dans la santé et l'éducation.

Féminisation du travail et précarité

Depuis les années 70, la place des femmes sur le marché du travail n'a cessé de prendre de l'importance. Sans retourner des années en arrière, notons qu'entre 1997 et 2007, le travail des femmes est passé de 51,4% à 58,3% dans l'Europe des 27 et de

48 à 58% dans la zone euro. Les données varient d'un État à l'autre (en Italie, de 36,4 à 46,6%; en France, de 52,4 à 60%, en Allemagne de 55,3 à 64%, etc.), mais la tendance générale est la même partout.

Pour expliquer l'irruption des femmes sur le marché du travail, la raison la plus invoquée est le changement de structure économique, comme par exemple le développement du secteur des services qui occupait au début de ce XXI^e siècle plus ou moins 79% des femmes actives dans l'Union



européenne. Ou encore la réduction des secteurs qui demandent une certaine force physique, le rôle du travail intellectuel dans la production, les qualifications nécessaires aux nouveaux emplois, etc.

Mais il existe néanmoins encore des fonctions et des professions qui restent peu fréquentées par les femmes, même si aucune loi ne leur en interdit l'accès, et cela parce que les femmes y sont mal vues, qu'aucune occasion ne se présente à elles pour les pourvoir, ou encore parce qu'elles-mêmes les considèrent comme peu pertinentes pour l'avenir qu'elles se dessinent. Et il n'est pas seulement question de stéréotypes et de préjugés : les rapports sociaux de genre et l'organisation capitaliste de la société peuvent rendre très difficile matériellement la vie d'une femme qui désire entreprendre une carrière dont le niveau d'investissement et de compétitivité

ont été définis sur des critères masculins.

Le conflit de genre s'est manifesté dans les années 70 sous forme de mobilisations de femmes comparables à celles du mouvement ouvrier du début du XX^e siècle (cortèges, manifestations, revendications), surtout en Europe. Ces mobilisations ont produit une "onde longue" du féminisme dont les effets sont en quelque sorte encore présents. En résumé, en Europe et de façon générale dans les parties les plus développées du monde, les femmes se sont lancées dans la globalisation qui les a accueillies dans un moment d'ascension.

Egalisation par le bas

D'une façon globale, le besoin d'émancipation des femmes a constitué un des leviers de mise en concurrence des forces de travail. La concurrence des secteurs les plus stables et organisés du monde du travail ne s'est donc pas uniquement construite par le transfert d'activités à haute intensité de main d'œuvre dans les pays où les droits du travail sont moindres, mais aussi par la préférence accordée aux femmes lors des engagements.

Bien malgré elles, le travail des femmes a ouvert la route à l'instabilité et à la précarité de par les caractéristiques "traditionnelles" de l'occupation féminine, elles-mêmes fortement conditionnées par ce que le féminisme a appelé "le travail de reproduction", ou domestique, ou de soins. Durant les dernières décennies, la précarisation du travail s'est généralisée au travers de la croissance de ce qu'on appelle le travail atypique (intérim, horaires coupés, etc.) Dans l'Europe des 27, par exemple, de 2001 à 2005, le nombre de travailleurs engagés avec des contrats de travail atypique est passé de 36 à 45% de l'emploi global.

Pour expliquer concrètement et simplement les effets de la féminisation sur le travail, il suffit d'évoquer la dynamique traditionnelle qui fait que l'entrée massive des femmes dans une profession ou un métier a comme conséquence presque automatique la perte de valeur sociale de cette profession et la réduction des salaires.

Si cette logique s'étend à tout le marché de l'emploi, l'effet sera celui d'une dévalorisation générale.

La composante féminine a donc certainement augmenté sur le marché du travail mais, en même temps, ses conditions de vie et de travail se sont empirées. En vérité les dynamiques d'émancipation des dernières décennies souffrent d'une tare congénitale, car elles se réalisent dans un contexte de mise en concurrence des forces de travail et de régression du mouvement ouvrier "classique". Il en résulte une tendance à l'égalisation par le bas dans laquelle les hommes deviennent égaux aux femmes et les femmes égales aux hommes mais dans les pires aspects de leur exploitation.

Pour les hommes, c'est la précarité, les bas salaires et la perte de droits traditionnels qui sont propres au travail féminin ; pour les femmes c'est la perte de la tutelle au nom de la parité, le renoncement à la maternité (ou la reporter à un âge où elle devient difficile). Dans un cas comme dans l'autre, une exploitation accrue et une existence structurellement précaire.

Mais les privilèges du genre masculin ne sont pas forcément devenus l'ombre de ce qu'ils étaient. Les dynamiques d'émancipation des dernières décennies n'ont pas détruit les structures patriarcales, même si elles en ont réduit la capacité à déterminer les relations sociales. La féminisation n'a pas du tout effacé les caractéristiques traditionnelles du travail des femmes. Partout les taux d'emploi restent plus bas pour les femmes, avec plus de contrats à durée déterminée ou à temps partiel, et avec plus de possibilités de rester coincées dans des métiers précaires, sans opportunité d'évoluer vers des contrats stables. L'écart salarial entre hommes et femmes est présent partout et ne s'explique qu'en partie par l'extension du temps partiel choisi ou subi. Le "plafond de verre" continue à caractériser le travail féminin; il y a toujours peu de femmes dans les postes à responsabilité et de direction; elles continuent à avoir accès à une plus petite variété d'emploi et l'emploi féminin continue à contribuer au maintien des bas salaires. ■

Lidia Cirillo est militante de Sinistra Critica (Gauche critique), organisation anticapitaliste italienne. Extraits d'un article paru dans le numéro 39 (juillet-août 2010) de la revue "ERRE" de Sinistra Critica. Traduction de l'italien pour La Gauche: Sylvia Nerina

Assemblée européenne pour la justice climatique

Parce que le climat c'est avant tout une question sociale

✦ par Sylvia Nerina

Depuis quelques années, plusieurs mouvements sociaux ont pris conscience de la nécessité de descendre dans la rue pour défendre le droit des peuples face au changement climatique. A Copenhague 100.000 personnes ont affronté

le froid pendant plusieurs jours pour s'opposer à la gestion capitaliste de la question climatique.

La LCR se joint à l'appel lancé par Climat et Justice Sociale, Friend of the Earth (Amis de la Terre) et Via Campesina, d'organiser fin novembre une assemblée européenne des peuples pour la justice climatique.

Appel :

En novembre et décembre 2010, se tiendra à Cancun (Mexique) la COP 16 (Conférence des Nations-Unies sur le Climat). Le risque est réel de voir ces discussions utilisées par les pays riches et industrialisés, par les multinationales, par les institutions financières internationales (comme la Banque Mondiale) pour continuer à diviser et à privatiser ce qu'il reste de notre atmosphère et pour imposer leurs fausses solutions, tels les agro-carburants, le nucléaire, les OGM et les mécanismes de marché comme les "compensations carbone" ou l'intégration des forêts dans le marché du carbone.

En Europe, en Belgique, nous avons des problèmes spécifiques en matière de



climat et de justice sociale : le risque que s'implante une nouvelle génération de centrales nucléaires ou au charbon, la dangereuse faiblesse des politiques climatiques, les mesures drastiques d'austérité qui se multiplient en réponse à la crise économique - plutôt qu'une juste transition vers des formes soutenables de production et consommation.

Les militant/es des mouvements sociaux et environnementaux d'Europe se rassembleront à Bruxelles du 26 au 28 novembre 2010 pour partager leurs idées et leurs expériences ainsi que leur vision et leurs projets en matière de justice climatique et sociale.

Cet événement est co-organisé par des mouvements environnementaux et sociaux belges et européens, notamment Friends of The Earth / Amis de la Terre, Climat et Justice Sociale et la Via Campesina. Toutes les associations, amicales, groupes, personnes qui veulent militer et non pas seulement chanter pour le climat sont invitées à écrire à info@climateAssembly.org ■

Le capitalisme vert est aussi impossible que le capitalisme social

❖ Daniel Tanuro, collaborateur régulier à "La Gauche" est ingénieur agronome et fondateur de l'association "Climat et Justice Sociale" (CJS). Il a publié aux éditions La Découverte un ouvrage écosocialiste: "L'impossible capitalisme vert". Nous publions ci-dessous un extrait de l'interview qu'il a accordé pour le site "écologitbèque".

Qu'est-ce que le "capitalisme vert"?

Daniel Tanuro: L'expression "capitalisme vert" peut s'entendre dans deux sens différents. Un producteur d'éoliennes peut se targuer de faire du capitalisme vert. En ce sens - au sens que certains capitaux s'investissent dans un secteur "propre" de l'économie - une forme de capitalisme vert est évidemment possible et très rentable. Mais la vraie question est de savoir si le capitalisme dans son ensemble peut tourner au vert, autrement dit si l'action globale des capitaux nombreux et concurrents qui constituent le Capital peut respecter les cycles écologiques, leur rythmes, et la vitesse de reconstitution des ressources naturelles. C'est dans ce sens que mon livre pose la question et il y répond par la négative.

Mon argument principal est que la concurrence pousse chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines plus productives, afin de toucher un surprofit en plus du profit moyen. Le productivisme est ainsi au cœur du capitalisme. Comme disait Schumpeter: "un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes". L'accumulation capitaliste étant potentiellement illimitée, il y a un antagonisme entre le capital et la nature, dont les ressources sont finies. On peut objecter que la course à la productivité amène le capital à être de plus en plus économe en ressources, ce qui se traduit notamment par la dimi-

nution observée de la quantité d'énergie nécessaire à la production d'un point de PIB. Mais, d'une part, cette tendance à l'efficacité accrue ne peut évidemment pas se prolonger indéfiniment de façon linéaire et, d'autre part, on constate empiriquement qu'elle est plus que compensée par la masse croissante de marchandises produites. Le capitalisme vert est donc un oxymore, au même titre que le capitalisme social.

Ce constat ouvre un débat entre deux conceptions stratégiques opposées. Pour les uns, le fonctionnement spontanément écocide du capitalisme peut être corrigé par une action politique dans le cadre du système, en recourant aux mécanismes marchands (taxes, incitants fiscaux, droits d'émission échangeables, etc.). Pour les autres, dont je fais partie, une politique de rupture s'impose au contraire parce qu'une remise en cause des lois fondamentales du

capitalisme est absolument indispensable au sauvetage de l'environnement. Il s'agit notamment d'oser contester la propriété privée des moyens de production, fondement du système.

A mon avis, le débat entre ces deux lignes est tranché en pratique par l'exemple de la lutte contre les changements climatiques. Dans les pays capitalistes développés, nous sommes confrontés à l'obligation d'abandonner quasi-complètement l'usage des combustibles fossiles en deux générations à peine. Si l'on exclut le nucléaire - et il faut l'exclure - cela implique, en Europe par exemple, de diviser de moitié environ la consommation finale d'énergie, ce qui n'est possible qu'en réduisant dans une mesure non négligeable la transformation et le transport de matière. Passage aux renouvelables et réduction de la consommation énergétique sont liés et nécessitent des investissements importants, inconcevables si les décisions restent subordonnées au dogme de l'efficacité-coût. Or, l'alternative à l'efficacité-coût ne peut être qu'une planification démocratique axée sur les besoins sociaux et écologiques. Et cette planification à son tour n'est possible qu'en brisant la résistance des monopoles du pétrole, du charbon, du gaz, de l'automobile, de la pétrochimie, de la construction navale et aéronautique, ..., car ceux-ci veulent brûler des combustibles fossiles le plus longtemps possible.

Vous prônez une écologie sociale que vous appelez l'écosocialisme. Qu'est-ce qu'un écosocialiste? Et en quoi se différencie-t-il d'un écologiste ou d'un socialiste de "base"?

D.T. : Un écosocialiste se différencie d'un écologiste en ceci qu'il analyse la "crise écologique" non comme une crise du rapport entre l'humanité en général et la nature mais comme une crise du rapport entre un mode de production historique-

OFFRE PROMOTIONNELLE

1 abonnement au journal "La Gauche" + le livre "L'impossible capitalisme vert" de Daniel Tanuro AU PRIX EXCEPTIONNEL de 20 euros!

Le journal bimestriel "La Gauche" lance une campagne promotionnelle autour du livre "L'impossible capitalisme vert" de Daniel Tanuro, par ailleurs collaborateur régulier à notre journal et responsable de sa rubrique "Eco-logique". Tous les nouveaux abonnés à "La Gauche" qui le souhaitent peuvent obtenir, en outre de l'abonnement annuel (8 euros), cet ouvrage (vendu en librairie à 18 euros), pour le prix total de 20 euros; soit une économie de 6 euros!

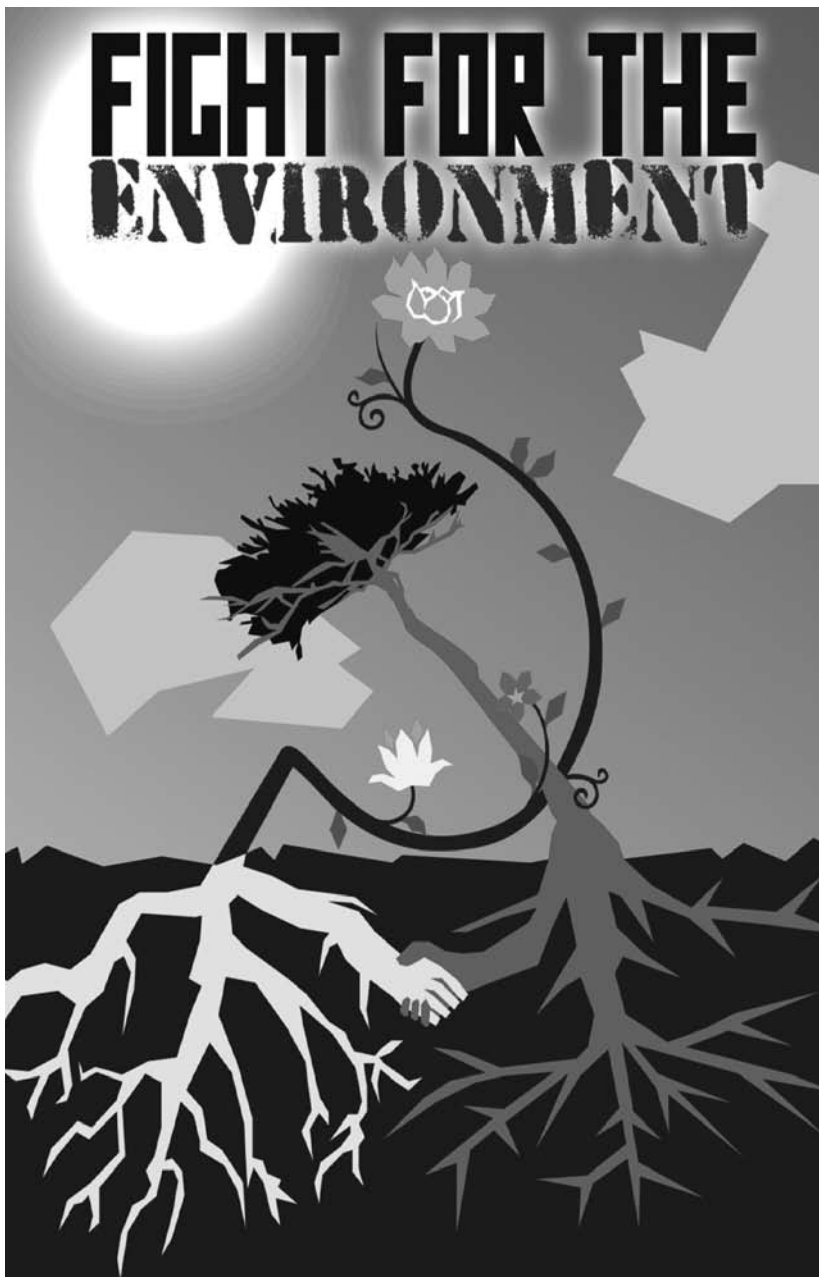
Pour bénéficier de cette offre promotionnelle, écrivez à info@lcr-lagauche.be.

Indiquez vos coordonnées personnelles (nom, prénom, adresse de livraison) et en versez la somme de 20 euros sur le compte de la Formation Léon Lesoil asbl : 001-0728451-57 // IBAN: BE09 0010 7284 5157 // BIC: GEBABEBB

ment déterminé et son environnement, donc en dernière instance comme une manifestation de la crise du mode de production lui-même. Autrement dit, pour un écosocialiste, la crise écologique est en fait une manifestation de la crise du capitalisme (en n'oubliant pas la crise spécifique des sociétés dites "socialistes" qui ont singé le productivisme capitaliste). Il en résulte que, dans son combat pour l'environnement, un écosocialiste proposera toujours des revendications qui font le lien avec la question sociale, avec la lutte des exploités et des opprimés pour une redistribution des richesses, pour l'emploi, etc.

Par ailleurs, l'écosocialiste se différencie du socialiste "de base", comme vous dites, en ceci que, pour lui, le seul anticapitalisme qui vaille désormais est celui qui prend en compte les limites naturelles ainsi que les contraintes de fonctionnement des écosystèmes. Cela a de nombreuses implications : rupture avec le productivisme et le consumérisme, bien sûr, dans la perspective d'une société où, les besoins de base étant satisfaits, le temps libre et les relations sociales constituent la véritable richesse. Mais aussi contestation des technologies ainsi que des productions nuisibles, couplée à l'exigence de reconversion des travailleurs. La décentralisation maximale de la production et de la distribution, dans le cadre d'une économie démocratiquement planifiée, est une autre insistance des écosocialistes.

Un point sur lequel il me semble important d'insister est la mise en cause de la vision socialiste traditionnelle qui voit toute hausse de la productivité du travail agricole comme un pas vers le socialisme. A mon avis, cette conception ne permet pas de rencontrer les exigences de respect accru



de l'environnement. En fait, une agriculture et une foresterie plus soutenables écologiquement nécessitent plus de main-d'œuvre, pas moins. Recréer des haies, des bocages, des zones humides, diversifier les cultures, mener la lutte biologique, par exemple, implique une augmentation de la part du travail social investi dans des tâches de maintenance écologique. Ce travail peut être de haute scientificité et de haute technicité – ce n'est pas le retour à la houe – mais il n'est guère mécanisable. C'est pourquoi je pense qu'une culture du "prendre soin" (j'emprunte ce concept à Isabelle Stengers) doit imprégner les activités économiques, en particulier celles qui sont en prise directe sur les écosystèmes. Nous sommes responsables de la nature.

D'une certaine manière, il s'agit d'étendre la logique qui est celle de la gauche dans le domaine des soins aux personnes, de

entièrement des rapports de force entre le capitalisme d'une part, les exploités et les opprimés d'autre part. Ces rapports de force sont actuellement à l'avantage du capital, il ne faut pas se le cacher. Mais il n'y a pas de troisième voie possible : les tentatives de sauver le climat par des mécanismes de marché étalent tous les jours leur inefficacité écologique et leur injustice sociale. Il n'y a pas d'autre chemin que celui de la résistance. Elle seule peut changer les rapports de forces et imposer des réformes partielles allant dans la bonne direction.

Copenhague a été un premier pas, le sommet de Cochabamba un second. Continuons à marcher, unissons-nous, mobilisons-nous, construisons un vaste mouvement mondial pour le sauvetage du climat dans la justice sociale. Ce sera plus efficace que toutes les démarches lobbyistes de ceux qui se font des illusions sur le capitalisme vert. ■

l'enseignement, etc. Aucun socialiste ne plaide pour remplacer les infirmières par des robots ; nous sommes tous conscients du fait qu'il faut plus d'infirmières mieux payées pour que les patients soient mieux soignés. Eh bien ! il en va de même, mutatis mutandis, pour l'environnement : pour être mieux soigné, il y faut plus de force de travail, d'intelligence et de sensibilité humaines. Contrairement au "socialiste de base", et même si c'est difficile, l'écosocialiste, parce qu'il est conscient de l'urgence, tâche d'introduire toutes ces questions dans les luttes des exploités et des opprimés, plutôt que de les renvoyer aux lendemains qui chantent.

Enfin, pensez-vous que votre projet écosocialiste soit réalisable dans un avenir proche?

DT. : La possibilité de réaliser ce projet dépend

Catastrophe écologique en Hongrie

Le Danube rouge

✦ par Dominique Angelini
et Jean Peltier

Le 4 octobre, un bassin de rétention des eaux usagées de l'usine d'aluminium d'Ajka à l'ouest de Budapest s'est rompu, déversant une marée de boues toxiques sur les sept villages avoisinants et provoquant huit morts et plus de 150 blessés.

La rupture de la digue a entraîné une pollution du Danube et la quasi-destruction du village de Kolontar. Dans un premier temps, les rescapés qui ont vu leurs habitations ravagées ont immédiatement commencé le nettoyage, sans protection, alors que

Métaux lourds

Mais les effets se feront sentir aussi sur le long – et parfois très long – terme. Les boues contiennent divers types de "métaux lourds". Ces produits polluants sont très stables, et on les trouve désormais en grandes quantités sur les terres de culture de la région et dans des proportions que la terre ne peut pas assimiler. Ils ne vont donc pas disparaître rapidement. Ils vont rester là où ils sont et rendre les terres stériles. Il va falloir traiter des espaces allant jusqu'à 100 kilomètres de long, sans parler de l'infiltration de la pollution dans la nappe phréatique.



ces boues contiennent des éléments corrosifs et toxiques. Mais malheureusement leurs effets ne sont pas immédiats et c'est plusieurs heures plus tard que les brûlures se sont fait sentir. En outre, les substances toxiques risquent de traverser la peau et de provoquer des cancers ou des malformations pour les enfants.

Les effets de cette catastrophe sont dramatiques à court terme. Dans la rivière Marcal, première touchée, tous les poissons sont morts et la vie a disparu. Puis la contamination a atteint le Danube avec des effets qu'il est encore difficile d'évaluer. Le risque que les nappes phréatiques soient touchées par infiltration existe également, mettant en danger les réserves d'eau potable dans la région. Si la boue sèche, un autre danger est à craindre: la formation de nuages de poussières toxiques que les habitants risqueront d'inhaler.

Il en ira de même pour les cours d'eau. Les produits toxiques s'infiltreront dans les sols en provenance de l'écoulement de l'eau à partir des champs, par la pluie ou l'arrosage par exemple. Puis les fonds de rivières, des lacs ou des mers, qui ont absorbé une grande quantité de polluants, relâchent lentement ces polluants dans l'eau, tuant peu à peu les êtres vivants qui l'absorbent en se nourrissant.

Quelle perspective humaine et sociale va-t-il rester pour les cultivateurs de la région d'Ajka qui ont perdu leurs terres et les cultures et qui sont désormais des "licenciés" à vie ? Quel sera l'avenir de toute une région avec ses terres devenues stériles et ses nappes phréatiques polluées jusqu'au Danube? ■

Privatisation des profits et socialisation des pertes

Quelques jours après la catastrophe, l'entreprise Magyar Alumínium (MAL), responsable de la catastrophe, a été renationalisée - de manière extrêmement rapide et précipitée - par l'Etat hongrois, qui l'avait privatisée en 1995. Ainsi, ce sont des fonds publics qui devront assurer les indemnités, évaluées pour l'instant à 76 millions d'euros.

MAL est une entreprise née en 1995 avec la privatisation du secteur public minier hongrois, après la chute du "socialisme réel" en Europe de l'Est. Elle emploie 1.100 travailleurs en Hongrie, détient 12% du marché européen de l'aluminium et 80% de sa production est destinée à l'exportation.

MAL a profité des politiques néolibérales pour faire un maximum de profits en exploitant le minerai de bauxite pour le transformer en aluminium, sans un soucier de prendre des mesures de protection de l'environnement et cela, comme l'ont dénoncé des organisations écologistes, avec la complicité des autorités publiques. Ces dernières avaient détecté l'existence de fissures, mais elles n'ont pas obligé l'entreprise à les réparer afin de garantir la sécurité des habitants de la région.

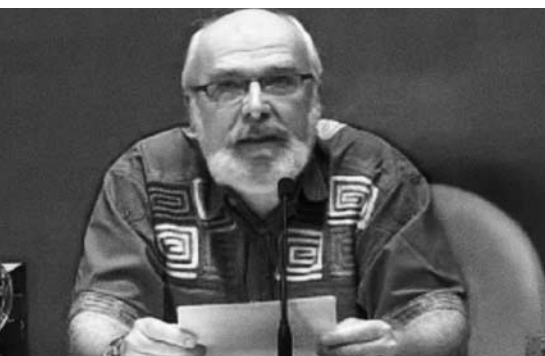
Au début de la crise, MAL, dont les propriétaires font partie des familles les plus riches du pays, a cru s'en tirer en proposant aux victimes une indemnisation correspondant à quelque 360 euros par famille! Ce geste de pur mépris a été rejeté avec indignation par la population.

Devant cette situation, le gouvernement a volé au secours des propriétaires de MAL en nationalisant la société. Il ne fait pas de doute que, demain, quand l'affaire se sera "tassée" et que toutes les indemnités auront été payées avec de l'argent public, il procédera à nouveau à sa privatisation! Les "eaux glacées du calcul égoïste" capitaliste ressemblent à un torrent de boue rougeâtre. ■

ONU: "Oui, il est possible d'éradiquer la pauvreté."

Intervention d'Eric Toussaint aux Nations Unies sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

Ce discours a été prononcé devant une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 15 septembre 2010. La session a été introduite par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki Moon, et par le président de l'assemblée générale de l'ONU, Joseph Deiss. Des ambassadeurs comme ceux de Bolivie et du Vénézuéla ont également pris la parole. Nous publions ici des extraits du discours.



Eric Toussaint:

"Les objectifs du Millénaire pour le développement, pourtant démesurément modestes, ne seront même pas atteints. L'humanité a les possibilités matérielles de garantir les droits fondamentaux de chaque être humain. Ce n'est pas un manque de ressources qui constitue le problème. L'explication qui prévaut dans les documents produits par les institutions comme la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE, sert à consolider des politiques qui sont à l'origine de la crise et qui ont fragilisé les pays dits "en développement" (PED) qui les ont acceptées. Les recommandations ou impositions de ces institutions découlent de plusieurs dogmes:

Premier dogme: le financement du développement par l'endettement. Cela conduit la grande majorité des PED à adopter un comportement absurde. Les dirigeants de ces pays en développement feraient bien mieux de ne pas s'endetter et d'utiliser leurs réserves pour des investissements productifs et des dépenses sociales,

afin d'améliorer les conditions de vie de leurs populations.

Second dogme: le libre-échange et la libre circulation des capitaux, des biens et des services. Dans les pays les plus industrialisés, cette liberté de circulation ne s'applique pas aux travailleurs et aux personnes en général, ce qui est en contradiction complète avec la théorie néolibérale.

La Banque mondiale, le FMI et l'OCDE continuent les mêmes recommandations qui sont bien souvent des contraintes imposées par le chantage. Ce fut le cas par exemple en Haïti ou au Pakistan en 2010, pays dont les citoyens ont été très durement affectés par des catastrophes naturelles. Le FMI continue également d'appuyer des dictatures : en septembre 2010, il a décidé d'octroyer un crédit de 192 millions de dollars au régime dictatorial du Honduras.

Recommandations ou alternatives concrètes qui peuvent être mises en place, soit par la communauté internationale, soit par les Etats souverains:

- Les taxes globales: une taxe de type Tobin sur les transactions financières.

- Augmenter l'aide au développement pour atteindre 0,7% du PIB des pays les plus industrialisés (en 2010, les pays de l'OCDE y dédie 0,35%, soit la moitié de leur engagement de 1970, alors qu'il s'agit de plus d'un chiffre très surévalué), uniquement sous forme de dons, et la convertir en un fonds de réparation pour les dommages causés aux peuples du Sud pendant les 5 derniers siècles de pillage et de domination de la part des puissances du Nord.

- Adopter une nouvelle discipline financière en interdisant les transactions avec les paradis fiscaux.

- Appliquer dans chaque pays une réforme fiscale redistributive.

- Rendre aux peuples du Sud les biens mal acquis par les élites dominantes de ces pays qui les ont placés dans les pays du Nord et

les paradis fiscaux.

- Réduire drastiquement les dépenses d'armement et investir les sommes épargnées dans des politiques sociales.

- Réaliser des audits de la dette publique pour déterminer la partie illégitime et l'annuler ou la répudier. En 2006, la Norvège a annulé unilatéralement la dette de 5 pays du Sud (Equateur, Pérou, Jamaïque, Egypte et Sierra Leone). En 2007, l'Equateur a décidé de suspendre unilatéralement le paiement de 3,2 milliards de dollars de dette sous forme de bons et a ainsi pu économiser plus de 2 milliards de dollars.

- Se doter de nouvelles institutions au niveau régional : l'exemple de la Banque du Sud.

- Il est de plus nécessaire de remplacer les institutions comme la Banque mondiale et le FMI par des institutions véritablement démocratiques respectant la Charte des Nations unies et tous les pactes et traités internationaux relatifs aux droits humains.

- Récupérer le contrôle sur les ressources naturelles.

- Réaliser une réforme agraire en distribuant les terres à celles et ceux qui les travaillent et en garantissant la souveraineté alimentaire.

La crise climatique en cours affecte et affectera tous les peuples, mais particulièrement ceux du Sud de la planète. Il faut s'inspirer des conclusions du Sommet des peuples sur le changement climatique, qui s'est tenu à Cochabamba en avril 2010 à l'initiative du gouvernement bolivien.

Instaurer un nouvel ordre international

Oui, il est possible d'éradiquer la pauvreté et l'injustice, mais en instaurant un nouvel ordre international, radicalement différent, dans le cadre d'un autre modèle de développement, enfin respectueux de l'humain et de la nature. ■

Un mouvement historique

❖ par Sandra Demarq

Depuis mai dernier, la situation en France est marquée par la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites. Journée de mobilisation après journée de mobilisation, le mouvement contre la réforme des retraites continue de se développer, de s'enraciner. C'est la confirmation d'un mouvement profond, rejetant massivement non seulement la réforme des retraites mais plus largement l'ensemble de la politique antisociale, raciste et sécuritaire de Sarkozy. Mais aussi des injustices accumulées et accentuées par la crise, tant chez les jeunes que dans le salariat.

C'est ce qui explique que les manifestations bien que répétitives ne diminuent pas et même ont battu des records en particulier les 12 et le 19 octobre dernier où 3,5 millions de personnes sont descendus dans la rue. Le secteur privé est très mobilisé et désormais la jeunesse est aussi entrée dans la mobilisation. Car les jeunes ont compris que l'accès à un emploi à court terme et à une retraite à taux plein et en bonne santé, étaient, pour eux, fortement compromis par cette réforme.

La bataille de l'opinion publique

D'ores et déjà, à cette étape de la mobilisation, le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion. En effet, 70 % de la population soutient les mobilisations et est opposée à cette réforme. Aujourd'hui, la majorité des travailleurs, des précaires, des jeunes savent que la question des retraites n'est ni une question démographique ni une question de financement comme essaie de nous croire le gouvernement depuis des mois.

Peu à peu, la grève s'est installée dans le paysage. A chaque journée de grèves et de manifestations, il est apparu de plus en plus évidemment pour de nombreux secteurs que des journées espacées ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement. De fait, on n'a jamais autant discuté de grève reconductible que ces dernières semaines dans tous les secteurs d'activités, au point que 61% des sondés se disent favorables à des grèves prolongées. Il manque juste les directions des confédérations syndicales qui, même si elles sont poussées par la base pour continuer, se gardent bien

d'appeler à la grève générale. Depuis le début du mouvement, l'unité syndicale est sans aucun doute un atout, un point d'appui dans la réussite des journées de grèves et de manifestations. Mais non seulement l'intersyndicale n'appelle pas à une confrontation sociale majeure avec ce gouvernement mais ne réclame pas non plus le retrait du projet de loi, seulement de nouvelles négociations, des amendements.

Pourtant des secteurs clés de l'économie avaient décidé de se lancer ou d'amplifier les grèves reconductibles. C'est le cas par exemple des cheminots, de centres EDF, ou des raffineries. Concernant ce secteur, c'est du jamais vu depuis Mai 68. En effet, en octobre, les 13 raffineries étaient en grève reconductible avec arrêt total des installations et des expéditions de carburant vers les stations services et dépôts.

Ca bougeait de partout, chaque jour des initiatives, des actions de blocages (péages, routes, aéroports, zones industrielles...), des manifestations locales avaient lieu de façon unitaires et interprofessionnelles.

C'est dans la rue que ça se passe!

Depuis la journée de grèves et de manifestations du 19 octobre, la jeunesse est de plein pied dans la mobilisation, avec des cortèges très importants et dynamiques et de nombreux lycées bloqués. Il y a une détermination et une politisation chez eux, qu'on n'avait pas senties comme cela dans les mobilisations précédentes. Plus on les dit manipulés et plus on leur conteste le droit de manifester, plus leur détermination grandit.

Face à cette situation, la droite, le patronat, le gouvernement et Sarkozy continuent à défendre cette réforme injuste. Sarkozy installe le pays dans une situation de blocage, d'une épreuve de force. Le passage en force est patent comme l'illustre l'intervention policière contre les grévistes des raffineries ou contre les lycéens, les passages en force parlementaire et refus de toute discussion ouverte même avec les plus modérés des dirigeants syndicaux. Leur détermination s'explique car cette réforme est pour eux le cœur de leur politique d'austérité pour faire payer leur crise à ceux et celles qui n'en sont pas respons-

ables.

Pour eux, réussir cette réforme, c'est donner des gages aux marchés financiers mais c'est aussi l'occasion, en France, de changer les rapports de forces et la répartition des richesses en faveur des plus riches. C'est aussi l'occasion de se débarrasser du "fardeau social et fiscal" conquis par les luttes des anciens et de mettre à genoux les secteurs les plus résistants. L'enjeu, pour Sarkozy, est aussi de rassembler son propre camp en vue de l'élection présidentielle. On le voit, aujourd'hui à travers la mobilisation contre la réforme des retraites, se jouent les rapports de forces globaux entre les classes. Sarkozy est loin d'avoir gagné. Il n'arrive toujours pas à briser ou à faire taire les résistances. Lui qui au début de son quinquennat se vantait que quand il y avait des grèves personne ne les voyait, a été démenti par la rue depuis mai dernier.



Action de blocage au dépôt TOTAL de Feluy

Le NPA dans les luttes

L'ampleur de cette mobilisation indique la possibilité de faire subir au gouvernement une défaite. C'est pourquoi l'unité de l'ensemble de la gauche sociale et politique dans cette lutte est impérative. C'est le sens de l'engagement du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) dans toutes les initiatives unitaires et politiques permettant de regrouper nos forces et en particulier à travers le collectif national initié par la Fondation Copernic et Attac. Mais cette unité autour du mot d'ordre "retraites à 60 ans et retrait du projet de loi" ne cache pas certains désaccords tant sur le fond que sur la stratégie d'action, en particu-

lier avec le Parti Socialiste. Ce dernier défend la retraite à 60 ans mais vote avec les députés de droite l'augmentation du nombre d'annuités à 41,5 annuités, ce qui dans les faits ruine l'idée de défendre la retraite à 60 ans.

Le PS nous refait le coup des promesses électorales pour 2012, préparant ainsi l'alternance. Quand aux divergences avec la gauche de la gauche, en particulier avec le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, elles portent essentiellement sur la stratégie d'action. En effet, ce dernier défend la perspective immédiate d'un référendum déplaçant ainsi la mobilisation de la rue sur le terrain institutionnel alors que l'épreuve sociale est encore devant nous !

Le NPA apparaît depuis le début de la mobilisation comme un parti d'animateurs des luttes, unitaire cherchant à unifier la population autour d'objectifs revendicatifs et politique : le retrait et sans doute à partir de la semaine prochaine l'abrogation de la loi et la démission des responsables de la crise sociale Sarkozy et Woerth. Nous développons également, indépendam-

Blocage des dépôts TOTAL à Feluy et Tertre en Belgique, en solidarité avec la lutte des salariés en France



ment, des perspectives anticapitalistes, de rupture, un plan d'urgence social et politique face à la crise.

La loi est votée mais pour tous ceux et celles qui aujourd'hui sont dans la rue, en grève, ce pouvoir est illégitime. De plus, nous sommes nombreux, très nombreux à savoir qu'une loi même votée peut être retirée dans ce pays. Cela a été le cas avec le Contrat Première Embauche en 2007.

A suivre donc...

Paris, le 22 octobre 2010 ■

Sandra Demarçq est membre du Comité exécutif du Nouveau Parti Anticapitaliste (France) et du Bureau exécutif de la IVe Internationale.

✦ par la rédaction

Plusieurs dizaines de militant-e-s syndicaux de la Centrale Générale et du SETCa ont organisé, mardi 26 octobre, des piquets de blocage et de barrage filtrant aux entrées des dépôts TOTAL Belgium de Tertre, près de Mons, et de Feluy, près de Nivelles. L'objectif était d'empêcher la sortie de camions chargés de carburant en direction de la France, puisque le gouvernement de Sarkozy tente d'organiser son importation massive afin de briser la grève menée par les travailleurs du secteur pétro-chimique en défense des retraites.

En Belgique, la semaine dernière, la Centrale Générale avait donné comme consigne à ses délégués et permanents de vérifier si des stocks de carburant étaient effectivement destinés à la France pour y faire face à la pénurie consécutive à la grève. Au dépôt de TOTAL Belgium à Feluy, les permanents syndicaux ont pu constater une augmentation des chargements de l'ordre d'environ 40 à 50 camions par jour, soit une augmentation de plus de 1500 m_ par rapport au flux habituel.

Les syndicalistes de la Centrale Générale et du SETCa Centre, qui "soutiennent pleinement les mouvements des travailleurs en France" sont en outre "indignés devant la

mise en cause pure et simple du droit de grève à travers la réquisition des salariés grévistes des raffineries du groupe TOTAL".

Plus d'une septantaine de militants-es étaient donc présents dès 7 heures du matin pour organiser un barrage et exiger de la direction qu'elle se limite aux chargements habituels. Mis à part quelques petites tensions avec certains chauffeurs, l'action s'est parfaitement déroulée et semble avoir été payante. Dans le courant de la journée, la direction de TOTAL Belgium s'est engagée à ne pas charger des camions supplémentaires en direction de la France. Mais la vigilance reste de mise!

Délégation LCR

Une délégation de la LCR, dont sa porte-parole Céline Caudron, accompagnée par deux syndicalistes français du SNES-FSU de Valenciennes et militants du Nouveau Parti Anticapitalistes, était présente à Feluy afin de marquer un soutien envers une action syndicale internationaliste exemplaire. Nos camarades français ont pu expliquer aux participants-es du piquet l'état du mouvement de lutte en France en défense des retraites et les remercier pour leur action de solidarité. ■

Une grève générale dilapidée?

✦ par *Lluís Rabell*
et *Nacho Alvarez Peralta*

Dans l'Etat espagnol, la crise du capitalisme et l'offensive d'austérité frappent durement les travailleurs. Le chômage se situe autour de 20 % de la population active, soit le double de la moyenne des pays de l'Union européenne. Près d'un quart de la population vit dans la pauvreté et un million de personnes subsistent grâce aux aides sociales et à la bienfaisance. En un an et demi, quelques 350.000 familles auront perdu leurs logements, incapables de payer les hypothèques. Le mirage d'une croissance sans frein et d'une richesse bénéficiant à de larges secteurs de la popu-

lation s'est définitivement évanoui, faisant place à un sentiment d'amère frustration au sein de la société.

Le virage antisocial du gouvernement "socialiste" de Zapatero a profondément atteint les grands syndicats, qui se sont lourdement trompés en pariant sur la conciliation avec un "gouvernement ami". En juin, le gouvernement a décrété des réductions de salaires dans la fonction publique (qui ont eu immédiatement un effet de "boule de neige" dans les entreprises privées), le gel des retraites et des prestations sociales; des coupures radicales dans les dépenses budgétaires qui affectent gravement les infrastructures, les équipements et les services publics. Cette

détérioration ouvre la porte à une nouvelle vague de privatisations.

Réforme du code du travail

La réforme du code du travail, qui a épuisé la patience des syndicats, réduit les indemnités des licenciements, augmente les marges de manœuvre des patrons et accroît le champ d'activité des sociétés d'intérim – y compris dans le domaine de l'administration publique. Elle autorise aussi les entreprises à ne pas respecter les conventions collectives de leurs branches en fonction de leurs besoins particuliers, ce qui constitue une concession réellement cruciale faite au patronat. Il s'agit d'une véritable torpille envoyée sous la



photo: Izquierda Anticapitalista Madrid

Grève générale le 24 novembre

Au Portugal, le gouvernement "socialiste" de Socratès a annoncé les lignes générales du budget public de 2011, qui comprend le plus dur paquet d'austérité appliqué jusqu'à ce jour dans le pays.



La réduction des salaires représentera une perte d'un ou deux mois de salaire pour les travailleurs de la fonction publique. L'augmentation des impôts affectera toute la population. Les réductions de 500 millions d'euros dans la santé et de 1 milliard d'euros dans la sécurité sociale aggravent les mesures antisociales déjà en vigueur depuis l'été.

La CGTP (Centrale Générale des Travailleurs Portugais, historiquement liée au Parti communiste), le principal syndicat du pays avec 750.000 affiliés, appelle à une grève générale de 24 heures pour le 24 novembre, contre les mesures d'austérité du gouvernement "socialiste" de Socratès. Cet appel a rencontré un écho important auprès des dirigeants syndicaux de la Fonction publique du syndicat UGT (socialiste), qui ont finalement fait basculer la direction de leur centrale en faveur d'un soutien à la grève générale.

Cette grève intervient néanmoins tardivement au regard des différentes mesures déjà prises par le gouvernement portugais depuis le printemps dernier. En outre, le budget public pour 2011 devait être adopté à la fin du mois d'octobre. ■

ligne de flottaison du syndicalisme. Les conventions collectives sont fondamentales pour l'existence même des syndicats. Sans elles, la classe ouvrière sera atomisée et transformée en une masse d'individus sans défense qui s'affronteront entre eux de manière inévitable. La réforme des retraites qui repousse l'âge de départ à la retraite à 67 ans, réduit le montant des pensions et promeut de cette manière les fonds de pension privés, constitue le couronnement de cette offensive du grand capital contre l'État providence.

Les directions des deux principaux syndicats - les Commissions Ouvrières (CCOO) et l'UGT - ont accompagné les mesures de Zapatero pendant la première année et demie de crise, sans tracer une ligne de fracture claire avec l'orientation du gouvernement. Cependant, l'approfondissement des politiques de "contre-réforme" du gouvernement pour sortir de la crise ont obligé les directions syndicales à se démarquer du gouvernement et à appeler à la grève générale le 29 septembre dernier.

Taux de grévistes: 70%

La classe ouvrière espagnole a massivement répondu à cet appel, avec un taux de grévistes atteignant 70%, soit 10 millions de salarié-e-s, et une activité productive paralysée à 86%. Le taux de grévistes a été particulièrement élevé dans les Asturies (87%), en Castille-La Manche (80,2%), Catalogne et Galice (80%) et à Madrid (76%). Au total, plus d'un million et demi de travailleurs/euses ont manifesté dans tout le pays; Madrid (500.000), Barcelone (400.000), Saragosse (100.000), Séville (50.000), Vigo (40.000), Valladolid (40.000) etc.

À noter que, pour la première fois au cours d'une grève générale dans ce pays depuis la fin de la dictature franquiste, la police a attaqué de manière violente plusieurs manifestations et piquets de grève, comme celui de l'entreprise CASA à Getafe où les policiers ont tiré sept fois en l'air pour disperser le piquet. À Barcelone, les affrontements entre manifestants et policiers ont duré près de sept heures dans les "Ramblas". Au total, plus d'une centaine de syndicalistes ont été arrêté dans tout le pays et certains sont poursuivis en justice.

Le gouvernement Zapatero a maintenu ses réformes et s'est limité, comme toute réponse, à opérer un vaste changement ministériel qui ne modifie en rien sa politique. Malgré le succès de la grève du 29 septembre, les directions syndicales ont

fixé un nouveau calendrier d'actions et de mobilisations très éloigné dans le temps (fin novembre, début décembre), dans l'espoir que cette attitude "responsable" adoucira le gouvernement.

Pour leur part, les syndicats alternatifs de gauche, qui ont démontré une importante capacité de mobilisation le 29 septembre - la CGT libertaire, le Syndicat ferroviaire, le Cobas, l'Intersyndicale alternative de Catalogne ou le Syndicat andalous des travailleurs - restent malgré tout minoritaires et, indépendamment de la qualité de leurs équipes militantes et de leur poids dans tel ou tel secteur, ne peuvent compenser la défaillance des grandes centrales. Signalons enfin la particularité basque, qui complique encore le panorama syndical. La majorité du mouvement syndical au Pays Basque (ELA, LAB, STES) est de tradition nationaliste et s'est fréquemment heurté au syndicalisme structuré à l'échelle de l'Etat espagnol. La majorité syndicale basque a déjà organisé deux grèves générales qui ont été très suivies et ont donné lieu à d'importantes manifestations. Mais, pour le 29 septembre, la majorité des syndicats basques a refusé de soutenir l'appel des CCOO et de l'UGT, privilégiant son propre calendrier de mobilisation. La question nationale, que la crise tend une nouvelle fois, pèse ainsi sur l'unité d'action du mouvement ouvrier.

Il ne s'agit pas là, évidemment, de la seule distorsion d'origine politique. La grève met aussi en lumière l'incontournable crise des gauches. Le PSOE paraît décidé au harakiri pour servir les riches. Sa politique gouvernementale prépare le retour de la droite. Les élections autonomes catalanes de cet automne verront très probablement le triomphe de la droite nationaliste et la fin d'un cycle de gouvernements de la gauche social-libérale. Izquierda Unida (la Gauche Unie, dominée par le Parti Communiste) se déchire entre l'idée de "refonder" son projet avec une tournure anticapitaliste... et ses engagements de gouvernabilité locale et régionale sous la houlette du PSOE. Avec ses modestes forces militantes en construction, Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) s'est fermement engagée dans la réussite de la grève générale et dans la nécessité d'en faire le début d'un cycle de luttes, ouvrant une issue à la crise favorable aux intérêts des classes populaires. ■

Philip Polk à propos de l'article de Marcel Liebmann sur l'assassinat de Trotsky

Très chers,

Une petite mise au point. On lit dans l'article de Marcel Liebmann (*La Gauche* 49, p.33) que Trotsky fit "un crochet par Anvers où les autorités belges lui interdirent de débarquer".

Le bourgmestre d'Anvers de l'époque, Camille Huysmans, lui a bien donné l'autorisation de quitter le bord. Trotsky est donc venu chez nous à la maison et une réunion a été immédiatement convoquée avec quelques personnes d'Anvers et de Charleroi.



Ma mère m'a raconté des dizaines de fois: "Ils ont sonné, j'ai ouvert et vu une paire de magnifiques yeux bleus. "Trotsky!!!" ai-je dit. En riant, il m'a dit oui. Il voulait seulement une petite tasse de thé...". Et ma mère m'a expliqué que j'ai été assis sur ses genoux, c'était au 229 de la Manebruggestraat, à Deurne-Zuid.

Voilà, ce fut donc ainsi.

Cordialement,

Philip Polk

Note de la rédaction:

Philip Polk est le fils de Lode Polk, dirigeant du Parti Communiste à Anvers dans les années '20, exclu avec l'opposition de gauche en 1929 et ensuite animateur central du groupe trotskyste à Anvers. En 1941, Lode Polk sera envoyé par les Nazis au camp de concentration de Neuengamme. Il est mort en prison en 1945. Philip Polk, le fils donc, a lui-même été actif dans le mouvement trotskyste en Flandres. C'est un biologiste maritime très renommé, un écologiste de la première heure et un sympathisant de longue date de notre organisation. ■

Valeer Vanthygem

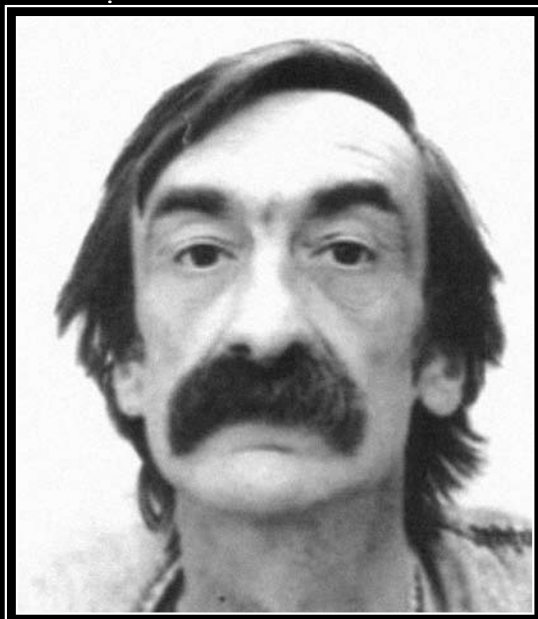
Notre camarade Valeer Vanthygem s'est éteint dans la nuit du 21 au 22 septembre à la suite d'une longue et pénible maladie. Il avait 58 ans. Originaire de Koekelare, Valeer avait rejoint les rangs de la LRT (Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, qui était à l'époque le nom de la LCR-SAP) au cours de la première moitié des années 70, alors qu'il étudiait à la VUB. Au fil des ans, il a continué, à titre de militant et à une certaine période en tant que sympathisant, à collaborer étroitement avec notre organisation. La Quatrième Internationale a toujours représenté pour lui une boussole pour s'orienter sur le terrain de la lutte des classes.

Comité de soldats, délégué syndical, Bosnia, ...

Valeer a notamment pris l'initiative de mettre sur pied le seul et unique comité de soldats ayant jamais existé dans l'armée belge. Pendant de nombreuses années, il a travaillé comme ouvrier dans une usine de l'industrie alimentaire de Flandre Occidentale où il a été élu délégué FGTB à plusieurs reprises. L'entreprise qui l'occupait a tout fait pour se débarrasser de ce délégué syndical combatif et elle est

finallement parvenue à ses fins.

Dans les années 90, Valeer s'est engagé dans la campagne de solidarité internationaliste Workers Aid for Bosnia, à l'époque de la guerre en ex-Yougoslavie. De manière un peu ironique, Valeer s'était surnommé "le libérateur de Tuzla", cette ville minière de Bosnie qui tentait, en pleine guerre, d'aller à contre-courant en restant une région multiculturelle, où les habitants originaires de divers peuples continuaient à vivre ensemble. Et il faut dire à ce sujet que des camarades tels que Valeer Vanthygem, Jenny Mees et bien d'autres ont été accueillis comme des héros par la population locale lorsqu'ils sont arrivés sur place, au péril de leur vie, à la tête d'un convoi humanitaire.



Lors du lancement du CAP (Comité pour une Autre Politique), Valeer s'est engagé avec enthousiasme dans cette initiative. Il était toujours prêt à collaborer avec les différents groupes de la gauche radicale. En 2007, il figura d'ailleurs en tête de liste du CAP en Flandre Occidentale. A l'époque, Il souffrait déjà d'un cancer. Au cours des dernières années de sa vie, il s'est rapproché de la LCR-SAP.

Valeer était aussi un collaborateur assidu du site MIA (Marxist Internet Archive) pour lequel il a traduit en néerlandais une foule d'articles, de brochures (tels que les textes de Georges Vereecken sur le rôle de l'Opposition de Gauche belge dans la grève des mineurs de Charleroi en 1932) et de livres, notamment d'auteurs tels qu'Ernest Mandel ou Marcel Liebmann. Valeer a aussi traduit en néerlandais le livre d'Abraham Léon *La Conception matérialiste de la question juive*. Il faut d'ailleurs espérer que la traduction de cette œuvre majeure trouvera un éditeur sous peu.

Nous rendons hommage à notre camarade pour son engagement infaillible à la cause des exploités et des opprimés et sa préoccupation constante de transmettre aux nouvelles générations l'héritage du marxisme révolutionnaire. La LCR-SAP a adressé ses condoléances à ses amis de Flandre Occidentale et du monde entier. En particulier à son camarade Achille et à sa famille. ■

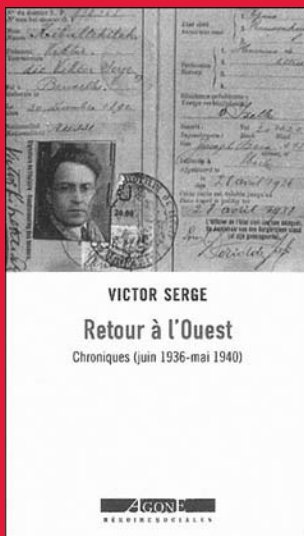
Retour à l'Ouest

Victor Serge

366 pages, 23€

Ce recueil contient plusieurs dizaines d'articles publiés par le journal de la gauche socialiste de Liège, *La Wallonie*. Victor Serge (1890-1947) n'est pas un journaliste ordinaire: écrivain d'origine russe né à Bruxelles, anarchiste converti au bolchévisme, haut-fonctionnaire de l'Internationale communiste dans les années 1920, opposant de gauche incarcéré par Staline dans les années 1930, il n'a été libéré par celui-ci que grâce à une campagne internationale de solidarité. Comme l'indique Richard Greeman dans sa préface, ces articles, qui vont "de l'euphorie du Front populaire à la défaite de l'an quarante" constituent une excellente introduction à ces années tragiques et contradictoires.

Qu'il écrive sur le fascisme ou le stalinisme, par exemple, dans un brillant article de 1939 sur le rapprochement idéologique entre Hitler et Staline, sur l'antisémitisme, sur la "constellation des frères morts" ou qu'il fasse les portraits de révolutionnaires russes, italiens ou espagnols assassinés, ses articles sobres et lucides sont toujours portés par une vraie éthique révolutionnaire. Certes, il lui arrive de se tromper comme par exemple lorsqu'il analyse le fascisme et l'antisémitisme racial, les caractérisant comme un "retour en arrière", une "régression au Moyen-âge", apparemment sans comprendre leurs natures profondément modernes. Mais ses papiers sur l'Union soviétique et sur la guerre civile espagnole, où ses sympathies vont



240 pages, 20 €

La revue *Dissidences* a consacré son numéro 9 (Octobre 2009) à une série d'articles sur l'histoire de l'extrême gauche en Belgique. On y trouve notamment, une étude d'une vingtaine de pages de l'historien hollandais Jan Willem Stutje sur Ernest Mandel (1923-1995) et le mouvement ouvrier en Belgique. Jan Willem Stutje est l'auteur d'une biographie de notre camarade Ernest parue en 2007 *Ernest Mandel, tussen droom en daad*, traduite depuis lors en anglais, avec une préface de Tariq Ali, et en allemand. En attendant la traduction de cet ouvrage en français, les lecteurs exclusivement francophones devront donc se contenter de ce court article paru dans *Dissidences* qui relate principalement le rôle important joué par Ernest Mandel dans le mouvement ouvrier belge dans les années 50 et 60: sa contribution à la rédaction de *Holdings et démocratie économique* (1956), le lancement de l'hebdomadaire *La Gauche* en 1956, puis *de Links* en 1958, la rupture avec André Renard en 1959 à l'occasion de la grève des mineurs du Borinage, le rôle de *La Gauche* lors de la grève 60-61, l'expulsion hors du PSB fin 1964.

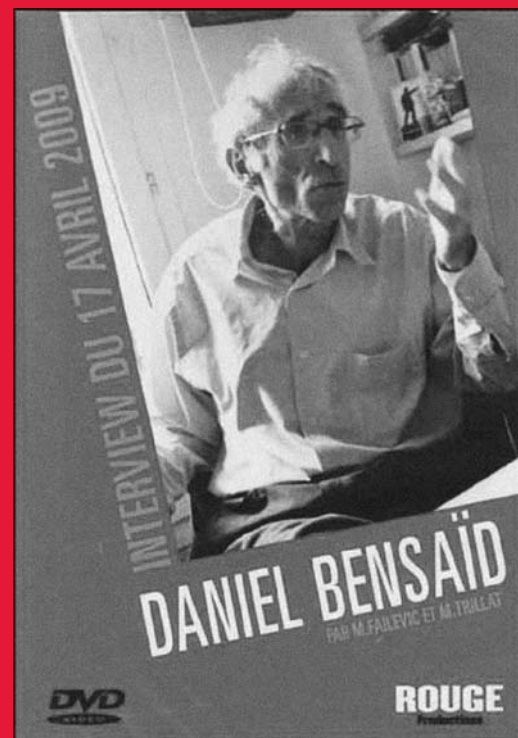
On lira aussi avec intérêt, dans le même numéro, un article de Guy Desolre intitulé *Contribution à l'histoire du trotskysme en Belgique: la question de l'entrisme* (1948-1964) et qui couvre la même période.

Signalons aussi que *Dissidences* possède un site (www.dissidences.net/complements_vol7.htm) publiant des compléments à version papier de la revue. Parmi les articles publiés sur le site, on trouve notamment *Ernest Mandel en résistance, les socialistes-révolutionnaires en Belgique (1940-1945)*, de Jan Willem Stutje, et un article de Jean-Marie Chauvier consacré à la Jeunesse communiste de Belgique de 1957 à 1964. —Guy Van Simoy ■

Bensaïd DVD : Interview 17/04/2009

12 €

DVD de 120 minutes, en français. Il s'agit d'une très longue interview de Daniel par Maurice Failevic et Marcel Trillat. Cet entretien n'est pas une interview de politique générale. Il a été effectué lors du tournage du film documentaire réalisé par Marcel Trillat et Maurice Failevic "L'Atlantide" pour France2 dont le sujet est de comprendre pourquoi et comment les partis communistes, que ce soit au

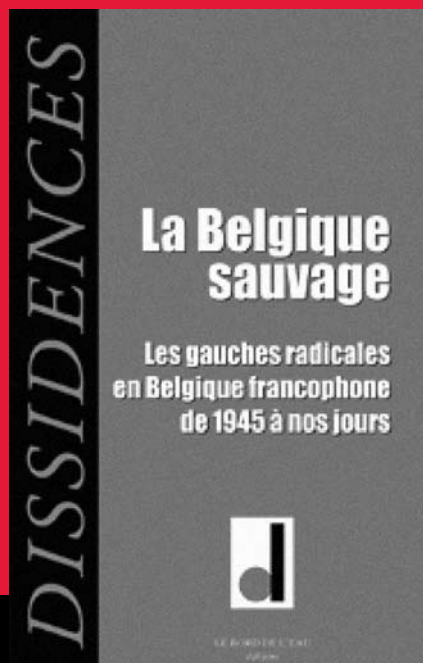


niveau international ou national ont pu exister pendant 70 ans et disparaître en quelques mois. Trillat et Failevic interrogent donc Daniel sur ces questions: la place de l'URSS, le stalinisme, les erreurs politiques du PCF et du PCUS, l'idée du communisme.

En clair, cet entretien fait partie des 60 heures de rushes, nécessaires à la fabrication du documentaire de 3 heures. Daniel Bensaïd n'est d'ailleurs pas présent dans le montage final du documentaire de France2!! Cela nous rend d'autant plus important ce DVD où pendant deux heures on voit Daniel s'exprimer avec toute la cohérence et la clarté que nous lui connaissons. Il s'agit-là d'un élément de débat passionnant pour tout militant révolutionnaire. ■

Tous les livres de cette rubrique peuvent être commandés à la Librairie La Brèche

www.la-breche.com



la gauche

comprendre le monde pour le changer

Daniel Tanuro
L'impossible capitalisme vert



LES EMPÊCHEURS DE PENSER
EN ROND / LA DÉCOUVERTE

OFFRE SPECIALE

**L'impossible capitalisme vert + l'abonnement d'un an à La Gauche
au prix exceptionnel de 20 euros!**

En versant la somme de 20 euros au compte 001-0728451-57 de la Formation Léon Lesoil, IBAN: BE09 0010 7284 5157
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles avec la mention "Offre spéciale livre Tanuro + abo La Gauche"